



<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025688944&dateTexte=&categorieLien=id>

**JORF n°0089 du 14 avril 2012**

**MESURES NOMINATIVES**

**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

40 Décret du 12 avril 2012 portant nomination et promotion dans l'armée active

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025687731&dateTexte=&categorieLien=id>

41 Décret du 12 avril 2012 portant nomination au grade de contrôleur des armées dans le corps militaire du contrôle général des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025687733&dateTexte=&categorieLien=id>

42 Arrêté du 21 mars 2012 portant attribution du brevet d'études militaires supérieures

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025687735&dateTexte=&categorieLien=id>

45 Décision du 29 mars 2012 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2012 (tableau complémentaire n° 1, armée active)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025687741&dateTexte=&categorieLien=id>

**JORF n°0088 du 13 avril 2012**

**MESURES NOMINATIVES**

**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

35 Décret du 12 avril 2012 portant nomination au grade de contrôleur général des armées dans le corps militaire du contrôle général des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025684338&dateTexte=&categorieLien=id>

36 Décret du 12 avril 2012 portant nomination dans un emploi de contrôleur général des armées en mission extraordinaire - M. Teisseire (Laurent)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025684345&dateTexte=&categorieLien=id>

# Discours du vice-amiral Christophe Prazuck commandant la Force maritime des Fusiliers Marins et Commandos le 06 avril 2012.

Mise à jour : 16/04/2012 11:37



Le 6 avril 2012, le vice-amiral Christophe Prazuck, commandant la Force maritime des Fusiliers Marins et Commandos a présidé sur la base de Lanester, une cérémonie de mémoire en l'honneur des fusiliers marins morts pour la France au cours des vingt dernières années. Devant les familles et les associations, l'amiral a également prononcé un discours. Une stèle qui porte leurs noms a été dévoilée. Plantée à côté de celles qui entretiennent la mémoire de ceux qui sont tombés en Indochine et en Algérie, elles entretiennent la reconnaissance de la Nation.



[Discours du vice-amiral Christophe Prazuck commandant la Force maritime des Fusiliers Marins et Commandos le 06 avril 2012.](#)

### Capitaine de corvette Jean Loup Eychenne



Officier sous contrat en 1979, le capitaine de corvette Jean Loup Eychenne est certifié plongeur-démineur, fusilier-marin de spécialité. Second de la compagnie des fusiliers marins de Cherbourg en 1988, il est sur le porte-avions *Clemenceau* en 1991 lors de la Guerre du Golfe. Il décède le 7 janvier 1992 en Croatie, alors qu'il opère pour la Mission de Contrôle de la Communauté Européenne. Ce jour là, l'hélicoptère dans lequel il vole avec quatre observateurs militaires italiens est abattu.

### Capitaine de Corvette Yvon Graff



Mousse en 1964, le capitaine de corvette Yvon Graff devient fusilier marin, puis commando en 1969. Il sert au commando de Penfentenyo, de Jaubert, en état-major, au commandement de la compagnie de fusiliers marins de Cherbourg en 1994. Affecté à Belgrade comme adjoint au chef des observateurs de la Communauté Européenne il y trouve la mort le 19 novembre 1997.

### Maître principal Loïc Le Page



Maistrancier, le maître principal Loïc Le Page devient fusilier marin puis commando en 1997. Il sert alors au commando Jaubert. Major de sa promotion du brevet supérieur en 2003 il devient chef de groupe au commando Trépel. Il tombe au combat le 4 mars 2006 dans le sud afghan.

### Maître principal Frédéric Paré



Maistrancier, le maître principal Frédéric Paré choisit la spécialité d'infirmier. Il sert au bataillon des marins pompiers de Marseille puis à la base des fusiliers marins et des commandos en 2004. Lors de son deuxième séjour afghan, le 25 août 2006, il perd la vie dans une embuscade alors qu'il portait au secours de ses camarades blessés.

### Maître Jonathan Lefort



Le maître Jonathan Lefort s'engage en 2000. Il sert au Groupement de Fusiliers Marins de Brest puis au commando Jaubert à partir de 2002. Le 18 décembre 2010 il est tué au combat en province de Kapisa lors de son troisième séjour afghan. Il opère alors au sein du groupe spécialisé en contre-terrorisme et libération d'otage du commando Trépel.

### Maître Benjamin Bourdet



Le maître Benjamin Bourdet s'engage en 2003. Il sert au Groupement de fusiliers marins de Brest puis dans la compagnie de l'île Longue. Commando en 2008 il est affecté au commando Jaubert où il fait parti des premières équipes de protection embarquées déployées en océan Indien. Tireur de précision, il est tué au combat le 14 juillet 2011 en province de Kapisa.

Sources : © Marine nationale

# Est-ce le plus ancien officier de réserve de l'hexagone qui vient de nous quitter ?

Larmor-Plage, le 16 avril 2012

L'Association des Officiers de Réserve de Lorient et sa région comptait parmi ses membres un grand ancien, le Capitaine Charles Le Gallo, né en 1908 à Lorient et qui s'est éteint cette semaine au seuil de ses 104 ans, à Larmor-Plage.



Mobilisé en qualité d'officier de réserve, Lieutenant au 137<sup>ème</sup> RI de Quimper en 1939, il part avec son Régiment sur la frontière Belge en septembre 39, puis sur la Hollande, avant de redescendre sur Dunkerque où son unité assure la protection des troupes Anglaises et Françaises qui tentent de regagner l'Angleterre. Encerclée, à court de munitions, les survivants doivent cesser le combat,

Cité pour fait de bravoure, il recevra la Croix de guerre avant d'être fait prisonnier et interné dans un lointain camp de Silésie. C'est la captivité pour 5 longues années près de la frontière Polonaise. L'OFLAG, sera évacué vers l'ouest devant l'avancée des troupes soviétiques, et il sera libéré en 1945 par les troupes US, il regagnera alors la France, ne pesant plus que 37 kg.

La guerre et 5 ans d'absence auront contrarié ses projets professionnels. Il ne mettra pas à profit le diplôme de notaire obtenu avant les hostilités pour acquérir l'étude convoitée, mais il se mettra au service de ses concitoyens en prenant la tête du service de reconstruction de Lorient et du Morbihan, tâche ardue s'il en était. Il sera pendant 18 ans, conseiller municipal de Larmor- Plage, adjoint à l'aménagement de sa commune.

Le Capitaine Charles Le Gallo est Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de Guerre, de la Croix de Flandre-Dunkerque, et également décoré de la Croix des Services Militaires Volontaires

## Un partenariat pour la restauration du mémorial de l'escadrille La Fayette

Mise à jour : 13/04/2012 16:06 - Auteur : Thomas Bourgeon

**Une convention de partenariat a été signée, jeudi 12 avril, entre la France et les États-Unis, pour assurer la réfection et la pérennité du mémorial de l'escadrille La Fayette. Ce monument célèbre la mémoire des pilotes américains qui donnèrent leur vie durant la Première Guerre mondiale, sous uniforme français, avant l'entrée en guerre des États-Unis en 1917.**



Le 12 avril 2012, Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens combattants, et le général Merrill McPeak, président de l'American Battle Monuments Commission<sup>(1)</sup> (ABMC), ont signé une convention visant à assurer la réfection du mémorial de l'escadrille La Fayette, situé à Marnes-la-Coquette (Hauts de Seine). Cette signature s'est faite en présence de

Charles Rivkin, ambassadeur des États-Unis en France. Le monument, abîmé notamment par des infiltrations d'eau, nécessite de gros travaux de réfection. Pour le général McPeak, cette convention vise à « *préserver le mémorial pour protéger l'histoire de ses pilotes.* ». Charles Rivkin souligne : « *Ce mémorial est un endroit sacré où reposent pour l'éternité les premiers soldats américains morts pendant la Première Guerre, sous commandement français.* »

Cette convention, « *document historique* » aux yeux du général McPeak et « *engagement militant pour les générations futures* » selon Gérard Longuet, permet d'associer l'ABMC à la gestion et l'entretien du mémorial avec l'aval du Congrès américain et l'engagement de la France. Selon le ministre de la Défense, ce partenariat témoigne de « *l'amitié indéfectible entre le peuple français et le peuple des États-Unis.* »

(1) L'American Battle Monuments Commission est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis chargée de l'entretien des monuments et cimetières américains, issus des Première et Seconde Guerres mondiales, situés hors du territoire des États-Unis.

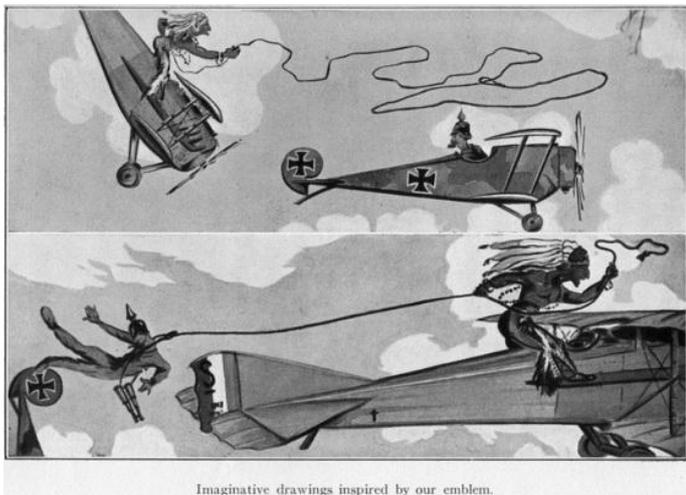
### **Le mémorial de l'escadrille La Fayette**

Inauguré le 4 juillet 1928, le mémorial de l'escadrille La Fayette est situé à Marnes-la-Coquette (Hauts de Seine). Il célèbre la mémoire des pilotes américains qui s'engagèrent volontairement aux côtés des Alliés, avant l'entrée en guerre des États-Unis (avril 1917). Cette escadrille a été créée en 1916 et placée sous commandement français. Elle sera intégrée à l'armée de l'air américaine en 1918. Pour le général McPeak, cette escadrille est « *responsable d'avoir créé l'armée de l'air américaine.* » Le mémorial consiste en un arc de triomphe où sont inscrits les noms des soixante-huit pilotes de l'escadrille La Fayette morts au combat. Ces aviateurs ainsi que leurs commandants français, le général Brocard et le lieutenant-colonel Thénault, reposent dans une crypte.



## **Un accord a été signé pour préserver le mémorial de l'escadrille La Fayette**

Construit en 1928 à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) selon les plans de l'architecte Alexandre Marcel, le Mémorial de l'Escadrille La Fayette rend hommage aux aviateurs américains qui, lors de la Première Guerre Mondiale, s'engagèrent dans l'aviation militaire française naissante avant l'engagement de leur pays dans ce conflit, en avril 1917.



Ce monument se compose d'un arc de triomphe central, flanqué de portiques qui donnent accès à une crypte souterraine ornée de 13 vitraux reproduisant des combats aériens et où reposent les pilotes américains tués lors du conflit, ainsi que le général Borcard et le lieutenant-colonel Thénault, qui commandèrent l'escadrille.

En 2000, le mémorial, classé « monument historique », a été restauré grâce à des fonds apportés par le ministère français de la Culture et le Congrès américain. Seulement, à cause des intempéries et de la pollution, le mausolée

a besoin d'être régulièrement entretenu. Et cela demande des ressources [que la Fondation du Mémorial n'a pas](#).

Du coup, le mémorial est victime d'infiltrations d'eau, ce qui demande, à nouveau, de gros travaux de réparation.

Aussi, une convention a été signée, le 12 avril 2012, par le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, et le général Merrill McPeak, le président de [l'Américain Battle Monuments Commissions](#) (ABMC), une agence chargée d'entretenir les lieux de mémoire américains situés hors des Etats-Unis, afin d'assurer la réfection du mémorial de l'escadrille La Fayette.

Il s'agit, selon le général McPeak, de « préserver le mémorial pour protéger l'histoire de ses pilotes », qui ont formé cette première escadrille américaine sous commandement français.

Pour Gérard Longuet, ce partenariat est « un engagement militant pour les générations futures » qui permettra « d'associer l'ABMC à la gestion et l'entretien du mémorial avec l'aval du Congrès américain et l'engagement de la France » et de témoigner de « l'amitié indéfectible entre le peuple français et le peuple des Etats-Unis ».

Au cours de la Première Guerre Mondiale, l'escadrille La Fayette a obtenu 199 victoires officielles en combat aérien et perdu 62 pilotes, sur les 269 qu'elle a comptés, dont 180 ont été engagés au front.

Aujourd'hui, ses traditions ont été reprises par l'escadron de chasse 2/4 « La Fayette », qui, basé à Istres après avoir quitté Luxeuil l'an passé, évolue sur Mirage 2000N.

## Les marsouins du 3e RIMa réhabilitent un cimetière français au Tchad

Ligne e Défense, 14.04.2012

Lu dans *Quoi de 9?*, la lettre d'information de la 9e brigade d'infanterie de marine (cliquer [ici](#) pour accéder à l'ensemble de la lettre):

## Le 3<sup>e</sup> RIMa réhabilite un cimetière au Tchad

Lors d'une opération du 3<sup>e</sup> RIMa dans la passe de Kourizo, à l'extrême nord du Tchad (1 200 km de N'Djamena), la 4<sup>e</sup> compagnie a réhabilité un cimetière laissé à l'abandon.

Engagée depuis la mi-mars dans la région du Tibesti, la 4<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> de Marine renforcée d'un peloton du RICM a découvert un cimetière laissé à l'abandon par la population de Zouar et des villages voisins. Les marsouins ont déblayé le site et réhabilité une trentaine de tombes en majorité anonymes : désensablement, remise en état des tombes, chaulage des pierres (contours). Parmi elles figurent deux sépultures identifiables, celles de deux soldats français enterrés là en 1914 et en 1942. Plus connu que le sergent Gouaillard, tué à l'ennemi et inhumé à cet endroit le 15 février 1914, l'adjudant René Weil repose lui aussi dans ce lieu. En effet, d'après les archives de l'Ordre de la Libération, l'adjudant Weil est Compagnon de la Libération à titre posthume, et titulaire de la médaille coloniale.



## Le 17<sup>e</sup> RGP décoré de la Valeur militaire

Mise à jour : 17/04/2012 15:21 - Auteur : La rédaction

**Le 16 avril, la fourragère aux couleurs du ruban de la Croix de la Valeur militaire a été attribuée collectivement au 17<sup>e</sup> régiment de génie parachutiste (17<sup>e</sup>RGP) de Montauban. La cérémonie était présidée par Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens combattants.**



En présence du chef d'état-major de l'armée de terre, le général d'armée Bertrand Ract Madoux, le ministre de la Défense et des Anciens combattants a présidé le 16 avril 2012 une prise d'armes au 17<sup>e</sup> régiment de génie parachutiste (17<sup>e</sup> RGP) de Montauban. Lors de cette cérémonie, le régiment a été décoré de la fourragère aux couleurs du ruban de la Croix de la Valeur militaire.

C'est le premier régiment à recevoir cette décoration, conséquence de deux citations à l'ordre de l'armée, pour son engagement au Liban en 1980 et 1983. Le régiment recevra une troisième citation à l'ordre de l'armée pour son engagement en Afghanistan, au mois de mai, remise par le chef d'état-major de l'armée de terre.

Le 17<sup>e</sup> RGP est organisé, équipé et entraîné pour remplir les missions d'appui génie de la 11<sup>e</sup> brigade parachutiste. [En savoir plus sur le régiment...](#)

## A propos de la fourragère

Cette marque honorifique vient rappeler les actions "d'éclat" des régiments. C'est une récompense collective, qui marque de façon apparente les faits d'armes des régiments. La proposition des régiments pouvant l'obtenir est faite par le chef d'état-major des armées et les régiments sont ensuite désignés par le ministre de la Défense et des Anciens combattants.

La fourragère aux couleurs du ruban de la Croix de la Valeur militaire se compose d'un cordon rond doublé sur la partie formant le tour du bras, dont les fils sont des nuances de rouge et de blanc mélangés rappelant les couleurs de la CVM (Croix de la Valeur militaire).



## La VM pour le 17

Le drapeau du **17e RGP** a reçu aujourd'hui une croix de la valeur militaire, conséquence de deux citations pour son engagement au Liban, en 1980 et 1983. Jeune officier au Liban à cette époque, puis chef de corps, le désormais inspecteur général de l'armée de terre a assisté à cette cérémonie.

Une troisième citation doit rejoindre les deux premières le mois prochain, lors d'une cérémonie collective à Toulouse, pour l'engagement des régiments de la **11e BP** en Afghanistan l'an dernier. Rappelons que le 17e RGP a été durement éprouvé ces derniers mois, avec la perte de quatre des siens en Afghanistan (1), puis la mort de deux sapeurs, tués par Mohamed Merah (2).

(1) le régiment honorera ses morts au combat en Afghanistan ce vendredi : le cercle mess sera baptisé du nom du SGT **Guillaume Nunes-Patego**, tué le 1er juin dernier. Le dojo du quartier Doumerc recevra le nom d'ADC **Emmanuel Techer** et le GCP portera le nom de commando Guéniat, du nom de l'ADC **Jean-Marc Guéniat**. Ces deux sous-officiers avaient été tués dans l'attaque de Joybar, le 13 juillet dernier, par un suicide bomber, avec deux autres parachutistes du **1er RCP** et un photographe militaire. Enfin, la salle opérations régimentaire sera baptisée du nom du CNE **Valéry Tholy**, tué le 7 septembre.

(2) un troisième parachutiste a été également grièvement blessé.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/16/2012 07:54:00 PM](#)

## CEMA : remise de décorations à l'Hôtel national des Invalides

Mise à jour : 17/04/2012 20:02

Le 10 avril 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a participé à la remise de décorations aux unités de l'armée de Terre à l'Hôtel national des Invalides.



Cette cérémonie a été présidée par le ministre de la Défense et des anciens combattants M. Gérard Longuet aux côtés du gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Bruno Dary et du chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), le général d'armée Bertrand Ract Madoux.

Issus des 1er, 2e et 21e régiments d'infanterie de Marine (RIMa), du 132<sup>e</sup> bataillon cynotechnique de l'armée de Terre (BCAT), du 93e régiment d'artillerie de montagne (RAM), du 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Marine (RAMa), du 2<sup>e</sup> régiment étranger de génie (REG) et du cabinet du CEMAT, les récipiendaires militaires étaient au nombre de 17.

Ces militaires ont été décorés pour leurs services exemplaires au cours d'opérations auxquelles ils ont participé en Afghanistan. Le ministre de la Défense a remis à deux d'entre eux la Légion d'honneur. Il a également décoré deux militaires du rang et un sous-officier de la médaille militaire.

Le CEMA et le CEMAT ont récompensé les actions au combat de 9 d'entre eux en leur remettant la croix de la valeur militaire. Les deux autorités ont enfin décorés deux militaires de la médaille de la défense nationale.

Cette décoration a aussi été attribuée au chien militaire Sastaus du 132e BCAT engagé pour détecter des mines anti-personnel et des engins explosifs improvisés (EEI) sur le théâtre afghan.



Grand reporter et chef du service Etranger-Défense de TF1 et LCI, la journaliste Patricia Allémonière a reçu, quant à elle, la médaille d'or de la défense nationale. Elle avait été blessée par des éclats de grenade le 7 septembre 2011 alors qu'elle suivait le 1er régiment de chasseurs parachutistes dans la région de Mobayan, en Afghanistan.



Enfin, des militaires des unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile (UIISC) n° 1 et 7 ont été décorés de la médaille d'or de la défense nationale pour leurs actions au Japon à la suite du séisme et du tsunami du 11 mars 2011.

Cette cérémonie illustre une nouvelle fois l'engagement des militaires français dans les opérations où la France est engagée.

# Le président Sarkozy a officiellement reconnu la responsabilité « historique » de la France dans l'abandon des Harkis

Zone Militaire, 14 avril 2012 – 18:27



C'était une promesse de campagne du candidat Sarkozy en 2007. Et il aura fallu attendre 5 ans pour qu'elle soit tenue. En effet, en déplacement à Perpignan, ce 14 avril, le président sortant a officiellement reconnu la responsabilité historique de la France dans l'abandon des Harkis, ces soldats musulmans qui combattirent au sein de l'armée française lors des événements en Algérie.

« La France devait protéger les harkis de l'histoire, elle ne l'a pas fait. La France porte cette responsabilité devant l'histoire, c'est cette responsabilité que je suis venu reconnaître ici », a ainsi déclaré Nicolas Sarkozy.

« La France doit, comme elle l'a toujours fait, regarder son Histoire en face et assumer les erreurs qu'elle a pu commettre. En l'occurrence, rien ne peut expliquer, rien ne peut excuser l'abandon de ceux qui avaient fait le choix de la

France, a-t-il ajouté, lors d'un discours prononcé après la visite du camp de Rivesaltes, qui accueillit de nombreux Harkis à leur arrivée en France en 1962.

Il est difficile de savoir avec exactitude le nombre de Harkis ayant pu venir en France avec leur famille après les accords d'Evian. Une étude du service central des rapatriés l'avait estimé à 66.000 mais d'autres publications plus récentes ont donné d'autres chiffres. Ces anciens supplétifs de l'armée française et leurs descendants représenteraient, actuellement, une communauté de 500.000 personnes.

Quant à ceux qui n'ont pas pu rejoindre la France et qui ont subis des exactions après l'indépendance de l'Algérie, leur nombre varie selon les estimations. Diverses sources estiment qu'entre 60.000 et 80.000 Harkis en ont été victimes, d'autres parlent de 150.000.

Cela étant, la loi du 11 juin 1994, promulguée par François Mitterrand, indique que « la République française témoigne sa reconnaissance envers les rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie pour les sacrifices qu'ils ont consentis ». Ce texte a été complété par [le décret du 31 mars 2003](#), lequel a instauré une « Journée nationale d'hommage aux Harkis », fixée au 25 septembre de chaque année. Mais il n'était jusqu'à présent pas question d'une quelconque reconnaissance de la responsabilité de la France.

Par ailleurs, le 19 janvier dernier, et à l'initiative du sénateur UMP Raymond Couderc, le Sénat a adopté à l'unanimité, à l'exception des élus communistes, une proposition de loi visant à pénaliser les propos diffamatoires et injurieux susceptibles d'être tenus à l'égard des Harkis.

# Pour l'honneur des harkis

**Valeurs actuelles**, Frédéric Pons le jeudi, 19/04/2012 dans [Politique](#)

**Le président de la République honore le général François Meyer pour son engagement envers ses supplétifs algériens. Il reconnaît aussi la responsabilité de l'État dans leur abandon. Enfin...**



On peut avoir désobéi aux ordres du gouvernement de son pays et recevoir un jour les insignes de grand officier de la Légion d'honneur des mains du président de la République. Après le commandant Hélie de Saint Marc (grand-croix le 28 novembre 2011), c'est le destin singulier du général François Meyer, jeune lieutenant en Algérie entre 1958 et 1962, décoré ce 14 avril à Perpignan par Nicolas Sarkozy pour sa fidélité à ses harkis, contre ses chefs qui voulaient lui faire lâcher prise.

Enfant de la débâcle dans la France humiliée de juin 1940, François Meyer vécut ensuite l'exode de 1962, rappelait le chef de l'État : « *C'est dans l'honneur cette fois que vous ferez face à ce défi. Un sens de l'honneur que je suis venu saluer aujourd'hui, au nom de la République.* » Son destin bascule à 28 ans, au 23<sup>e</sup> régiment de spahis, basé à Saïda (Oranie), à la tête de sa harka d'Algériens musulmans, « *soldats qui [...] ont fait le choix de mourir pour la France* ». Deux d'entre eux, Kaddour et Belabed, s'exposeront au feu pour sauver leur officier : « *C'est cela, l'honneur des harkis ! C'est cela, la vérité des harkis.* » (Nicolas Sarkozy.)

Meyer vit au milieu de ses hommes les soubresauts de l'Algérie française, puis la guerre civile entre Algériens. Il leur a promis de rester avec eux, jusqu'au "dénouement". Lorsqu'ils sont désarmés et démobilisés, abandonnés au couteau de leurs ennemis, il est là. Ces jours terribles vont le marquer à vie.

Avec ses spahis qui ont pu garder leur armement parce qu'ils sont des militaires engagés, et non des supplétifs, Meyer organise la protection des harkis et de leurs familles, aide aux formalités administratives. Contre les directives officielles, au risque d'être dégradé, il organise un premier convoi vers la France, le 13 juin 1962. Le 9 juillet, il accompagne le second convoi en se frayant le passage vers le port d'Oran à la mitrailleuse lourde.

« *Ce qu'ont vécu les anciens supplétifs et les anciens engagés, tous soldats de la France, ne doit pas être éternellement caché, dit François Meyer. Les revendications des fils et des filles de harkis sont d'abord des exigences de considération et de dignité. Il n'y aura pas pour eux de paix sociale tant que l'opinion publique restera dans l'ignorance de ce qui s'est passé.* » Le 14 avril, Nicolas Sarkozy a renchéri : « *La France se devait de les protéger de l'histoire. Elle ne l'a pas fait. Elle porte désormais cette responsabilité devant l'histoire. C'est cette responsabilité que je suis venu reconnaître officiellement, ici à Perpignan, au nom de la République française.* »

Alors que Meyer découvre dans le bled les premiers charniers de harkis et moghaznis fidèles à la France, l'État refusa en effet le rapatriement de ces soldats et de leurs familles, les abandonnant à une féroce épuration ethnique. Les directives gouvernementales sont d'une sécheresse révoltante. Les responsables seraient aujourd'hui accusés de complicité de crimes de guerre ou contre l'humanité.

Le 12 mai 1962, le ministre d'État Louis Joxe, l'un des négociateurs des funestes accords d'Évian, donne ses instructions au haut-commissaire de la République en Algérie : « *Les renseignements qui me parviennent sur les rapatriements prématurés de supplétifs indiquent l'existence de véritables réseaux tissés sur l'Algérie et la métropole [...] Vous voudrez bien faire rechercher, tant dans l'armée que dans l'administration, les promoteurs et les complices de ces entreprises et faire*

*prendre les sanctions appropriées.* » Un génocide commence et le ministre Joxe ne pense qu'à ficher et à sanctionner ceux qui veulent sauver des vies !

Insensible au carnage, Pierre Messmer, ministre des Armées, renforce lui aussi cette politique. Il qualifie le sauvetage d'« *infractions caractérisées* » ! « *Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général de rapatriement seront en principe renvoyés en Algérie*, insiste Joxe, très conscient de son ignominie. *Il conviendra donc d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure.* »

La réhabilitation des harkis ne sera complète que lorsque notre enseignement racontera avec honnêteté l'engagement de ces soldats au service de la France et ce que furent ces « *hommes d'honneur* » qui les aidèrent. Des "justes" à qui il revient une belle place dans nos livres d'histoire.  
**Frédéric Pons**

## Ben Bella, l'éternel rebelle

Le premier président de la république algérienne est mort le 11 avril.

**Valeurs actuelles**

Claude Jacquemart le jeudi, 19/04/2012 dans [Actualités](#)



**Sous-officier décoré de l'armée française, il fut l'un des chefs de l'insurrection algérienne. Il aura passé vingt-trois ans de sa vie en prison. Il est mort en ayant perdu toute illusion.**

Des funérailles nationales, une semaine de deuil dans toute l'Algérie : Ahmed ben Bella, qui fut longtemps un paria dans sa propre patrie, a eu droit à tous les honneurs après son décès à Alger, le 11 avril. Il était l'un des rares survivants de ces hommes qui, en 1954, déclenchèrent l'insurrection algérienne.

Il fut aussi l'un de ceux dont la destinée fut la plus singulière. Il connut la prison, l'exil, à nouveau la prison, le pouvoir suprême en Algérie et, pour la troisième fois, la prison et l'exil, avant de revenir finir ses jours sur sa terre natale.

Il y eut d'abord le combattant en uniforme de l'armée française, puis le militant révolutionnaire, ensuite le dictateur. Enfin le réprouvé, renversé par ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir.

Il était né le 25 juin (ou décembre) 1916 à Marnia, de parents marocains venus s'installer dans cette ville de l'Ouest algérien. Il adhère tout jeune au Parti populaire algérien, le PPA, qui milite pour l'indépendance de l'Algérie. Il est sous les drapeaux à la déclaration de guerre en 1939. Alors il va se révéler un combattant exceptionnel, qui accédera au grade d'adjudant. En 1940, il reçoit la croix de guerre. Pendant la campagne d'Italie, servant dans les tirailleurs marocains, il combat notamment à Monte Cassino où il sauve la vie de son capitaine, puis en France. Bilan : quatre citations, dont deux à l'ordre de l'armée, et la médaille militaire que le général de Gaulle lui remet personnellement.

C'est précisément au moment de la victoire sur l'Allemagne que l'adjudant Ben Bella va se transformer en révolutionnaire professionnel. Le 8 mai 1945, le jour même de la capitulation allemande, ont lieu les émeutes du Constantinois et leur répression par l'armée française. Un

déclic pour un certain nombre d'anciens combattants musulmans qui, plus tard, deviendront les cadres du FLN, le Front de libération nationale, organisateur de l'insurrection de 1954.

En 1947, Ben Bella se fait élire conseiller municipal de Marnia sous la bannière du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques du leader nationaliste Messali Hadj. Or, derrière le MTLD, paravent du PPA interdit depuis 1939, se dissimule l'Organisation spéciale, l'OS, branche paramilitaire du mouvement, un temps dirigée par le Kabyle Aït Ahmed, lui aussi futur dirigeant du FLN. Ben Bella en devient le responsable pour l'Oranie. C'est à ce titre qu'il organise en avril 1949, afin de procurer des fonds à l'OS, l'attaque de la poste d'Oran en compagnie d'Aït Ahmed. Arrêté en mars 1950, il écope de huit ans de prison, s'évade deux ans plus tard de la prison de Blida, se réfugie à Paris, puis réussit à gagner l'Égypte. Le Caire va devenir désormais la base arrière du fugitif qui, sous la protection de Nasser, s'imposera comme le personnage central de la délégation extérieure du FLN, se spécialisant dans l'approvisionnement en armes des maquis.

### **La chasse française le fait atterrir à Alger**

Dans le viseur des services secrets français, il échappe à deux reprises à des attentats, au Caire et à Tripoli. Il voyage beaucoup. Jusqu'à ce 22 octobre 1956 quand, venant de Rabat et à destination de Tunis, l'avion dans lequel il a pris place en compagnie d'autres dirigeants du FLN se trouve dérouté par des avions de chasse français qui le contraignent à se poser à Alger. Ce qui les attend désormais, lui et ses compagnons, ce sont des années de captivité, d'abord à la prison de la Santé puis sur l'île d'Aix, le régime s'adoucissant au fil du temps pour s'achever au château de Turquant et enfin à celui d'Aulnoy.

En mars 1962, après la signature des accords d'Évian qui instituent le cessez-le-feu en Algérie, Ben Bella retrouve la liberté. Il est bientôt au pouvoir. À quel prix ! Dans les mois qui suivent l'arrêt des combats avec la proclamation officielle de l'indépendance par la France, le 3 juillet 1962, l'Algérie sombre dans un chaos sanglant. Tandis que s'exercent, contrairement à ce que promettaient les accords d'Évian, de cruelles représailles contre les anciens supplétifs de l'armée française, deux pouvoirs ne tardent pas à s'opposer : celui du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) que préside Benyoucef Ben Khedda, et celui de l'Exécutif provisoire dirigé par Abderrahmane Farès. Le tout sous le regard du colonel Houari Boumédiène qui commande l'armée dite "des frontières", principalement basée en Tunisie. Une force de quelque 40 000 hommes dont les chefs ne reconnaissent pas la validité des accords d'Évian et qui veulent une Algérie socialiste et islamiste, "purgée" de sa population européenne.

C'est sur cette force que va s'appuyer Ben Bella pour s'imposer. Sa marche vers le pouvoir sera jalonnée de cadavres, l'armée des frontières n'hésitant pas à exterminer les maquisards restés fidèles au GPRA. Le 9 septembre 1962, Ben Bella et Boumédiène font leur entrée dans la capitale. Nommé chef du gouvernement, l'ancien sous-officier de l'armée d'Afrique accède l'année suivante à la présidence de la République.

En fait, Ben Bella n'agit que sous le contrôle étroit de Boumédiène et de ses fidèles, placés à des rouages clés. À leur instigation, l'Algérie s'engage dans la voie du socialisme, par la nationalisation des terres et des entreprises des anciens colons (celle des ressources énergétiques viendra plus tard). L'islamisation du pays va de pair. Parallèlement s'engage une chasse féroce aux opposants, parmi lesquels d'anciens compagnons de lutte du nouveau président. Dès le 30 juillet 1962, Boumédiène avait fait arrêter Mohamed Boudiaf, l'un des "chefs historiques" du FLN, incarcéré avec Ben Bella en 1956, devenu ministre du GPRA. En juin 1963, Mohamed Boudiaf est à nouveau emprisonné et déporté pendant cinq mois au Sahara.

Quelques mois plus tard, Ben Bella ordonne la création de milices populaires, chargées de la défense du régime, et de "cours révolutionnaires". Une répression impitoyable s'abat sur la Kabylie où Aït Ahmed, son vieux compagnon de lutte, a créé un Front des forces socialistes (FFS) luttant contre son système. Abderrahmane Farès, ancien président de l'Exécutif provisoire, et

Ferhat Abbas, ancien président du GPRA, sont à leur tour arrêtés pendant l'été 1964. En avril 1965, Aït Ahmed est condamné à mort par un tribunal d'exception. Ben Bella, au dernier moment, commue sa peine en détention à perpétuité...

Deux mois plus tard, c'est son tour : dans la nuit du 18 au 19 juin 1965, considérant que le moment est venu pour lui d'exercer directement le pouvoir, Boumédiène le fait arrêter ! Emmené en pyjama, Ben Bella s'attend à être exécuté. En fait, une nouvelle captivité commence, d'abord dans une cave du ministère de la Défense, au secret, puis au château Holden : une villa construite par un Anglais au sud d'Alger, dans laquelle il va disposer de deux pièces aux fenêtres blanchies à la chaux, truffées de caméras et de micros. Un « tombeau », dira-t-il lui-même, où le rejoindra volontairement, en 1971, une journaliste épousée par procuration, Zohra Sellami.

En décembre 1978, Boumédiène meurt. Six mois plus tard, Ben Bella, sa femme et leurs deux filles d'adoption sont transférés à M'sila, dans le Sud algérien, placés en résidence surveillée. En octobre 1980 enfin, il recouvre la liberté, avec l'octroi d'une villa à Alger et d'une pension par le successeur de Boumédiène, Chadli Bendjedid. Au total, cet homme de 63 ans aura passé vingt-trois années en détention.

Pourtant, la politique le tente encore. Réfugié en Europe, il y crée en 1982 le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA). Il dénonce alors les tares du régime algérien : l'agriculture « assassinée », l'industrialisation « massive et ruineuse ». En somme, une autocritique, complétée par le regret des « innombrables » bavures de la guerre d'indépendance et du sort réservé aux harkis et aux pieds-noirs, avec cet aveu : « *Le parti unique est un mal unique !* »

Déjà, il n'est plus qu'un pion sur l'échiquier de l'Histoire. Une des dernières personnalités à l'avoir rencontré, en décembre 2010, est François Hollande. Évoquant ses souvenirs de guerre, Ben Bella lui a raconté qu'il avait répondu au général de Gaulle qui, après la bataille de Monte Cassino, l'invitait à venir en France : « *Je suis exténué, mon général. Il faut que je me repose un peu.* » Son repos est désormais définitif. **Claude Jacquemart**

## Elections et Défense, au-delà des déclarations !

Lettre ASAF 12/04, Dimanche, 15 Avril 2012 17:58

Seuls deux candidats ont prononcé à ce jour un discours sur la Défense. Ce thème, très peu médiatisé, ne fait pas vraiment recette et suscite peu de questions de la part des journalistes. Les candidats, à la pêche aux voix, ne souhaitent pas évoquer et défendre des dépenses dont la plupart des Français ne veulent pas entendre parler; tous se gardent bien de justifier la raison d'être d'une armée.

Les principaux candidats ont tout de même fait connaître, souvent de manière évasive et succincte, leurs options dans quelques revues spécialisées. L'essentiel de ces textes a d'ailleurs été mis en ligne sur le site de l'ASAF ([www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr)) qui a ouvert une rubrique spéciale « élections ».

Éléments de synthèse

### **Unanimité sur la force de dissuasion nucléaire.**

Ce point est d'autant plus intéressant quand on se souvient de la vive opposition suscitée par la décision de créer cette force dans les années 60 et alors qu'aujourd'hui certains prônent une sortie plus ou moins rapide du nucléaire civil.

## **Consensus apparent sur l'effort de défense.**

Tous affirment que la France « ne doit pas baisser la garde », que la Défense ne doit pas être une « variable d'ajustement » et que les armées doivent disposer des « capacités à la hauteur des ambitions de la France ».

Mais Messieurs Hollande et Bayrou annoncent une réduction du budget de la Défense en proportion des autres postes du budget de l'Etat (sauf celui de l'éducation nationale...) ; Monsieur Mélenchon proclame qu'il faut le stabiliser sans en préciser le niveau, tandis que Madame Le Pen prévoit de le remonter à 2% du PIB (hors pensions) en 5 ans ; il est aujourd'hui à 1,6%.

## **Clivage sur l'OTAN et la Défense européenne.**

Messieurs Bayrou, Hollande et Sarkozy sont, à quelques nuances près, pour le maintien de la France dans l'OTAN et affirment leur volonté de bâtir une Europe de la Défense, alors que Madame Le Pen s'engage à quitter le commandement intégré de l'OTAN et à privilégier un axe Paris- Berlin- Moscou et que Monsieur Mélenchon a décidé de sortir de l'Alliance atlantique et de privilégier l'ONU.

## **Interrogations**

S'agissant du Livre blanc, faudra-t-il en rédiger un nouveau pour connaître le cadre stratégique dans lequel le candidat élu va conduire sa politique de défense ? Comment croire que des responsables politiques dans l'opposition depuis des années n'aient pas encore analysé la situation mondiale pour définir ce cadre stratégique qui conditionne en fait l'ensemble de la politique de la France dans laquelle se place sa défense ?

En réalité, il est à craindre que la perspective d'une réécriture du Livre blanc donne aux candidats la possibilité de justifier a posteriori les coupes budgétaires qu'ils ne veulent pas encore annoncer.

Pourtant, les récents évènements qui se sont déroulés tant en France qu'à l'étranger devraient plaider pour le maintien, voire le renforcement de l'effort de défense malgré les contraintes liées à la dette.

Ainsi, sur le territoire national, une catastrophe naturelle ou technologique de grande ampleur nécessiterait des capacités de renforcement dont seule une armée moderne est dotée avec des unités disponibles, entraînées et équipées de matériels puissants. Au Japon, Fukushima a mobilisé 100 000 militaires soit l'équivalent de la totalité de l'armée de terre française.

Imaginons aussi que ce qui s'est produit à Toulouse par l'action d'un seul soit multiplié par dix. Qui peut ignorer alors l'impérieuse nécessité de pouvoir déployer très rapidement des unités militaires en renfort des forces de sécurité intérieures dans les zones concernées partout en France ?

Plus près de nous, la Méditerranée constitue aujourd'hui la frontière la plus sensible du continent. La France une fois encore est en première ligne. Si l'Europe peut s'appuyer sur un chapelet de bases situées à moins de 500 km des côtes sud, personne ne peut nier que, dans cette zone peuplée de 250 millions d'habitants, toute crise aura un impact immédiat en Europe. A cet égard le conflit israélo palestinien qui dure depuis plus de 60 ans concerne directement la sécurité intérieure de la France dans la mesure où notre pays accueille les deux communautés religieuses concernées les plus nombreuses d'Europe et dont les membres possèdent en outre très souvent la double nationalité.

Plus largement, l'Afrique - sahélienne et subsaharienne - revient au cœur de nos préoccupations en raison de son instabilité et de son trop faible développement économique pour une

démographie galopante.

Là encore, la France, et avec elle l'Europe, sera contrainte d'aider ces Etats fragiles, dont les frontières sont remises en question, à assurer leur sécurité intérieure et extérieure. Il y va de la vie de nos ressortissants mais également des risques de flux migratoires considérables susceptibles de se déverser sur une Europe opulente et vieillissante. Notre destin est lié à celui de l'Afrique ; la géographie commande. Nos forces y seront inévitablement engagées.

Dans ce contexte, il appartient aux candidats de s'exprimer clairement sur leurs intentions concernant notre défense et les moyens qui y seront affectés, sans masquer les réalités.

L'ASAF, pour sa part, poursuivra son action dans l'ensemble du pays auprès de tous les Français pour expliquer le rôle et la place centrale de l'armée dans la Nation.

Elle rappellera sans relâche aux responsables politiques leurs obligations en matière de défense car les lâchetés d'aujourd'hui se paieront demain par le sang des Français.

## Un groupe de travail socialiste se penche sur les services de renseignement

Le Point.fr - Publié le 19/04/2012 à 08:28

Si Hollande est élu, il aura le choix de maintenir l'organisation des services voulus par Sarkozy ou d'en changer.

Si les affaires militaires ne suscitent pas de production d'études par les socialistes, qui les regardent pourtant d'assez près, il n'en va pas de même pour les sujets liés au renseignement. Une première note avait été publiée voici près d'un an par un [groupe de travail réuni autour du député de Quimper et ex-strausskahnien Jean-Jacques Urvoas](#).

Le groupe Orion, structure concurrente animée cette fois par Louis Gautier, ex-conseiller de [Lionel Jospin](#) à Matignon pour les affaires militaires, révèle à son tour un document sur le même thème. Il est le fruit de réflexions issues à quelques exceptions près des mêmes personnes réunies dans le groupe de travail initial. Qui se trouvent être de jeunes - ou moins jeunes - cadres retraités du renseignement, présents à titre individuel sans être toujours membres du [PS](#) et travaillant le plus souvent au vu et au su de leur ancien service, auquel certains n'ont pas manqué de rendre compte des travaux. Et de faire valoir leurs avis auprès du groupe Orion.

### "Contribution du débat"

C'est très net dans ce texte titré "[Le renseignement en France. Quelles perspectives ?](#)" : les propositions n'ont rien d'iconoclaste. Il est très loin le temps où le programme commun de gouvernement des partis de gauche (PS, [PC](#), radicaux) trompetait en 1972 : "Le SDECE sera supprimé." L'expérience gouvernementale est passée par là, et le groupe Orion ne remet rien en cause, ou si peu, ni des structures ni de l'organisation issues de la réforme du Livre blanc. Preuve sans doute qu'elles ne sont pas si mauvaises à ses yeux.

Mieux : loin de proposer une réorganisation du système mis en place par le Livre blanc de 2008, le groupe Orion la fait sienne. À tel point qu'il omet de tomber à bras raccourcis sur la DCRI, alors qu'il est habituellement de bon ton chez les socialistes de critiquer la création de la DCRI, issue de la fusion de la DST et des RG. On se frotte un peu les yeux quand on lit : "Dans l'analyse qui suit, il y a peu à dire sur la DGSE et la DCRI, les deux opérateurs historiques qui ont structuré le renseignement français en deux ensembles, l'un tourné vers l'extérieur, l'autre vers l'intérieur."

Ce texte est donc à lire comme une "contribution au débat", qui n'engage nullement le candidat socialiste à la présidence de la République, qui avait même donné pour consigne à ses troupes de ne pas s'engager dans le "domaine régalien". Le document s'ouvre d'ailleurs sur un paragraphe curieux, prenant à partie ad hominem le premier coordonnateur du renseignement, le diplomate Bernard Bajolet, aujourd'hui ambassadeur en Afghanistan. Il n'était pas un "homme du sérail", regrette le groupe Orion, qui manie le paradoxe : "Pris au piège des rapports de force au sein de l'entourage présidentiel, il n'a pas su imposer sa mission au sommet de l'État. En outre, à s'impliquer trop directement dans la gestion opérationnelle de certains dossiers, il n'a pas pris la juste mesure de son rôle d'arbitre et de facilitateur." Étonnantes considérations, qui tiennent peu compte des inimitiés que la création du poste a suscitées, ni des relatifs succès à mettre au crédit de cette organisation.

### **Action clandestine**

D'ailleurs, que faire du coordonnateur du renseignement dans l'avenir ? Orion ne propose pas de supprimer le poste... Mais à supposer qu'un socialiste entre à l'Élysée, faudrait-il que le poste parte à Matignon ou qu'il demeure à la présidence de la République ? Ou mieux encore, selon Orion, que le poste de coordonnateur devienne politique, sous forme de la création d'un secrétariat d'État au renseignement. Qui disposerait alors de son propre budget, exercerait la tutelle sur les services, leurs pompes et leurs oeuvres, contrôlerait le tout à travers une inspection générale et - cerise sur le gâteau - aurait sous sa coupe un centre opérationnel pour centraliser les informations de l'ensemble des services.

Évidemment, le rédacteur du texte comprend de lui-même que cette idée saugrenue n'a aucune chance quand il écrit (au futur) : "Cette option, qui valorise le rôle du Premier ministre, favorise la constitution d'une véritable communauté du renseignement. Elle entraînera néanmoins une forte réticence des ministres régaliens qui verront disparaître leur rôle de tutelle. En cas de cohabitation, elle exposerait le président à un isolement dans ce domaine sensible."

Question suivante ? La partie la plus novatrice du texte est certainement celle consacrée à l'action clandestine. Le sujet est tabou, mais d'une actualité brûlante, car des voix se font entendre dans les armées - bien que cet élément soit fermement démenti à l'état-major des armées - pour prôner la disparition du service action de la DGSE chargé des missions clandestines, et reverser ses personnels et ses moyens au commandement des opérations spéciales. Orion prend position en endossant le maintien de cette capacité d'action clandestine à la DGSE, afin qu'il soit possible de continuer d'offrir cette option au chef de l'État.

### **Affaires secrètes**

Le texte insiste sur le fait que "l'exigence démocratique implique désormais que, répondant à des impératifs de sécurité nationale, ces modes opératoires respectent les règles d'un État de droit". Et de proposer une innovation majeure : que le contrôle des opérations clandestines soit confié à une instance parlementaire rénovée, dotée d'une capacité d'investigation a posteriori, dont les prérogatives seraient cependant limitées de manière explicite (pas de contrôle d'opportunité sur les opérations en cours, pas d'accès au nom des sources et des agents, respect des règles du secret-défense).

Si le candidat socialiste arrive aux affaires, la gestion des services de renseignement sera l'une de ses prérogatives. Que, pour la première fois de manière publique sous la Ve République, une réflexion s'engage sur ces thèmes est une avancée positive. Mais la conduite des affaires secrètes est une affaire personnelle du président. Donc attendons que son nom soit sorti des urnes pour voir ce qu'il en est !

# Retrait d'Afghanistan: François Hollande tacle les experts

Ligne de Défense, 18.04.2012

François Hollande sur *France Inter* ce matin a défendu sa décision de rapatrier le contingent français d'Afghanistan d'ici à la fin de l'année 2012, s'il est élu à la présidence de la République. Le candidat a écarté l'argument technique/logistique: "Les experts considèrent que ce n'est jamais possible, on ne peut jamais intervenir, jamais se retirer. A un moment, il faut qu'il y ait une décision politique".

Au même moment sur *RMC/BFM*, Nicolas Sarkozy (qui, malheureusement, ne sait pas combien de soldats sont morts en Afghanistan) maintenait qu'il ferait rentrer les troupes pour la fin 2013: "Le rapatriement sera complet, disons à la fin de 2013, parce que nous allons commencer une nouvelle collaboration avec les Afghans".

Guère de changements... Guerre de positions..

## S'il est élu, François Hollande engagera la France dans une intervention militaire de l'ONU en Syrie

Zone Miliyaire, 20 avril 2012 – 9:16

Afin de faire revenir le calme en Syrie, où le régime de Bachar el-Assad est fortement contesté par une partie de la population, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé le plan proposé par l'ancien secrétaire général de cette organisation, Kofi Annan.

Ainsi, ce texte, par ailleurs accepté le régime de Damas et son opposition, prévoit la fin de la violence, et donc un cessez-le-feu, la mise en place d'un « processus politique ouvert », une aide humanitaire pour les zones touchées par les combats, la fin des détentions arbitraires, la liberté de la presse et le droit de manifester pacifiquement. A cela s'ajoute l'envoi sur le terrain d'une trentaine d'observateurs des Nations unies

Seulement, depuis l'entrée en vigueur du plan Annan, le cessez-le-feu n'a pas été respecté, 123 civils, au moins, ayant été tués, de même que 8 soldats de l'armée régulière.

Pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui s'est exprimé devant le Conseil de sécurité, « des incidents violents et le bilan des victimes ont augmenté à nouveau ces derniers jours, avec des bombardements de zones habitées par des civils et des abus commis par les forces gouvernementales ». « La fin de la violence armée est ainsi clairement incomplète » a-t-il ajouté, en soulignant toutefois que les deux camps souhaitent mettre un terme « à la violence sous toutes ses formes ».

Aussi, les ministres des Affaires étrangères des pays occidentaux et arabes (la Russie et la Chine n'ayant pas souhaité y participer), réunis à Paris le 19 avril, ont indiqué vouloir exercer « une pression maximale sur la Syrie », avec le déploiement rapide d'une force « robuste » d'observateurs en cas d'échec du plan Annan.

« L'opposition a rempli ses obligations au titre du plan Annan (...) Les groupes présents sur le terrain, dont la coordination est pourtant rendue très difficile par la répression, ont respecté le cessez-le-feu malgré les provocations du régime syrien », a expliqué Alain Juppé, le chef de la

diplomatie française. « On ne peut pas en dire autant du régime syrien. Il poursuit sans vergogne la répression qui a encore fait des dizaines de morts depuis la date prévue pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu », a-t-il poursuivi.

« Le Conseil de sécurité va devoir adopter une nouvelle résolution pour mettre en place la mission d'observation. Celle-ci doit être dotée du mandat et des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. La France, avec ses partenaires du Conseil, proposera très rapidement un projet de résolution » a ainsi affirmé Alain Juppé, qui a par ailleurs estimé que les observateurs devraient disposer de « moyens terrestres et aériens ».

Pour Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, « nous devons nous orienter vigoureusement vers le Conseil de sécurité en vue d'une résolution sous le chapitre 7" de la charte de l'ONU, lequel permet d'imposer – y compris par la force – des sanctions à un pays « en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ».

Invité à s'exprimer au sujet de cette situation sur les ondes d'Europe1, le candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande, a affirmé, s'il est élu, que la France « participerait » à une intervention militaire en Syrie à la condition qu'elle se fasse « dans le cadre de l'ONU » afin de « protéger les civils ».

Par le passé, l'on a déjà connu pareille situation. Comme en Bosnie par exemple, où le général Janvier, commandant de la FORPRONU de 1995 à 1996 parlera du paradoxe d'une « force de paix dans un pays en guerre ».

Cela étant, le général Moustapha Ahmed Al-Cheikh, chef du Conseil militaire de l'Armée syrienne libre (ASL) a demandé une intervention militaire en Syrie, sans l'aval de l'ONU, afin de « mener des frappes chirurgicales sur les installations clés du régime ».

Aussi, si une telle opération de l'ONU venait à être décidée, il faudra s'assurer que les insurgés syriens ne voient pas en elle une aide militaire directe en leur faveur – et ce n'est pas gagné – et que les règles d'engagement permettent la protection maximale des casques bleus appelés à y participer. Mais l'on n'en est pas encore là, car il faudra convaincre les Russes et les Chinois au Conseil de sécurité...

## Les candidats de l'extrême-gauche souhaitent la « dissolution de l'armée permanente »

Zone Militaire, 18 avril 2012 – 15:25

Les problèmes de défense sont souvent complexes et demandent à la fois réflexion et sérieux. Faut-il un bouclier antimissile? La composante aérienne de la dissuasion nucléaire doit-elle être maintenue ou non? Le format des forces est-il suffisant? Les programmes d'armement sont-ils tous pertinents? A-t-on besoin d'un second porte-avions et si oui, comment le financer? Et comment garantir un niveau élevé de l'effort de défense un contexte budgétaire pour le moins tendu?

A ces quelques questions, Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière (LO) et Philippe Poutou, qui se présente au nom du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) proposent rien de moins la disparition (la première parle de « suppression », le second, de « dissolution ») de « l'armée permanente ».

Et Nathalie Arthaud justifie cette mesure qui ne fait pas dans la dentelle par le fait que cette armée « permanente » est « séparée de la population pour pouvoir mieux la réprimer ». Là, on se dit que

l'on a raté un épisode, que l'on n'a pas été informé qu'un régiment parachutiste est intervenu pour faire du maintien de l'ordre lors d'une manifestation ayant débordé...

En revanche, ce que l'on sait, c'est que la Marine nationale a sauvé 270 personnes en 2011 ou encore que les 8.350 militaires de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP) ont effectué près de 500.000 interventions l'an passé, que les armées ont déployé des moyens importants dans le cadre de [l'opération anti-incendies Hephaistos](#) ou lors de catastrophes naturelles, comme par exemple au moment [de la tempête Xynthia](#) ou [des intempéries qui frappèrent le Var](#) en 2010. Si c'est cela « réprimer une population »...

Cela étant, si ces deux candidats souhaitent la disparition de l'armée « permanente », comme ils l'appellent, ainsi que de la dissuasion nucléaire, c'est pour utiliser les ressources ainsi dégagées pour financer l'éducation, la santé et la recherche.

« Et qu'est-ce que cette société où on trouve, en France, 38 milliards à consacrer chaque année pour la Défense, en réalité pour des agressions car personne ne nous attaque, et où on ne trouve pas d'argent pour construire des logements ou améliorer les transports? » s'interroge – très naïvement – ainsi Nathalie Arthaud, dans son programme.

Quoi qu'il en soit, il est paradoxal que les deux candidats préconisent une telle mesure, eux qui se réfèrent au communisme – système ayant fait appel à des moyens militaires et policiers importants partout où il a été appliqué dans le monde – et surtout à Leon Trotsky, ce dernier ayant été le fondateur de... l'Armée Rouge.

## Leurs promesses sur la Défense

Voici un exercice, sur le mode du verbatim, qui ne m'aura pas pris beaucoup de temps : vérifier le peu de place consacré à la Défense dans la propagande électorale arrivée dans la boîte aux lettres aujourd'hui. Certes, difficile d'être exhaustif dans un 4-pages, mais certains arrivent tout de même à placer quelques promesses en la matière.

**Eva Joly** propose que les affaires étrangères et la défense ne fassent plus partie du domaine réservé du président de la République. Sans surprise, elle engage aussi à "enclencher le désarmement multilatéral en arrêtant le coûteux programme de modernisation de l'arme nucléaire". Chez **Nathalie Arthaud**, on ne parle que de la défense des travailleurs. Chez **Marine Le Pen**, le thème arrive sur la fin, avant le passage manuscrit, avec cette promesse : "je vais assurer l'indépendance diplomatique et restaurer la puissance militaire de la France. Je n'engagerai nos forces armées que lorsque les intérêts vitaux de notre peuple seront menacés". Chez **Philippe Poutou**, la défense est stigmatisée dans le passage suivant : "ce sont ces dirigeants qui engloutissent des milliards dans la guerre en Afghanistan, l'intervention en Libye ou le maintien de l'armée française en Afrique".

Motus chez **Jacques Cheminade** ou **Nicolas Sarkozy** .

**Jean-Luc Mélenchon** propose lui de "Faire France de tout bois" avec trois promesses dont ces deux-là : " sortie de l'OTAN pour assurer notre indépendance et nous tenir à l'écart des stratégies guerrières des Etats-Unis (...) politique internationale en faveur de la paix et du désarmement, retrait de nos troupes d'Afghanistan".

**Nicolas Dupont-Aignan** propose lui de seulement sortir du commandement intégré de l'OTAN.

Autre projet qui intéresse les anciennes casernes, les convertir en... prisons. En marge du programme, NDA apprend à ses lecteurs qu'il est le petit-fils d'un des premiers aviateurs de la Grande guerre et fils d'un prisonnier de guerre.

**François Bayrou** évoque son projet de "garantir à notre pays une défense à la hauteur de son rang et de ses ambitions. J'agirai pour retisser le lien entre la Nation et son Armée (c'est lui qui met la majuscule)".

Une promesse de **François Hollande**, un peu différente du leitmotiv déjà entendu : "j'engagerai le retrait de nos troupes d'Afghanistan d'ici à la fin 2012 (1). Je maintiendrai une ambition élevée pour notre défense nationale".

Une observation, le vocabulaire militaire (ennemi, bouclier, etc) est plus présent dans cette littérature que les projets concernant le domaine en question.

(1) une formule bien plus ambiguë que les dernières déclarations, évoquant un retrait total terminé d'ici la fin de l'année 2012.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/19/2012 08:05:00 PM](#)

## Les ambitions maritimes des candidats à la présidentielle



crédits : DROITS RESERVES

13/04/2012

Que pensent les candidats à l'élection présidentielle française des grands enjeux maritimes ? C'est ce qu'ont voulu savoir le Cluster Maritime Français et l'Institut Français de la Mer, qui ont sollicité en ce sens les hommes et femmes qui se présentent devant les électeurs. Alors que le premier tour du scrutin se déroulera le 22 avril, le CMF et l'IFM ont interrogé les « principaux candidats ». François Bayrou (Modem), François Hollande (Parti Socialiste), Eva Joly (Europe Ecologie Les Verts) et Nicolas Sarkozy (UMP) ont joué le jeu. En revanche, Jean-Luc Mélenchon (Front le Gauche) et Marine Le Pen (Front National), n'ont pas répondu à la sollicitation du Cluster. Ce dernier a mis en ligne [sur son site Internet](#), une synthèse des réponses des quatre

candidats ayant souhaité s'exprimer sur les questions maritimes, leurs positions et leurs ambitions sur le sujet. Francis Vallat, président du CMF, note en tous cas une nette évolution des politiques dans leur rapport avec le monde maritime. « Par rapport aux élections précédentes, et notamment celle de 2007 où nous avons interrogé avec l'Institut Français de la Mer les principaux candidats (\*), nous constatons une plus grande prise de conscience du monde maritime. On en voit les signes dans les réponses des candidats, dont on voit bien qu'il y a autour d'eux des gens qui sont motivés et se préoccupent des questions maritimes. C'est nouveau et c'est une très bonne nouvelle. Bien évidemment, après les élections, nous saurons rappeler à l'équipe qui sera en place l'ensemble de ces enjeux, fondamentaux pour l'avenir de notre pays ».

Politique maritime, sécurité maritime, défense, transports, ports, développement durable, construction navale, nautisme, énergies marines renouvelables... Les sujets sont nombreux, les enjeux majeurs pour les pays et les réponses des candidats très intéressantes. Nous vous invitons donc à les découvrir [sur le site du Cluster Maritime Français](#). En plus de cette synthèse, l'intégralité de leurs réponses sera publiée la semaine prochaine sur les sites du CMF et de l'IFM, ainsi que dans la Revue Maritime.

---

(\*) Voir les réponses faites en 2007 par [Nicolas Sarkozy](#), [Ségolène Royal](#) et [François Bayrou](#)

**Quatre candidats** (François Bayrou, François Hollande, Éva Joly, et Nicolas Sarkozy) **sur les six sollicités ont répondu à cette enquête** articulée en 11 thèmes. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon n'ont pas donné suite au questionnaire.

## Thème de la Défense

(ex : Blanc révision du Livre Blanc, fonction garde-côtes et sauvegarde maritime, surveillance domaine maritime français / Outre-mer, moyens de la Marine nationale, lutte contre la piraterie, ...) ?

**F. Bayrou** Stopper déflation des effectifs et navires de souveraineté. Grands programmes (satellites) pour préservation ZEE. Second porte-avions gardé à l'esprit pour le temps où l'équilibre budgétaire sera recouvré.

**F. Hollande** Révision Livre Blanc : fixer ambition claire à la Marine et dotation moyens adaptés (dissuasion, sûreté, sécurité, lutte pêche illégale). Fonction gardes-côtes intéressante mais améliorer efficacité, renforcement rôle SGMer.

**E. Joly** NRP

**N. Sarkozy** Implication lutte contre piraterie, Atalante, Afghanistan, Lybie ... Intégrer le fait maritime dans le Livre Blanc de la Défense.  
Budget Défense et ressources Marine Nationale ne sont pas des variables d'ajustement.

## Le général Irastorza nommé à la tête du Groupement d'intérêt public pour le centenaire de la Première Guerre Mondiale

Selon un arrêté publié par le Journal officiel du 15 avril, le général Elrick Irastorza, l'ancien chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), a été désigné pour présider le conseil d'administration du Groupement d'intérêt public « Mémoire du centenaire de la Première Guerre Mondiale 1914-1918 ».

Le même texte précise également que les parlementaires Claude Léonard, Joseph Bossé, Patricia Adam (vice-présidente socialiste de la commission de la Défense nationale et des forces armées à l'Assemblée), et Catherine Génisson feront partie de ce conseil d'administration en qualité de « personnalités qualifiées ».

Les missions de ce groupement d'intérêt public seront de concevoir et de préparer l'organisation du programme des commémorations du centenaire de la Première Guerre Mondiale jusqu'au 31 décembre 2015, au plus tard.

Outre le ministère de la Défense et des Anciens combattants, le groupement compte plusieurs membres qui auront droit au chapitre en fonction de leur contribution. Ainsi, l'on y trouve notamment les ministères de la Culture et de la Communication et celui de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, des Affaires étrangères ou encore de l'Intérieur ainsi que l'Office national des anciens combattants (ONAC), le musée de l'armée, l'ECPAD (Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense) et le Souvenir français.

Né en 1950, le général Irastorza est un ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr (promotion Charles de Gaulle). Ayant choisi de servir au sein des Troupes de Marine, il a notamment été le chef de corps du 8ème Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa) de Castres et assuré le commandement d'un bataillon de l'APRONUC au Cambodge, en 1992.

Après s'être occupé du recrutement à la DPMAT (Direction du personnel militaire de l'Armée de Terre) et occupé les fonctions d'adjoint au général commandant la Force d'action terrestre, il a dirigé l'opération Licorne en Côte d'Ivoire entre 2005 à 2006. Deux ans plus tard, il est nommé CEMAT suite à la démission, au moment du drame de Carcassonne, du général Bruno Cuche, dont il était le major général.

## Le niveau des dépenses militaires mondiales s'est stabilisé en 2011

Zone Militaire, 17 avril 2012 – 16:09

Les dépenses militaires mondiales ont marqué le pas en 2011 avec une progression de seulement 0,3% par rapport à l'année précédente pour s'établir à 1.700 milliards de dollars, si l'on en croit [le dernier rapport du Sirpri](#) (Stockholm International Peace Research Institute) qui vient d'être publié ce 17 avril.

Pour l'Institut suédois, cela marque la fin « d'une série continue d'augmentations des dépenses militaires entre 1998 et 2010 », avec une hausse annuelle moyenne de 4,5% constatée entre 2001 et 2009.

La stabilité de ces dépenses s'explique en partie par les effets de la crise économique, laquelle a contraint 6 pays parmi les principaux acheteurs d'armes à réduire leur budget militaire (Allemagne, Brésil, France, Royaume-Uni, Etats-Unis) au cours de l'année passée.

« Les séquelles de la crise économique mondiale, en particulier les mesures de réduction des déficits aux Etats-Unis et en Europe ont finalement stoppé, du moins pour l'instant, l'augmentation

enregistrée pendant une décennie des dépenses militaires » a souligné Sam Perlo-Freeman, chercheur au Sipri.

Ainsi, en 2011, les dépenses militaires américaines, qui restent les plus importantes au monde, ont baissé de 1,2% « en termes réels », soit de 8,7 milliards aux prix de 2010, en raison du retard pris par le Congrès pour approuver le budget du Pentagone. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années qui viennent, note le Sipri, à cause des mesures de restrictions budgétaires annoncées outre-Atlantique et de la fin des opérations en Irak et en Afghanistan.

En Europe, et selon le Sipri, la rigueur budgétaire a contraint la France à diminuer son effort de défense de 4% depuis 2008, année à partir de laquelle les réformes du ministère de la Défense (Révision générale des politiques publiques, Livre Blanc, changement de la carte militaire, etc...) ont commencé à s'appliquer.

Au cours de la même période, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont également réduit leurs dépenses militaires, respectivement de 1,4% et de 0,6%. Mais comme le souligne l'institut suédois, d'autres coupes sont à venir pour les forces armées de ces deux pays.

D'une manière générale, c'est l'ensemble des pays européens – ou quasiment – qui sont concernés par la réduction de leurs dépenses militaires, conséquence de la crise des dettes souveraines. C'est notamment le cas de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie.

Autre région où les dépenses militaires sont en baisse : l'Amérique latine, avec une chute de 3,3%. L'explication vient du Brésil, pays qui a réduit son budget militaire de 8,2% afin de lutter contre l'inflation et de maîtriser ses dépenses publiques.

En revanche, si les dépenses militaires mondiales sont restées stables en 2011, c'est que d'autres pays ont accru les leurs. Comme par exemple la Russie, qui a dépassé la France et le Royaume-Uni en la matière, avec une hausse de +9% de son budget alloué à ses forces armées, lequel a ainsi atteint les 71,9 milliards de dollars. Et cette tendance va s'accroître au cours de la prochaine décennie, Moscou ayant l'intention de doper sa recherche et développement et de renouveler ses équipements.

Comme attendu, la région Asie-Pacifique a globalement augmenté ses dépenses militaires de 2,4%. Là, la hausse est principalement dû à la Chine, qui a augmenté les ressources de ses forces armées de 120% depuis 2002. La politique suivie par les autorités chinoises a un effet d'entraînement pour d'autres pays de la région (Vietnam, Malaisie, etc...) qui ont des différends territoriaux avec Pékin.

En revanche, le plus surprenant est la diminution de 3,9% du budget militaire indien, alors que l'Inde est présentée comme étant un eldorado pour les industriels de l'armement. Cette baisse s'explique par une forte inflation, laquelle a annulé l'augmentation prévue des ressources des forces armées indiennes.

En Afrique, les dépenses militaires ont été tirées vers le haut par l'Algérie, qui a augmenté les siennes de 44% (2,5 milliards de dollars) sur fond de conflit libyen et de printemps arabes. Ce dernier explique en partie le fait que le Moyen Orient est « la seule région où une claire tendance à la hausse était perceptible » en la matière. L'autre explication réside dans les tensions entre les monarchies du Golfe et l'Iran.

**LIBRE OPINION : Il faut achever le « zéro mort »**

par le Capitaine de Corvette Gauthier DUPIRE,  
Stagiaire de la promotion Maréchal Juin de l'Ecole de guerre

Avec la Guerre du Golfe de 1991 apparaît le concept, développé aux États-Unis, du "zéro mort". L'idée fondatrice de cette formule, véritable outil de communication, est simple : dans une démocratie, la guerre ne peut être menée qu'avec l'approbation des citoyens.

Pour les États-Unis, mais également pour les pays européens, ce soutien des citoyens était relativement aisé à obtenir pendant la Guerre froide. En cas d'invasion soviétique, le prix du sang payé par la masse des conscrits européens chargés de freiner les forces du pacte de Varsovie aurait justifié sans difficulté l'entrée en guerre des membres de l'OTAN, voire l'emploi de l'arme nucléaire en ultime recours.

Avec la fin de la Guerre froide et la multiplication des déploiements de troupes dans des conflits de moindre ampleur et aux justifications moins évidentes pour le grand public, il fallait trouver un nouveau moyen d'obtenir le soutien de la population américaine. Ainsi naquit le "zéro mort".

Ce concept idéalise une guerre qui n'exposerait pas la vie de nos soldats car c'est bien uniquement de "zéro mort ami" que l'on parle. Il repose sur une supériorité technologique qui permettrait, principalement par des moyens aériens, de localiser, d'identifier puis de "traiter" (observez l'euphémisme) une cible sans s'exposer sur le terrain. Les images déversées en flot continu sur CNN pendant la Guerre du Golfe de 1991 illustrent ce concept. Les frappes de précision des missiles diffusées en boucle à l'époque sont aujourd'hui gravées dans l'inconscient collectif.

### **LA PERVERSION DE LA GUERRE PROPRE**

Ces images ont déformé notre vision de la guerre. Vue via des écrans monochromes, elle est devenue propre : des pixels blancs rapides transforment des taches blanches en nuages noirs. Dans le monde réel, un missile a pulvérisé un char. Cette représentation, par le prisme de la technologie numérique, a un énorme avantage car elle exclut l'Homme. Sans hommes, pas de blessés, pas de morts... CQFD. Mais par extension, le "zéro mort" centré sur nos troupes nous fait aussi oublier l'autre Homme, l'ennemi, auquel le "zéro mort" ne s'applique pas. Il serait donc permis de tuer les ennemis en nombre tant qu'aucun des nôtres ne tombe ?

Cette représentation semble plus décrire une partie de chasse que la guerre, mais le général de Gaulle rappelle la différence fondamentale entre ces deux activités : "La guerre, c'est comme la chasse, sauf qu'à la guerre les lapins tirent."

Toute technologique qu'elle soit, la guerre restera l'opposition de volontés politiques par le biais des forces armées. Tant que le ballon rond n'aura pas remplacé les grenades à fusil, il y aura inévitablement des morts de chaque côté. Morts que l'on a voulu faire oublier par un slogan, mais dont l'opinion publique a d'autant plus de mal à accepter la réapparition brutale. A vouloir rendre la guerre acceptable, on a rendu son prix inacceptable.

### **SON COUSIN "DOMMAGE COLLATÉRAL"**

La famille du "zéro mort" s'est rapidement agrandie car s'il est commode de rappeler, en guise de justification, que l'on s'engageait dans une guerre tout en préservant nos hommes, il est aussi capital de préciser aux opinions publiques qu'elle est faite dans le respect des règles du droit international humanitaire. Ainsi naquit le "dommage collatéral".

Les mêmes images que celles utilisées pour le "zéro mort" peuvent l'illustrer : le missile avec une précision décimétrique pénètre dans une usine par la cheminée. Seuls les objectifs militaires sont

"traités", les pertes civiles sont réduites au minimum: il n'y a pas de "dommages collatéraux".

Il est du devoir de tout militaire de chercher à réduire au maximum les pertes civiles, mais tant qu'il n'existera ni homme ni technologie infaillible, il subsistera des dommages dans ces populations. Penser le contraire est du domaine de l'angélisme, à moins de bannir à tout jamais la guerre sous toutes ses formes, y compris les interventions à but humanitaire.

A trop communiquer sur l'absence de dommages collatéraux, on passe sous silence le nombre des dommages non-collatéraux. C'est un truisme mais lorsque l'on "traite" un objectif militaire, des soldats meurent. Considérer que nous sommes comptables des morts civils chez l'adversaire, mais pas de ses morts militaires, revient à banaliser, à normaliser la mort de ces derniers. La comptabilité macabre n'oppose plus alors les notions d'ami-ennemi mais celles de civil-militaire. La vie sacrée à préserver devient donc exclusivement celle du civil. L'acte tabou n'est donc plus de tuer, mais seulement de tuer des civils.

Paradoxalement, si la comptabilité du dommage collatéral a rendu intolérable l'idée de mort, elle a rendu plus anodine celle de la mort du militaire, quel que soit son camp. Outils de communication américains nés dans les années 90, les concepts de "zéro mort" et d'absence de "dommages collatéraux" ont pour vocation de faire accepter la guerre aux opinions publiques.

Paradoxalement, s'ils ont atteint leur but, comme le nombre important d'opérations militaires depuis 1991 le prouve, ils ont également fortement abaissé le seuil d'acceptation des conséquences de la guerre.

En déshumanisant la représentation guerrière mais en y exacerbant la présence des civils, ces concepts ont rendu l'idée de Mort, au sens général, inacceptable, tout en réduisant la compassion pour les victimes militaires des conflits. Depuis 11 ans, la France a perdu plus de 82 soldats en Afghanistan. La mort de ces hommes a fait chuter l'adhésion de l'opinion publique française à cette opération. Cependant, l'intérêt porté à la victime reste faible en raison de son statut de militaire. La majorité de nos concitoyens est favorable au retour des troupes, mais est-elle capable de mettre un visage sur l'un de ces anonymes en uniforme qui n'a fait que son métier ? L'opinion publique souffre maintenant d'une schizophrénie qui lui fait rejeter la mort de ceux dont elle considère qu'elle est acceptable.

Si la communication est un outil que l'on ne peut négliger pour soutenir les opérations militaires, il est parfois difficile d'en mesurer les effets à long terme sur nos populations. A vouloir faire accepter la guerre, on a provoqué le rejet de ses effets. A vouloir faire passer la pilule, on ne l'a rendue que plus amère. La vérité crue est certes plus difficile à faire accepter, mais elle évite les effets secondaires.

Dans nos démocraties, les électeurs sont adultes et capables d'assumer leurs choix, mais pour cela il est nécessaire que les conséquences de leurs décisions leur soient clairement exposées, sans enrober ni enjoliver la réalité. Pour cette raison, il faut achever le "zéro mort".

## Otan: ministres de la Défense et des Affaires étrangères réunis à Bruxelles



## Ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres de l'Otan à Bruxelles

© AFP/ JOHN THYS , 12:52 18/04/2012, BRUXELLES, 18 avril - **RIA Novosti**

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres de l'Otan tiendront mercredi et jeudi plusieurs réunions conjointes à Bruxelles, en prévision du sommet de l'Alliance prévu les 20 et 21 mai à Chicago.

Selon le service de presse de l'organisation, les ministres évoqueront dans la journée de mercredi la situation en Afghanistan et le partenariat de l'Otan avec Kaboul suite au transfert de la responsabilité en matière de sécurité aux forces afghanes, prévu pour 2014.

En outre, les chefs des départements militaires tiendront une réunion consacrée aux capacités militaires et technique des pays de l'Otan à l'horizon 2020 et au-delà.

L'ordre du jour du prochain sommet de l'Otan sera évoqué mercredi soir lors d'un dîner de travail réunissant les ministres des deux départements.

Le programme de jeudi prévoit entre autres une réunion du Conseil Russie-Otan au niveau des chefs de la diplomatie, au cours de laquelle les parties dresseront le bilan du travail accompli et examineront les perspectives de la coopération. La Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

## Entre l'OTAN et la Russie, un jeu apaisé ?

avr 18, 2012 , Nicolas Gros-Verheyde / [Bouclier anti-missiles](#) /

(BRUXELLES2) Ce n'est pas encore l'amour fou ni l'amitié solide. Mais entre la Russie et l'Alliance Atlantique, le temps des apostrophes publiques et des mots durs semble derrière... jusqu'à la prochaine fois. Avant la réunion des ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'Alliance (jeudi 19 avril), plusieurs échanges téléphoniques ont eu lieu, notamment entre

Rasmussen et Lavrov. Ce qui « *donne à croire - selon un diplomate occidental - que les Russes veulent gérer de façon (plus) pragmatique leur relation avec l'OTAN* ». Le temps des invectives, des grandes sorties médiatiques semble terminé, du moins pour le moment. Le ton semble différent de ce qu'on a entendu « *pendant la campagne* » confirme notre interlocuteur.

Le fait qu'il n'y ait pas de sommet Otan-Russie à Chicago est même plutôt un bon signe, selon notre interlocuteur. Tout le monde (les 29 – 28 de l'Otan + Russie) ont jugé que ce n'était pas opportun d'avoir un sommet Otan-Russie à Chicago ; la Russie ne l'a pas demandé ou n'a pas commenté publiquement qu'il ne se tenait pas. Bref, c'est profil bas dans les dissensions. On ne semble plus ainsi au temps où Elstine faisait faire demi-tour à l'avion de Primakov, le Premier ministre se dirigeant vers Washington, pour protester publiquement contre l'intervention au Kosovo.

### **Projets de coopération avec les Russes**

Les différences continuent certes d'exister entre les deux parties : sur le bouclier anti-missiles notamment. « *Elles ne vont pas se réduire du jour au lendemain. (Mais) cela n'empêche pas d'avancer sur d'autres sujets* ».

Sont ainsi au programme : la lutte contre le terrorisme, contre la piraterie, des projets de coopération technique comme la lutte contre les engins explosifs en milieu ouverts, l'initiative sur les avions renégats (pris en otage). Et surtout le transit en Afghanistan, point vital pour les Alliés dans la phase de retrait, avec la mise en place d'un hub multimodal à Oulianovsk. Sur ce sujet, on semble bien avancer. Et le projet, malgré les critiques émises en Russie par les nationalistes ou communistes, semble bien parti. Il est d'ailleurs défendu par Poutine lui-même, selon l'AFP, comme il l'a expliqué devant les députés de la Douma. « *Nous comprenons ce qui se passe en Afghanistan, n'est-ce pas ? Nous voulons que la situation y soit sous contrôle. (...) Nous ne voulons pas que nos soldats combattent sur la frontière tadjiko-afghane* » (le Tadjikistan est lié à la Russie par un accord de coopération). En Afghanistan, « *L'Otan et la communauté internationale y sont présentes. Que Dieu les garde ! Qu'elles travaillent !.* »

### **Proposition sur le bouclier anti-missiles**

Des propositions ont été faites aux Russes pour tenter de réduire les divergences sur le bouclier anti-missiles. Les Etats-Unis ont proposé que les Russes participent à tous les essais anti missiles – en déployant leur matériel qu'ils veulent. Ils ont proposé également qu'un centre conjoint d'alerte avancé, « *géré à 29* » (otan + Russie), soit installé en Russie et nourri par les Russes — ce qui serait un « *gain pour les Russes en termes de transparence et pour les alliés en termes d'information* » — et la mise en place d'un centre de coordination d'interception pour les vols de

missile. Ce ne serait pas un centre commun (comme proposé par Medvedev à Lisbonne) ; il s'agit bien d'une coordination de « deux systèmes indépendants » : les Alliés interceptant les missiles sur leur territoire Otan ; les Russes sur leur territoire — . « *Pour l'instant, les Russes l'ont refusé, ils continuent de prôner leur solution* ». Mais, du côté Otan, on espère, on « *attend une évolution des Russes* » sur ce point.

Lire aussi : [L'Otan en pourparlers avec les Russes pour augmenter les capacités de](#)

## La Russie pourrait autoriser l'ouverture d'un centre de transit de l'Otan sur la Volga

Zone Militaire, 13 avril 2012 – 15:58

Pour le futur président russe, Valdimir Poutine, qui est encore Premier ministre, l'Otan est un « atavisme hérité de l'époque de la guerre froide (...) apparue dans un contexte de bipolarisation des relations internationales ». « Cependant, elle existe, c'est une réalité géopolitique, et il faut en tenir compte » a-t-il ajouté lors d'une intervention devant la Douma, le 10 avril.

L'on sait que Vladimir Poutine a souvent critiqué l'Otan par le passé. Et même encore, il l'a accusée de « mettre souvent le nez dans des affaires qui ne la regardent pas », comme par exemple en Libye, où elle a mené l'opération Unified Protector l'an dernier. « Mais dans certains cas cette organisation joue un rôle pour la défense de la stabilité dans le monde » a-t-il toutefois admis, en évoquant la situation afghane.

Or, pour la Russie, il est justement important que l'Afghanistan soit stable afin d'éviter une contagion islamiste dans les pays d'Asie centrale qui font encore partie de sa sphère d'influence et d'intérêts. A cela s'ajoute la nécessité de lutter efficacement contre le trafic d'héroïne, lequel passe par le territoire russe en provoquant des ravages sur le plan sanitaire.

Plus largement, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dont la Russie est membre, a fait part de son inquiétude au sujet de l'Afghanistan, une fois que l'Otan en sera partie. « A l'heure actuelle, le facteur afghan détermine un large éventail de menaces dans la région eurasiennne » a ainsi déclaré Nikolaï Bordiouja, son secrétaire général.

« Nous estimons que le retrait envisagé de la Force internationale d'assistance à la sécurité ne tardera pas à aggraver la situation: les structures radicales et nationalistes intensifieront leurs activités visant à encourager les tendances contestataires et à accentuer les contradictions interethniques et interconfessionnelles dans les pays membres de l'OTSC » a-t-il ajouté.

De son côté, l'Otan a besoin de voies logistiques afin d'approvisionner ses troupes déployées en Afghanistan et, dans le même temps, poursuivre leur retrait progressif. Comme celles passant par le Pakistan sont actuellement fermées – et sans doute pour encore un long moment – et qu'il n'est évidemment pas possible de passer par l'Iran, la seule possibilité réside [dans l'utilisation de ce que l'on appelle le Réseau de Distribution Nord](#) (Northern Distribution Network), qui comporte plusieurs axes traversant la Russie et l'Asie centrale.

A cette fin, l'Alliance atlantique négocie avec Moscou un accord de transport aérien et ferroviaire de fret en provenance d'Afghanistan. Ainsi, si ce texte est accepté, l'Otan pourrait disposer de facilités à Oulianovsk, au bord de la Volga. Et comme les mots ont leur importance – ce projet

ayant été contesté par le parti communiste russe – il n'est pas question d'établir une « base » mais un « centre de transit ».

« Il ne s'agit pas d'une base, je suis surpris d'entendre des questions à ce sujet. Ce nouveau site n'est pas une base ni un dépôt. Des avions y déposeront des cargaisons qui seront par la suite transportées par rail. Il ne s'agit pas de soldats ou d'armes, mais de matériels civils », a expliqué, le 10 avril, Robert Pszczel, le directeur du bureau de l'information de l'Otan à Moscou.

Quoi qu'il en soit, Vladimir Poutine s'est dit favorable à ce projet. « Nous devons déterminer de manière pragmatique ce qui nous est profitable et ce qui correspond à nos intérêts. Le maintien de la stabilité en Afghanistan correspond parfaitement à nos intérêts nationaux, et nous le disons ouvertement: nous apporterons notre concours à l'Otan et assurerons le transit » a-t-il déclaré.

« En ce qui concerne le site d'Oulianovsk, ce ne sera pas une base de l'Otan, mais un centre de transit pour le fret militaire acheminé par voie aérienne », a-t-il insisté. « Je vous assure que tout ce qui se fait dans ce domaine correspond entièrement aux intérêts nationaux de la Fédération de Russie et de notre peuple », a-t-il ajouté à l'adresse des députés russes.

## Mutualisation: ça marche par trois? France, Allemagne et Pays pour les uns, Benelux pour les autres

Ligne de Défense, 19.04.2012

Signe des (durs) temps, on reparle de mutualisation. Mercredi, deux trio de pays européens ont pris des engagements (non contraignants pour l'heure) pour tenter de mettre au pot commun leurs capacités militaires limitées.

Les expériences passées démontrent les limites de l'exercice ou prouvent leur succès limités au temps de crise. Mais puisque la crise budgétaire ne va pas en s'atténuant, on peut espérer une avancée significative et une pratique renforcée. A condition bien sûr, que Londres et Berlin jouent le jeu, quel que soit la nature de la mutualisation envisagée.

### **Le détail en attendant des jours meilleurs:**

1- La France, l'Allemagne et les Pays-Bas se sont engagés à collaborer afin de renforcer les capacités européennes dans le ravitaillement en vol des avions militaires, l'une des principales lacunes constatées lors de la guerre en Libye. Les trois pays ont ainsi décidé d'être "les nations cadres" pour mener cette initiative visant à un accroissement d'ici 2020 des capacités par le partage des ressources existantes ou l'acquisition de nouveaux moyens, comme l'avion de transport européen d'Airbus 330 MRTT. La France envisage d'en acquérir 14 exemplaires. A l'heure actuelle, seuls dix pays européens possèdent 42 avions ravitailleurs mais de sept types différents, donc difficilement conciliables.

2- Les trois pays du Benelux (Pays-Bas, Luxembourg et Belgique) ont décidé de se rapprocher encore davantage au niveau militaire. Leurs ministres de la Défense ont signé à Bruxelles "une déclaration d'intention de coopération" dans les domaines de la logistique de la formation, de l'exécution de certaines tâches militaires et de l'acquisition de matériel, selon le ministère belge. Sur ce sujet, on lira [ici](#) l'analyse du correspondant de *Ouest-France* à Bruxelles, Nicolas Gros.

# Gérard Longuet déjeune avec les aumôniers militaires

Le Point.fr - Publié le 19/04/2012 à 19:07

Les religions du Livre, seules présentes dans les armées, étaient aujourd'hui conviées à l'hôtel de Brienne.

Le ministre de la Défense, [Gérard Longuet](#), a déjeuné jeudi avec des hommes de Dieu. À savoir les quatre principaux aumôniers des armées françaises : Mgr Claude-Charles Mino-Matot, aumônier en chef adjoint pour le culte catholique, qui représentait l'évêque aux armées, Luc Ravel ; le pasteur Bernard Delannoy pour le culte protestant ; le rabbin Haïm Korsia, aumônier militaire en chef du culte israélite ; et l'aumônier musulman Nadir Mehidi, représentant Abdelkader Arbi. À trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, il s'agissait naturellement d'un pur hasard de calendrier. Le ministre de la Défense n'avait pas de message particulier à faire passer, sinon celui consistant à rappeler, dit-on au ministère, que les aumôniers sont employés en priorité auprès des forces en opérations (théâtres extérieurs, missions intérieures), ainsi que dans les écoles d'officiers et de sous-officiers, pour essentiellement "contribuer à leur formation éthique et culturelle" ; mais également "dans les lieux *d'isolement*, au sens de restriction de sortie : hôpitaux militaires et lycées militaires avec internat".

La grande affaire de ces dernières années avait été la création, en 2006, d'une aumônerie musulmane qui a, toujours selon le ministère, "renforcé chez les militaires musulmans le sentiment d'être traités comme leurs frères d'armes". Rappelons que le statut des aumôniers militaires exerçant dans l'armée de terre, la marine nationale, l'armée de l'air et la gendarmerie, est défini par un [décret de décembre 2008](#). Celui-ci précise notamment que "les aumôniers militaires sont des militaires servant en vertu d'un contrat. Ils détiennent le grade unique d'aumônier militaire, sans correspondance avec la hiérarchie militaire générale. Ils sont soumis aux dispositions applicables aux officiers en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret".

La répartition par confession des postes d'aumôniers militaires est ainsi organisée : 230 sont catholiques (63 %), 35 sont protestants (15 %), 20 sont israélites (8 %) et 20 musulmans (8 %). Officiellement, les armées ne connaissent pas l'appartenance religieuse des militaires. Dans la population française, 63 % des personnes se disent catholiques (qu'elles pratiquent la religion ou pas), tandis que 3 % se revendiquent du protestantisme, 5 à 6 % de l'islam et 1 % du judaïsme. Plus de 25 % sont sans religion, nous a précisé [Jérôme Fourquet](#), de l'Ifop, dont on lira ici l'analyse sur [la place du catholicisme en France en 2010](#), et là son enquête remarquée sur l'implantation et [l'évolution de l'islam en France de 1989 à 2009](#).

## Côte d'Ivoire : inspection du CEMA



Mise à jour : 13/04/2012 16:22

Les 3 et 4 avril 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a inspecté la force *Licorne* à Abidjan.

Accueilli par le Colonel Daniel Jaunin, commandant la force *Licorne*, le chef d'état-major des armées a rencontré SEM. Georges

Serre, ambassadeur de France en République de Côte d'Ivoire (RCI).

Il a ensuite passé la journée au camp de Port Bouët où, dans le cadre des actions de coopération bilatérale, il a pu assister à une séance d'entraînement dispensée aux forces ivoiriennes par un détachement des éléments français au Sénégal et faire le point sur la situation sécuritaire avec le colonel Jaunin.

Le CEMA s'est adressé aux 450 militaires de *Licorne*, leur rappelant l'importance et la complète réussite de leur mission durant les 6 mois écoulés, notamment pour adapter le dispositif français dans le cadre de la normalisation de la situation.

Les liens étroits qui unissent la France et la RCI ont enfin été mis en exergue par la remise des insignes de chevalier de la Légion d'honneur au général de division Bakayoko, chef d'état-major général des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), et des insignes de commandeur de l'ordre national du Mérite au général Lohoues, ancien attaché de défense de RCI à Paris.

L'amiral Guillaud a également rencontré le ministre de Défense ivoirien, M. Koffi Koffi. Ils ont fait le point sur la coopération bilatérale. A l'occasion de cet entretien, le CEMA a reçu du ministre de la Défense ivoirien les insignes de commandeur de l'ordre national du Mérite Ivoirien.



Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Afghanistan : Le général Hautecloque-Raysz a pris le commandement de la brigade La Fayette

Zone Militaire, 19 avril 2012 – 16:59



Six mois après avoir pris le commandement de la Brigade La Fayette, qui regroupe les forces françaises aéro-terrestres déployées en Afghanistan, le général Jean-Pierre Palasset a passé le

relais au général Eric Hautecloque-Raysz, le 14 avril dernier, à l'occasion d'une prise d'armes organisée sur la base avancée de Nijrab, dans la province de Kapisa.

La cérémonie s'est déroulée notamment en présence de Bernard Bajolet, l'ambassadeur de France en Afghanistan et du général John Allen, le commandant de l'ISAF, accompagné par son chef d'état-major, le général français de Bavinchove.

Au cours d'une allocution, le général Palasset a souligné que le 3e brigade de l'armée nationale afghane a gagné en autonomie, lors de ces derniers mois, même si elle a encore besoin des militaires français pour assurer ses appuis.

Aussi, la mission du général Hautecloque-Raysz, qui [a obtenu ses étoiles le 1er avril dernier](#), sera donc de continuer d'appuyer les forces afghanes dans la province de Kapisa afin que la transition y soit bientôt effective.

L'état-major de la brigade La Fayette sera armé par celui de la 2e Brigade Blindée, unité qui fournira d'ailleurs l'essentiel des effectifs du Groupement tactique interarmes (GTIA) « Acier », qui se composera d'éléments du 16ème Bataillon de Chasseurs de Bitche, du 40e Régiment d'Artillerie, du 501e Régiment de Chars de Combat, du 13e Régiment du Génie, ainsi que d'une section du 92e Régiment d'Infanterie pour les VBCI, lequel constituera par ailleurs l'épine dorsale du GTIA Wild Geese (Oies sauvages).

Pour ce déploiement, l'état-major de la 2e BB s'est notamment entraîné aux Etats-Unis, plus précisément à Fort Riley dans le cadre de l'exercice Unified Endeavour, en compagnie de son homologue américain de la 1st Infantry et de militaires polonais et afghans. Sa préparation s'est ensuite poursuivie au CENTAC (Centre d'entraînement au combat) de Mailly.

La devise de la 2e BB est : « Pour le service de la France, en faisant nôtre l'esprit Leclerc : « Ne me dites pas que c'est impossible ! ». Et elle pourrait peut-être devoir l'appliquer à la lettre si un retrait anticipé des troupes françaises d'Afghanistan, c'est à dire avant la fin de cette année, est décidé à l'issue de la prochaine élection présidentielle.

## Afghanistan : passation de commandement de la Task Force La Fayette

Mise à jour : 19/04/2012 12:34

Le 14 avril 2012, sur le camp de Nijrab en Afghanistan, le général Eric Hautecloque-Raysz a succédé au général Jean-Pierre Palasset comme commandant de la *Task Force La Fayette* (TFLF).



nationale afghane (ANA).

Présidée par le major-général Dan Allyn, commandant le commandement régional-Est, la cérémonie a été marquée par la présence du général américain John R. Allen, commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), de Son Excellence Monsieur Bajolet, ambassadeur de France en Afghanistan, du général de Bavinchove, chef d'état major de la FIAS et représentant national de la France en Afghanistan, et du général Abdullah, commandant le 201<sup>e</sup> corps de l'armée

En s'adressant aux soldats du 5e mandat de la TFLF, le général Palasset a exprimé sa fierté devant l'engagement noble et efficace de chacun d'entre eux. Le général a rappelé l'expertise et l'autonomie acquises par la 3<sup>e</sup> brigade de l'ANA. Désormais, celle-ci conduit seule l'action principale dans des opérations de grande ampleur. Les militaires français y sont en appui.

Le général Palasset a également rendu hommage aux soldats morts pour la France.

A la fin de la cérémonie, le général Hauteclouque-Rayss a reçu des mains du général Allyn le fanion du 6<sup>e</sup> mandat de la *Task Force La Fayette*.



Ce 6e mandat inscrit son action dans la continuité. La TFLF continuera d'appuyer les forces de sécurité afghanes en Surobi et en Kapisa, dans le cadre du processus de transition.

En même temps que la TFLF continuera de resserrer son dispositif, les forces de sécurité afghane (ANSF) assureront une part croissante des tâches de sécurité, avec une autonomie et une confiance toujours plus grandes.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Antilles : visite du commandant de la 4<sup>ème</sup> Flotte américaine

Mise à jour : 15/04/2012 20:17

Du 31 mars au 2 avril 2012, les Forces Armées aux Antilles (FAA) ont accueilli le contre-amiral Kurt Tidd, commandant la 4<sup>ème</sup> Flotte américaine et la composante maritime du commandement Sud (SOUTHCOM).

Les échanges ont porté sur les missions des FAA et les moyens basés en Martinique et en Guadeloupe. Cette rencontre a été l'occasion d'aborder les problématiques liées à la sécurité régionale, et notamment le renforcement de la coopération entre les marines française et américaine pour la lutte contre le narcotrafic.

La présentation à l'amiral Kurt Tidd de l'antenne Caraïbes de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) a



permis au contre-amiral Raffaeli, commandant supérieur des forces armées aux Antilles (COMSUP) d'expliquer le rôle des armées dans le dispositif interministériel pour lutter contre le narcotrafic.



Les échanges entre les commandements français et américain sont sans cesse renforcés

afin d'accroître le niveau d'interopérabilité dans les domaines de la lutte contre les trafics criminels et d'être en mesure d'agir conjointement ou de manière coordonnée en cas de catastrophe naturelle majeure dans la région, comme cela a été le cas lorsque Haïti a été touchée par un tremblement de terre en janvier 2010.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Nouvelle-Calédonie : réunion des officiers généraux du QUAD

Mise à jour : 15/04/2012 19:58

Du 26 au 29 mars 2012, le général Jean-François Parlanti, commandant supérieur des Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) et son état-major interarmées ont organisé et présidé à Nouméa la réunion annuelle du *Quadilateral Defence Co-Operation Forum* (QUAD) de niveau *principals* (officiers généraux).



Lors de cette session, il a été décidé de maintenir l'effort actuel sur la police des pêches et d'élargir progressivement son champ d'application vers d'autres domaines tels que le narcotrafic, la piraterie ou encore le trafic d'armes.

Le développement de l'interopérabilité, notamment dans le cadre d'une assistance humanitaire post catastrophe naturelle, la conduite d'actions civilo-militaires ou encore l'intégration des opérations de déminage

effectuées dans la région ont été ciblées comme axes de travail pour l'avenir.

Créé en 1992, le *Quadilateral Defence Co-operation Forum* est une structure qui réunit régulièrement l'Australie, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et la France, qui l'a rejoint en 2002. Il traite des questions de la sécurité dans le Pacifique et de l'organisation des zones économiques exclusives (ZEE), en liaison avec le *Forum Fishery Agencies* (FFA).

La prochaine réunion du QUAD de niveau officiers généraux aura lieu à Honolulu en décembre 2012.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## Les armées régulent l'usage des réseaux sociaux par les militaires

Le Point.fr - Publié le 13/04/2012 à 10:38 - Modifié le 13/04/2012 à 10:40

Les militaires pérorant et s'exposent sur les médias sociaux, mettant parfois en péril les opérations. L'état-major met le holà !



Les militaires doivent faire attention à leur utilisation des réseaux sociaux. © Jewel Samad

Avec une bonne dizaine d'années de retard - mais mieux vaut tard que jamais -, la défense organise la sensibilisation de ses personnels aux dangers de leur expression sur les réseaux sociaux électroniques. Elle diffuse à cet effet un [guide du bon usage des médias sociaux](#). La pratique de jeunes militaires, par définition en accord avec leur temps, a de loin précédé la perception du commandement. Les technologies de l'information et de la communication ont fait irruption sans crier gare dans l'activité des soldats.

Dès le conflit de l'ex-[Yougoslavie](#), au milieu des années 1990, l'auteur a été témoin en mer Adriatique de la nécessité pour le pacha d'une frégate de la marine nationale d'effectuer en fin de journée des "passes téléphone" au ras des côtes italiennes, pour que l'équipage puisse utiliser les téléphones portables. Autres temps, autres moeurs : il n'était déjà plus question voilà une vingtaine d'années, pour un militaire en mission, de demeurer sans un contact fréquent avec sa famille.

Le phénomène a évolué : ce n'est plus seulement du téléphone dont les soldats ne sauraient se passer, mais aussi d'un accès au réseau Internet avec un début décent. Il n'y a pas si longtemps, la piètre qualité des liaisons accessibles en [Afghanistan](#) était mal vécue par les militaires français. Il semble que la perception tardive de réels problèmes par le commandement ait débouché sur des évolutions. Le contrat Passerel, signé en 2008 [entre l'entreprise Astrium et les armées françaises](#), vise à fournir un accès Internet de qualité aux soldats déployés en opex, aussi bien pour les besoins personnels des combattants que pour ceux des états-majors. Le contrat a été récemment reconduit et étendu.

### **Des débordements préjudiciables**

Pour autant, la généralisation de l'usage des services accessibles par Internet pose de réelles questions, s'agissant d'armées dont les activités et les méthodes, y compris opérationnelles, se doivent d'être préservées. On se souvient que l'état-major de l'armée de terre a dû naguère restreindre l'usage des téléphones portables en opérations. Et voilà que le ministère sort une petite brochure destinée à réguler l'usage des [Facebook](#), Dailymotion, YouTube et autres LinkedIn. Sans révéler des affaires trop graves, ce document rappelle néanmoins que la diffusion de la capture vidéo des systèmes optroniques d'un hélicoptère Tigre, en situation de combat réel, a rendu publiques les caractéristiques chiffrées de caméras de tir. Un marin du *Charles de Gaulle* qui avait publié sur sa page Facebook un tonitruant "fait chier, ce départ dimanche en Libye" n'avait pas pris conscience que cette mission n'avait alors pas été annoncée, et qu'il ne lui appartenait pas de le faire.

Cette attitude "porte atteinte à l'image des armées et à votre professionnalisme", explique le ministère... toujours très sensible à l'image que véhiculent les personnels. La brochure rappelant les consignes de sécurité se trouve en phase avec les consignes précédemment diffusées, qu'il s'agisse du [comportement à suivre durant les opérations face aux journalistes](#) ou de [l'interdiction de l'usage des téléphones portables sur le terrain](#). De même, durant la guerre de Libye, les équipages embarqués sur les navires français ont-ils vu leurs accès à l'Internet ou au téléphone de service limités au gré du déroulement des opérations. Durant les phases de "contrôle de l'information", les accès au réseau via le système satellitaire Syracuse étaient restreints, pour que la nécessaire confidentialité sur la préparation des phases de combat soit préservée.

## Un exercice CTM sur le site internet du mindef

Est-ce le déficit de sujets lié à la réserve électorale, toujours est-il que le site internet du ministère de la défense s'éclaire aujourd'hui d'un sujet assez étonnant, développant, avec moult photos à l'appui, le dispositif mis en oeuvre pendant [l'exercice de contre-terrorisme maritime Armor](#) qui s'est déroulé du 25 au 30 mars dernier. On évoque même l'objectif de cet exercice, en soutien aux JO de Londres, ce que personne chez nous ne s'était jusqu'à maintenant hasardé à évoquer, diplomatie fine oblige.

Je confesse humblement avoir appris plein de choses sur ces photos et dans ces quelques lignes. L'EMA avait conservé une stricte discrétion à l'époque, comme c'est souvent le cas pour les Armor. Aucune photo, aucun détail n'a filtré -ce qui n'est donc plus le cas...-.

Tout cela fait néanmoins un peu désordre quelques jours seulement après la mise en ligne, sur le même site internet, [d'un guide sur le bon usage des médias sociaux et les précautions à prendre avant de mettre en ligne des contenus sensibles](#). Je rappelais alors comment ce recueil de bons principes était un peu battu en brèche par la pratique. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour trouver de nouveaux exemples.

Demain, les plans de l'ASMP-A en ligne sur le site du mindef ?

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/17/2012 10:08:00 PM](#)

## Reconversion des militaires: il faut anticiper, selon Pascaline Abdini

Ligne de Défense, 16.04.2012

Les militaires sont-ils bien conscients qu'ils devront, un jour ou l'autre, quitter l'Institution, rejoindre le monde civil, et pour la plupart d'entre eux (même les généraux, mais eux disposent d'une structure bien particulière pour les aider à s'intégrer), retrouver un emploi? En 2010, 27 000 d'entre eux (hors gendarmerie) ont quitté le service actif.

Pascaline Abdini, secrétaire générale du Prix de la reconversion des militaires, pose la question dans la RDN (cliquer [ici](#) pour lire son article). Elle rappelle les différents dispositifs mis en place et avertit les militaires que la situation actuelle n'est pas optimale: baisse des effectifs, carrières courtes, difficulté d'accéder parfois aux dispositifs d'insertion par manque de temps (surtout chez les opérationnels), coupes dans les effectifs de la chaîne Reconversion, chômage endémique dans le monde civil... Elle conseille aussi, à l'Institution, de se tourner plus

résolument vers les PME-PMI pour élargir la porte d'entrée dans le monde professionnel civil. Un court article à méditer, même s'il n'apporte pas à toutes les réponses à des questions légitimes et urgentes.

## Le commandant Massoud - Afghanistan

[http://www.youtube.com/watch?v=hSa\\_U\\_bmJVg&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=hSa_U_bmJVg&feature=player_embedded)

## Les talibans, rois d'Afghanistan

Le Point.fr - Publié le 17/04/2012 à 13:33

La plus grosse attaque perpétrée par les islamistes depuis l'invasion américaine ne fait que confirmer leur emprise sur le pays.



En menant plusieurs attaques simultanées à Kaboul, les talibans montrent qu'ils sont les maîtres de la capitale afghane. © Aref Karimi / AFP

leur invasion de l'Afghanistan, les États-Unis n'y sont toujours pas maîtres. Alors qu'elles se préparent à quitter le pays en 2014, les forces armées de l'Otan ont subi dimanche un cuisant échec. Le centre de Kaboul a été le théâtre de trois attaques suicides simultanées, les plus importantes depuis 2001, visant le Parlement, un vice-président, la force internationale de l'Otan (Isaf) et des ambassades occidentales. Au même moment, trois autres attaques ont été perpétrées contre des symboles de l'État dans trois autres villes afghanes. Au total, les forces afghanes ont essuyé un lourd tribut, avec onze victimes.

Après 17 heures de combats acharnés, elles sont parvenues à venir à bout des 36 assaillants, notamment grâce à l'appui d'hélicoptères américains. Mais le constat est là, et il a été rappelé sans équivoque par le président afghan Hamid Karzaï, qui a souligné lundi l'"échec" des services de renseignements et en particulier de l'Otan, qui n'ont pas réussi à prévenir les attaques. "Loin d'être affaiblis, les talibans prouvent qu'ils sont capables de mener des attaques où ils l'entendent", note le spécialiste de l'Afghanistan Karim Pakzad\*. Et le chercheur de rappeler qu'"avec de multiples barrages militaires à franchir, Kaboul demeure l'une des villes les plus protégées au monde".

**Dernière offensive US**

Estimés à 25 000, les talibans s'étaient faits relativement calmes ces derniers mois, notamment en raison de la rudesse de l'hiver. Cette accalmie de façade avait d'ailleurs amené le 20 mars dernier le général américain John Allen, commandant en chef de l'Otan en Afghanistan, à se targuer d'avoir "sérieusement affaibli la capacité des talibans de lancer une offensive de printemps majeure par eux-mêmes". Le réveil n'aura pas tardé. Conscient du dégât subi au niveau de l'image, les États-Unis ont laissé entendre qu'ils pourraient lancer au cours des premières semaines une offensive de masse, sans doute la dernière avant le départ fin 2014 de ses 100 000 soldats, dont 33 000 doivent déjà quitter le pays à la fin septembre. Selon Associated Press, l'accent sera mis sur les principales voies d'accès, routes et autoroutes menant à Kaboul depuis le sud du désert jusqu'à la montagne, à l'est.

"On assiste à ce genre de déclarations depuis 2007", rappelle Karim Pakzad. "La vérité est que les talibans peuvent tranquillement pénétrer à l'intérieur de Kaboul. Ils ont infiltré les forces de l'ordre et même l'administration afghane." Dans les chancelleries occidentales, la défaite ne fait aucun doute. Dès lors, la seule solution pour sortir avec les honneurs reste de négocier avec les islamistes. Symbole de leur irrésistible montée en puissance, des émissaires talibans ont rencontré le 29 janvier des responsables américains, officiellement pour des "discussions préalables à des négociations de paix".

### **Volte-face talibane**

Mais le dialogue a été suspendu, après que le Congrès américain a refusé de céder à la principale exigence des talibans, à savoir la libération de leurs chefs détenus sur la base de Guantánamo. Pourtant, conscient des enjeux, Barack Obama ne s'y opposait plus. "Les attaques coordonnées de dimanche ont permis aux talibans de marquer un coup politique", estime Karim Pakzad. "En marquant leur pouvoir sur le terrain, ils souhaitent montrer que ce sont eux les vrais acteurs à Kaboul, pas le régime afghan, et ainsi mieux négocier avec les Américains." De fins politiciens, ces talibans ? Déjà, en février dernier, les islamistes avaient su profiter de l'énorme vague de colère qui avait traversé la population afghane lors de l'incinération d'exemplaires du Coran dans la plus grande base américaine du pays.

Les talibans n'avaient alors pas hésité à appeler le peuple à "capturer, battre et tuer les soldats étrangers en Afghanistan". Lundi, le Pentagone a attribué la série d'attentats au réseau Haqqani, l'aile radicale des talibans. Ironie du sort, cette organisation proche d'al-Qaida tient son nom de Jalaluddin Haqqani, ancien héros de la guerre contre l'Union soviétique, qui a combattu dans les années 1980 en Afghanistan avec le soutien actif des États-Unis et de l'Arabie saoudite.

Par **ARMIN AREFI**

\* Karim Pakzad, chercheur associé à *l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)*, spécialiste de l'Afghanistan, de l'Iran et de l'Irak.

## **Kaboul : les militaires français impliqués dans les attaques des insurgés**



Les attaques spectaculaires menées dimanche par les insurgés afghans au coeur de Kaboul (17 heures de combat, 45 morts dont 36 assaillants) ont également concerné les militaires français. Le camp de Warehouse a été attaqué dimanche dans l'après-midi et la compagnie de protection du camp, armé par le 1er Régiment d'Infanterie, a riposté. Côté français, aucun blessé n'est à signaler.

Les insurgés s'en sont pris à

Warehouse à la fois par des tirs indirects (roquettes Chicom) et des tirs directs à l'arme individuelle. Les échanges de tirs ont duré plus de deux heures. Les militaires du camp ont riposté depuis les miradors et les postes de combat. Ils ont assuré la défense du périmètre, sans en sortir. Ce sont les forces de sécurité afghanes (armée et police) qui sont allés au contact. Situé à une dizaine de kilomètres à l'est du centre de Kaboul, le camp de Warehouse est important centre de commandement et logistique de l'Isaf.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 16 Avril 2012 à 13:16

## Le Tigre a tiré au 30 mm au-dessus de Kaboul

Des hélicoptères de la TF **Mousquetaire** sont entrés en action [ce weekend au-dessus de la capitale afghane](#). Au moins un module mixte Tigre/Gazelle a pris l'air suite aux attaques insurgées, et un Tigre a tiré au 30 mm sur une équipe insurgée qui lui avait tiré dessus, à l'ALI et au RPG semble-t-il. La ou les Gazelle, qui ne peuvent emporter que du Hot en Afghanistan n'a pas tiré, mais a utilisé sa caméra thermique pour renseigner le dispositif au sol.

Les bilans évoqués dimanche à Paris ne faisaient pas état de l'engagement de cette composante. Ces modes d'action en zone urbaine sont maîtrisés en zone urbaine par les équipages de l'**ALAT**, qui avait fait preuve de leurs savoir-faire il y a un an dans Abidjan, ou en zone périurbaine pendant Harmattan. C'est néanmoins, à ma connaissance les premiers tirs effectués par le Tigre et son canon de 30 mm en zone urbaine, a fortiori au-dessus de Kaboul.

La France aligne encore 13 hélicoptères à Kaboul : 4 Tigre, 4 Gazelle, 3 Caracal (dont un de l'armée de l'air) et deux Cougar.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/18/2012 04:49:00 PM](#)

## Le succès très relatif des attaques concertées des talibans contre Kaboul et Jalalabad

Ligne de Défense, 15.04.2012

Les talibans ont frappé, dimanche en fin de matinée, des cibles gouvernementales et occidentales dans les villes de Kaboul et Jalalabad. Des attaques sont aussi signalées dans les provinces de Paktia et Logar.



On assiste, en quelque sorte, à un remake des attaques de septembre dernier. Cette fois, les attaques à la roquette et les attaques-suicide de Kaboul visaient le Parlement, les ambassades britannique, japonaise et allemande, des casernements de l'ISAF (dont celui des Turcs) et un hôtel. A Jalalabad, c'est une base de l'ISAF qui a été visée par quatre kamikazes.

Les talibans tentent-ils de retarder le lancement de la contre-offensive annoncée par l'ISAF dans l'est du pays? Pas du tout, selon un porte-parole des insurgés: il s'agit bien du lancement de leur offensive de printemps. Toutefois, ces attaques n'ont rien à voir avec une "offensive du Têt" à l'afghane, comme le disent certains commentateurs qui parlent aussi de "vaste offensive": les forces de sécurité afghanes et l'ISAF ont visiblement tenu le choc et réussi à contenir les petits groupes d'assaillants qui résistent toujours dans Kaboul. Mais malheureusement, Afghans et Isafiens ne sont parvenus ni à prévenir ces raids ni à empêcher les talibans d'atteindre leurs objectifs en termes de médiatisation.

## La vérité sort de la bouche des... Afghans

Eclairant reportage qui m'est signalé : [Marie Normand, correspondante de RFI à Kaboul a produit un sujet de 20 minutes qui fait le point en Surobi](#), zone qui vient d'être transmise aux forces de sécurité afghanes. La journaliste a discuté avec les militaires afghans, un peu sceptiques à l'idée de se retrouver seuls en frontal devant les talibans. Faire le coup de feu avec la régulière rapporte 10.000 afghanis, alors que les insurgés versent le double (un vieux problème) dans le district, rapporte le traducteur. Le capitaine du kandak du COP Uzbeen, lui, ne semble guère optimiste sur la capacité de l'ANA à mener des opérations autonomes, sans les chasseurs et les drones de la coalition. Difficile de ne pas être du même avis.

Même dans ce district réputé calme, la troupe s'est fait avoiner à la Chicom, en retour d'opération. On n'imagine pas ce que pourrait donner un reportage de ce type en Kapisa, qui n'est toujours pas annoncée à la transition. Par chance -si l'on peut dire-, la province, elle, reste fermée aux médias.

Loin, parfois très loin de ces réalités de terrain, l'actu française du jour, sur l'Afghanistan : le candidat Hollande a réitéré sa volonté de retirer le dernier soldat français d'Afghanistan d'ici la fin de l'année (1), alors que le candidat-président-chef des armées, lui, n'a pas réussi à trouver le nombre exact de soldats morts en Afghanistan .[Notons que la porte-parole du gouvernement avait rencontré le même problème et au même micro, le 23 janvier dernier.](#)

(1) je n'ai pas l'impression de ressembler aux experts stigmatisés par le candidat socialiste. Car à

la différence d'une partie de ces derniers, souvent autoproclamés, j'ai pu goûter aux routes afghanes et mesurer l'engorgement des plateformes (et le nombre réduit d'An-124). J'engage chacun qui s'exprime sur le sujet à aller vérifier sur le terrain toutes les réalités de cette opération logistique, puis à vérifier nos capacités réelles en la matière. Vu les moyens de sortie du pays (rail compris) et la quantité de matériel à sortir des FOB, cette promesse reste toujours irréalisable, sauf à stocker du matériel sur place (donc des militaires français pour le garder) et à penser que les insurgés ne vont pas se régaler sur les convois (ce qu'ils font quasiment à chaque fois). Je passe sur le fait que pour l'instant, la Kapisa n'est pas non plus transmise aux Afghans, alors que la décision devait être signifiée par ces derniers en mars...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/18/2012 08:06:00 PM](#)

## L'autre déménagement

Les 16 premiers conteneurs qui doivent servir au déménagement du 7e BCA de Bourg Saint Maurice vers Varcès ont pris la route hier, apprend-on de la brigade de montagne. La transhumance porte sur 400 conteneurs au total, soit 10.000 m<sup>3</sup> de matériel. Le déménagement doit durer jusqu'au 31 octobre prochain.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/19/2012 02:35:00 PM](#)

## Des soldats américains photographiés avec «des restes» d'Afghans

Publié le 18 avril 2012 à 08h00 | Mis à jour à 10h10



En février 2010, plusieurs soldats dépêchés pour relever les empreintes digitales et tenter de prendre l'empreinte rétinienne d'un insurgé qui s'était fait exploser, se sont pris en photo alors que certains soulevaient les jambes déchiquetées.

Agence France-Presse  
Bruxelles

Le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta a «fermement» condamné mercredi la conduite de soldats américains qui se sont photographiés avec des restes humains d'insurgés afghans et dont les images ont été révélées par le *Los Angeles Times*.

«Ces images ne représentent en rien les valeurs ou le professionnalisme de la vaste majorité des troupes américaines qui servent aujourd'hui en Afghanistan», a déploré dans un communiqué le chef du Pentagone, qui se dit également «déçu» par la publication de ces images par le quotidien américain.

Le [Los Angeles Times](#) a révélé mercredi que des soldats de la 82e division aéroportée américaine s'étaient photographiés avec des restes de kamikazes afghans dans la province de Zaboul (sud-est) en 2010.

En février 2010, plusieurs soldats dépêchés pour relever les empreintes digitales et tenter de prendre l'empreinte rétinienne d'un insurgé qui s'était fait exploser, se sont pris en photo alors que certains soulevaient les jambes déchiquetées.

Quelques mois plus tard, des hommes de la même section se sont à nouveau photographiés avec des cadavres d'insurgés. Une photo montre notamment deux soldats posant en tenant la main d'un cadavre, majeur levé. Une autre montre un soldat serrer la main d'un homme barbu mort, rapporte le quotidien américain.

Cette affaire intervient à un moment délicat pour les forces de la coalition après l'épisode des exemplaires du Coran incinérés sur la base de Bagram (nord) qui avait conduit à plusieurs jours de manifestations violentes dans le pays, et la folie meurtrière du sergent américain Robert Bales, accusé d'avoir assassiné 17 villageois dans leur sommeil, dont de nombreux femmes et enfants.

«Une enquête qui pourrait déboucher sur des poursuites disciplinaires est en cours», assure M. Panetta, qui participe à Bruxelles à une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN.

Les soldats impliqués dans «cette conduite inhumaine» devront en répondre devant la justice militaire américaine, ajoute-t-il.

Le ministre américain s'est également dit «déçu» par la publication de ces photographies malgré les demandes du Pentagone. «Le danger est que ces images soient utilisées par l'ennemi pour provoquer des violences contre les soldats américains et afghans», explique-t-il, précisant que les forces américaines en Afghanistan avaient «pris des mesures» pour se protéger en cas d'incidents

## Afghanistan: les Australiens annoncent le départ de leur contingent pour 2013

Ligne de Défense, 17.04.2012



L'Australie, qui a perdu 32 de ses soldats en Afghanistan depuis 2001, va retirer ses troupes d'Afghanistan en 2013 (1 550 soldats dont 300 des forces spéciales en Afghanistan et 800 autres sur le théâtre moyen-oriental). Ce retrait pourrait débuter dès cette année et s'étaler sur une douzaine de mois.

Le gouvernement australien avait assuré à maintes reprises qu'il respecterait le calendrier de retrait complet fixé par l'Otan pour la fin 2014, et maintiendrait dans la province d'Oruzgan ses

1 550 soldats engagés jusqu'à cette échéance (cliquer [ici](#) pour avoir le détails des moyens et missions). Mais le Premier ministre Julia Gillard [dans un discours](#) à l'Institut australien de politique stratégique (l'ASPI, le think tank le plus influent du pays), a annoncé un retrait anticipé du contingent.

"*This is a war with a purpose. This is a war with an end.*" (c'est une guerre avec un sens. C'est une guerre avec une fin"), a conclut devant l'ASPI celle qui est en chute libre dans les sondages.

**Un jalon.** Par ailleurs, Julia Gillard s'est dit confiante "dans le fait que (le sommet de) Chicago reconnaîtra la mi-2013 comme un jalon dans la stratégie internationale" en Afghanistan. Effectivement, le sommet de l'Otan en juin prochain risque de voir se multiplier les annonces de retrait anticipé, provoquant des transitions à marche forcée, comme l'anticipait [sur ABC](#) ce matin le général australien Jim Molan, ancien chef du contingent australien d'Irak.

**Une défaite.** Andrew Wilkie, député et colonel de réserve, a été plus sévère: "C'est comme au Vietnam en 1972; on déclare que l'on a remporté une victoire et on se retire, tout ça pour assister à un effondrement un ou deux ans plus tard".

## Aussies out of Afghanistan? Gillard contredite par deux de ses ministres

Ligne de Défense, 19.04.2012



Julia Gillard serait-elle sur un siège éjectable? A moins que le shérif US n'ait rappelé à l'ordre son supplétif océanien?

Deux des ministres de Gillard l'ont contredite aujourd'hui sur la question du retrait des troupes afghanes d'Afghanistan. Elle [avait assuré devant l'ASPI](#) que les troupes allaient rentrer en

2013!

Les ministres australiens de la Défense et des Affaires étrangères ont déclaré dans un communiqué publié lors de la réunion des alliés et partenaires de l'Otan jeudi à Bruxelles, que leur pays s'engageait à mener à bien le plan de transition signé par les pays de l'Otan en 2010 à Lisbonne et que leurs troupes resteraient jusqu'à la fin de l'année 2014, conformément à l'engagement initial de Canberra.

# Par quelle route quitter l'Afghanistan ?

*Dans le meilleur des cas, le désengagement pourrait être accéléré de quelques mois.*



Alors que l'armée française a transféré, jeudi 12 avril, le contrôle de la région de Surobi aux forces de sécurité afghanes, la question du retrait se heurte toujours à d'importantes difficultés logistiques. La France s'est engagée à retirer ses troupes combattantes fin 2013. François Hollande, au cas où il serait élu, a promis d'accélérer ce calendrier, pour la fin de cette année, même s'il met progressivement de l'eau dans son vin...

Le défi logistique est colossal. Selon les chiffres américains et pour l'ensemble des troupes de la coalition, il s'agit de retirer en trois ans 72.000 véhicules et 150.000 conteneurs, tout en rendant 1300 emprises. Les logisticiens américains ont calculé que cela signifiait enlever un équipement toutes les sept minutes et 150 conteneurs par jour pendant trois ans... A côté, la question du rapatriement de dizaines de milliers d'hommes semble être un jeu d'enfant.

Par où passer ? Les deux routes qui partent de l'Afghanistan vers le Pakistan (Khyber Pass au Nord et Quetta au Sud) sont fermées depuis cinq mois par les autorités pakistanaises et nul ne sait quand elles réouvriront... La route du nord n'est pas plus simple. Même si les Russes acceptent le transit par leur territoire, il faut d'abord arriver en Russie. Et donc traverser des Républiques d'Asie centrale : Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan et Kazakhstan. Pas simple dans tous les cas et forcément couteux...

Pour l'heure, la solution la plus simple semble être, pour la France, un "brouettage" aérien dans deux directions. La première est déjà utilisée : en avion gros porteur jusqu'à Abu Dhabi puis par la mer. L'autre reste à mettre en place : en gros porteur jusqu'en Russie ou au Kazakhstan, puis par la route ou mieux, le rail.

Quoi qu'il en soit, cette affaire prendra du temps. Dans les armées, on estime aujourd'hui que si le pouvoir politique l'exigeait, le délai pourrait être raccourci "de quelques mois au plus, pas plus de six, si l'on veut faire les choses de façon sécurisée et à condition que les routes pakistanaises soient réouvertes".

*Photo (MinDef): des militaires afghans lors de la passation de commandement en Surbo, jeudi 12 avril*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 13 Avril 2012 à 12:15

## La Belgique financera les forces de sécurité afghanes

[Julien Collignon](#), 18/04/12 - 14h39 Source: belga.be © reuters.

**Le gouvernement a marqué son accord de principe pour la Belgique contribue à l'effort financier en faveur des forces de sécurité afghanes après 2014, date prévue du retrait des troupes de combat occidentales d'Afghanistan, a annoncé mercredi le Premier ministre Elio Di Rupo, à l'issue d'un entretien avec la chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, en précisant que les modalités restaient à décider.**



Les Etats-Unis ont adressé à la Belgique une demande pour qu'elle contribue - à hauteur de 15 millions de dollars par an (11,4 millions d'euros) pendant dix ans - au financement des forces de sécurité afghanes (ANSF, armée et police) à partir de 2014, après le retrait de la force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), dirigée par l'Otan.

"Il y a un accord de principe au sein du gouvernement pour que la Belgique contribue à l'effort" financier en faveur des forces de sécurité afghanes après 2014, a affirmé le Premier ministre à la presse télévisée à l'issue de cet entretien avec Mme Clinton au Lambermont, sa résidence de fonction à Bruxelles.

Le gouvernement doit toutefois encore discuter au cours des prochaines semaines et mois des modalités et du montant de ce soutien financier, a précisé M. Di Rupo.

A l'approche du sommet de l'Otan qui se tiendra les 20 et 21 mai à Chicago (Etats-Unis) pour baliser le retrait des troupes de combat étrangères d'Afghanistan d'ici fin 2014 et la poursuite de l'assistance occidentale à Kaboul,

l'administration américaine a approché ses alliés et ses partenaires pour solliciter leur contribution au financement des forces de sécurité afghanes comptant 228.000 hommes - dont 120.000 de moins qu'actuellement -, afin d'assurer la sécurité dans le pays.

Le montant annuel nécessaire à partir de 2015 est estimé à 4,1 milliards de dollars par an. Les Etats-Unis prévoient d'en prendre en charge environ 2,3 milliards, laissant le soin à leurs partenaires et au gouvernement afghan de se répartir le solde (dont 500 millions de dollars pour l'Afghanistan, un pays dont la situation économique reste fragile).

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, ouvrant une réunion ministérielle de deux jours à Bruxelles à laquelle Mme Clinton doit participer, a pour sa part appelé les pays participant à la mission de l'Alliance en Afghanistan à fournir une "part équitable" au financement des ANSF à partir de 2014.

"Je m'attendrais à ce que les alliés de l'Otan et les partenaires (au sein de l'Isaf) s'engagent à payer une part équitable de la facture", a-t-il dit, tout en précisant que la réunion de Bruxelles n'était pas "une conférence des donateurs".

L'Espagne a quant à elle été sollicitée par Washington pour un montant de 30 millions d'euros, selon une source diplomatique.

La Belgique, comme d'autres alliés européens et même le Canada, se pose toutefois des questions sur le bien-fondé d'une telle demande, souhaitant des clarifications de Washington sur les montants évoqués et leur destination finale.

Au moment où le gouvernement fédéral est à la recherche d'économies, se pose également la question de l'imputation d'un tel montant.

La Défense, présente en Afghanistan depuis 2003, où elle a dépensé des dizaines de millions d'euros, estime avoir rempli son contrat. La Coopération au développement, qui consacre chaque année douze millions d'euros à la reconstruction de l'Afghanistan, se voit pour sa part mal financer l'armée et la police d'un pays indépendant, même s'il émerge de trois décennies de guerre qui l'ont ravagé.

## Les missiles libyens ne sont pas tombés dans de mauvaises mains

Le Point.fr - Publié le 19/04/2012 à 17:54

Des missiles sol-air aux mains des terroristes d'Aqmi ou des pirates somaliens ? Un gros mensonge selon Paris et Londres.

Le truisme est bien connu : sortis des arsenaux libyens, à l'occasion de la guerre récente, des centaines ou des milliers de missiles antiaériens de type MANPADS ([Man](#) Portable Air Defense System), c'est-à-dire portables à l'épaule par un fantassin, auraient été récupérés par des groupes terroristes.

Très disert sur ces questions, [la presse algérienne](#) évoque la circulation de SAM 7 chez les pirates de [Somalie](#), et pourquoi pas [de Stinger américains](#), tombés aux mains d'Aqmi et qui se trouveraient aujourd'hui au Sahel. Ensuite, il suffit de dérouler : les menaces sur les JO de Londres, le trafic aérien menacé en [Afrique](#) et ailleurs, le renforcement d'Aqmi disposant désormais de moyens antiaériens, etc. En février, les Algériens, qui jouent sur ce dossier du billard à quatre bandes, [ressortent miraculeusement du sable à In Amenas](#) 43 missiles de ce type, dont 15 [SA-24](#) et 28 SAM-7.

### Arrêtons les fantasmes !

Qu'en est-il vraiment ? À Paris, les services de renseignement n'accordent aucune crédibilité à cette "information", pas davantage qu'ils n'en prêtent à celle, également de [source algérienne reprise par Reuters](#), selon laquelle les pirates de Somalie auraient récemment perçu de tels engins, venant des arsenaux libyens, démantelés par les frappes de l'Otan.

En réalité, il semble bien que les missiles sol-air libyens n'aient pas quitté leurs lieux de stockage, ou bien qu'ils aient été détruits. De source militaire à Paris, on indique que "des choses sont sorties de Libye, c'est sûr, mais il faut arrêter les fantasmes. Nous ne voyons pas circuler grand-chose d'un calibre supérieur à la mitrailleuse de 14,5." Moscou a discrètement coopéré avec l'Otan sur cette affaire, et aurait fait savoir que sur les stocks livrés, 2 000 missiles se trouvaient encore en état de fonctionner avant l'attaque contre la Libye, à la condition qu'ils aient été conservés dans de parfaites conditions, et que leurs servants aient été bien formés à leur usage.

### Fraîches nouvelles de Londres

Alors que les capitales engagées dans le conflit se sont montrées particulièrement discrètes sur cette affaire, les nouvelles fraîches sont venues comme d'habitude de Londres. [Dans un communiqué explicite](#) et relativement détaillé, le ministère de la Défense britannique révélait, le 12 avril, qu'une mission d'inspection de huit mois venait de se terminer en Libye, conduite par les Britanniques, accompagnés par des Libyens, des Américains et des Français (élément que la défense française ne commente pas). Le communiqué précise que depuis août 2011, ces inspecteurs ont visité 1 600 bunkers et ont "identifié, sécurisé, désactivé ou confirmé la destruction de 5 000 éléments et systèmes complets".

Le communiqué conclut que les inspecteurs estiment que "la plupart des MANPADS en état sont vraisemblablement (*likely*) sous le contrôle des conseils militaires régionaux et des milices". Ce qui ne veut assurément pas dire que ces engins sont en sûreté absolue, mais que pour les pays ayant conduit la guerre, il n'y a pas de mystère. Une source militaire à Paris confirme qu'il n'y a pas de raison d'être trop inquiet, "même si on ne peut pas exclure absolument que des engins ont circulé et qu'ils puissent servir dans l'avenir". Mais visiblement, à tort ou à raison, l'inquiétude n'est pas de mise.

## Macky Sall en visite en France

BBC, Dernière mise à jour: 18 avril, 2012 - 10:56 GMT

La visite première visite du président Sénégalais en France devrait consacrer la signature d'un nouveau traité de défense entre Paris et Dakar.

**Le président sénégalais Macky Sall est reçu mercredi à Paris par son homologue français Nicolas Sarkozy pour la première visite du nouveau chef de l'Etat hors du continent.**



### 200 milliards de FCFA

"Même si la visite s'effectue officiellement à l'invitation de Nicolas Sarkozy, il reste que le président sénégalais est à Paris pour soumettre une requête pour 200 milliards de FCFA, qu'il estime nécessaire pour commencer à travailler, en faisant face à ses promesses électorales"

Mame Less Camara, BBC Afrique, Dakar

Il est arrivé dans la capitale française accompagné des ministres des finances, des forces armées et des affaires étrangères.

L'objectif de cette visite s'inscrit dans la recherche d'aide financière et matérielle pour faire face à une situation urgente au Sénégal.

Selon Mame Less Camara, le correspondant de la BBC à Dakar, même si la visite s'effectue officiellement à l'invitation de Nicolas Sarkozy, il reste que le président sénégalais est à Paris pour soumettre une requête pour 200 milliards de FCFA, qu'il estime nécessaire pour commencer à travailler, en faisant face à ses promesses électorales.

Les Sénégalais commencent à manifester leur impatience. La baisse des prix des denrées alimentaires sur laquelle Macky Sall s'était engagé ne connaît pas de début d'exécution.

La France pourrait libérer 80 milliards de FCFA au titre de l'aide bilatérale.

Electricité de France (EDF) sera également sollicitée pour aider le Sénégal à régler le problème de l'électricité.

L'ancien régime était arrivé à une solution, mais elle est précaire et coûteuse. Hors la population n'admettra pas un retour aux coupures intempestives.

La présence du ministre des forces armées peut laisser croire que la question de l'armement de l'armée sénégalaise sera également posée.

Des officiers se plaignent de l'état de l'équipement des troupes face aux rebelles indépendantistes en Casamance.

Le président Macky Sall a évoqué la question de cette rébellion lors de sa visite en Gambie.

## Le 13e Régiment de Dragons Parachutistes recrute sur Facebook

Zone Militaire, 19 avril 2012 – 9:23

Jusqu'à un passé récent, le 13e Régiment de Dragons Parachutistes (RDP) était bien représenté sur Internet, notamment par le biais de son site officiel (<http://www.rdp13.terre.defense.gouv.fr/>) et celui de l'amicale regroupant ses anciens (<http://www.liendragonpara.net/>).



Seulement, ces deux publications en ligne ont depuis disparu, l'une renvoyant sur la page d'accueil du Ministère de la Défense, l'autre affichant une page quasiment blanche. Désormais, pour trouver des informations officielles sur cette unité de la Brigade des Forces Spéciales Terre (BFST), il faut se rendre sur le site de l'armée de Terre ou sur... Facebook, où [elle vient d'ouvrir une page](#).

Et c'est ainsi que l'on apprend que le 13e RDP doit recruter 35 commandos (ou « équipiers de recherche ») d'ici septembre 2012 via les 112

Centres d'Information et de Recrutement des Forces Armées (CIRFA). Les dossiers de candidatures seront évalués en juin prochain.

Par conséquent, les recrues potentielles âgées de 18 à 25 ans, ayant un casier judiciaire vierge, disposant de leurs droits civiques et d'une bonne condition physique n'ont plus beaucoup de temps pour passer les épreuves de sélection et « les tests d'agrément techniques unités spéciales au Département Evaluation ».

Cela étant, et alors que la Dicod vient de publier [son guide d'utilisation des réseaux sociaux](#), une photographie du 13e RDP montre clairement, si elle n'a pas été retirée depuis, les visages de deux de ses militaires... alors que c'est interdit (à moins que le cliché soit relativement ancien, ce qui n'est pas précisé).

Pour ce qui concerne plus spécifiquement la communication via les réseaux sociaux, plusieurs unités ont ouvert leur page officielle sur Facebook au cours de ces derniers mois.

Cependant, elles ont souvent été précédées par des initiatives privées. C'est ainsi que l'on peut trouver des pages concernant des régiments ou des escadrons sans avoir le tampon « officiel ». Il s'agit, selon leurs créateurs, de leur rendre un hommage, comme c'est le cas, par exemple, pour [le commando Kieffer](#) ou encore [le 1er Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine](#) (RPIMa), également membre de la BFST comme le 13e RDP, ou de créer un lien entre les anciens de ces unités comme l'illustre le groupe concernant [le CPA 10](#).

# Le génie de l'air en formation

Mise à jour : 19/04/2012 16:26

Au mois de mars 2012, la 1<sup>re</sup> compagnie du 25<sup>e</sup> régiment du génie de l'air (25<sup>e</sup> RGA) a effectué pendant quatre jours un exercice sur la base aérienne de Vouziers afin de certifier ses compétences opérationnelles. L'unité a pu mettre en œuvre ses différents savoir-faire, comme la remise en état d'une piste d'aviation.



L'objectif de l'exercice de la 1<sup>re</sup> compagnie du 25<sup>e</sup> RGA est clair : réhabiliter la base aérienne projetée de Vouziers.

Le capitaine Bertrand Lemire, commandant d'unité (CDU) de la 1<sup>re</sup> compagnie opérationnelle doit tout d'abord **identifier et réparer une piste opérationnelle** d'une taille minimale de 1000 mètres de long sur 30 de large. Le but est d'accueillir des avions tactiques dès le lendemain matin.

Le véhicule blindé de reconnaissance commence donc sa triple mission. Il doit repérer les endroits où la piste est abîmée, évaluer les dégâts, et éventuellement localiser des bombes ou des sous-munitions qui n'ont pas explosé à l'impact et qui nécessitent une intervention d'un tracto-chargeur blindé. **La section spécialisée dans la reconnaissance-dépollution** possède également des éléments opérationnels de déminage (EOD), qui traitent les bombes non explosées.

Une fois la piste dépolluée, le CDU peut définir la portion de piste à réparer et envoyer un cortège d'engins réparti en fonction des impacts répertoriés sur une carte. Plusieurs techniques, répondant à certains impératifs, sont utilisées lors de la réparation d'une piste. Par exemple, pour des avions tactiques, la surface d'atterrissage n'a pas besoin d'être lisse. En revanche, les avions de chasse nécessitent **un travail beaucoup plus minutieux**.



Mais la remise en condition de la piste n'est pas la seule mission du 25<sup>e</sup> RGA lors de cet exercice. En parallèle, le capitaine Lemire doit trouver un terrain sur la base arrière de Mourmelon, propice à l'atterrissage et au décollage d'avions tactiques pour l'évacuation de réfugiés. Un bon moyen d'évaluer **les compétences de la compagnie en reconnaissance de terrain sommaire**.

Cet exercice de synthèse de quatre jours vient clore un cycle annuel d'entraînement pour le 25<sup>e</sup> RGA. Ce régiment très spécifique est le seul dédié aux travaux publics. Il est composé uniquement de personnels de l'armée de Terre travaillant exclusivement au profit de l'armée de l'Air.

Droits : Armée de Terre 2012

## L'exercice Gulf 2012 a débuté à Abu Dhabi

Mise à jour : 20/04/2012 08:53

L'édition 2012 de l'exercice bilatéral «Gulf», organisé conjointement par les Émirats arabes unis (EAU) et par la France, a débuté le 15 avril pour se dérouler jusqu'au 3 mai, dans la région d'Abu Dhabi, aux EAU.



Au sein de cet exercice interarmées, qui engage 1800 militaires français, l'armée de l'air met en œuvre des avions de chasse, Rafale et Mirage 2000-5, ainsi qu'un avion-radar E-3F et deux hélicoptères Puma.

«Gulf 2012» constitue la démonstration de la capacité de la France à honorer son engagement en matière de défense auprès des Émiriens. Il contribue à l'entraînement des commandements de niveau «opératif» et au développement des principaux domaines d'interopérabilité de toutes les composantes des deux armées.



L'exercice bilatéral s'appuie sur des scénarios réalistes organisant des missions variées dans le but de faire travailler tous les participants lors de trois phases identifiées : montée en puissance, engagement et stabilisation. Il se divise donc en deux séquences, l'une entraînant les postes de commandement, du 15 au 26 avril, l'autre mettant en œuvre les acteurs de terrain, du 28 avril au 3 mai.

«Gulf 2012», qui se déroule tous les quatre ans et s'inscrit en application de l'accord de coopération de Défense, incarne les relations privilégiées de la France avec les EAU.

Retrouvez toute l'actualité de l'exercice [sur le site Internet de l'état-major des armées.](#)

Droits : © Armée de l'air

## Stage pratique d'officier de tir à Cazaux

Mise à jour : 20/04/2012 10:29

Du 10 au 27 avril 2012, le stage pratique d'officier de tir (SPOT) se déroule sur la base aérienne 120 de Cazaux.



Organisé par le centre d'expertise de l'armement embarqué (CEAE), SPOT consiste à former les futurs «référénts au tir» des forces aériennes et ainsi qu'à donner aux stagiaires une ouverture d'esprit et des connaissances accrues en matière d'armement.

Les équipages de Mirage 2000D (Nancy), de Mirage F1 (Mont-de-Marsan) et de Mirage 2000N (Istres) participant au stage ont ainsi l'occasion de délivrer un panel diversifié d'armements dans des configurations de tir

originaux. Ils se sont basés sur les retours d'expériences d'opérations extérieures telles que *Harmattan* en Libye. Ces missions leur permettent de se perfectionner au tir air/sol. Tout au long de SPOT, ils délivrent des bombes guidées laser de type GBU (12, 22, 24 et 16) sur le champ de tir de Captieux ou de Biscarosse.



Le rôle du CEAE consiste à analyser les tirs réalisés par les avions de chasse, en entraînement ou en opérations extérieures, pour contribuer à leur amélioration. En parallèle, le centre est également *leader* dans la formation dispensée en matière d'utilisation d'armement embarqué et organise une centaine de stages par an.



Droits : © Armée de l'air

**Atalante : un amiral français à la tête de l'opération européenne de lutte contre la piraterie**

**Le 7 avril 2012, depuis le bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) Marne, le contre-amiral Dupuis adjoint du commandant de la force aéromaritime française de réaction rapide (FRMARFOR), a pris le commandement à la mer de la force maritime de l'opération européenne de lutte contre la piraterie (Mission EUNAVFOR Atalante).**

### **Dans quel contexte opérationnel prenez-vous le commandement de la force Atalante ?**

L'environnement opérationnel est complexe et les enjeux multiples, qu'il s'agisse d'enjeux de stabilité régionale, d'enjeux humanitaires, notamment en Somalie, ou bien évidemment de sécurité maritime dans l'ouest de l'océan Indien.



La force européenne a pour mission de répondre et de mettre en œuvre les résolutions 1814, 1816 et 1836 de l'ONU qui appellent la communauté internationale et les États à protéger les bâtiments du PAM (Programme alimentaire mondial) transportant l'aide alimentaire aux 1.6 millions de Somaliens en détresse alimentaire, mais aussi à réduire et neutraliser les capacités d'action des pirates dans le bassin somalien et le golfe d'Aden.

Les bâtiments de la force Atalante ne sont pas seuls sur zone. Nous agissons aux côtés d'autres bâtiments : certains sont placés sous le commandement de l'OTAN (mission *Ocean Shield* assignée à la *Task Force 508*), d'autres de la *Task Force 151* placée sous le commandement d'une force maritime de coalition régionale (CMF : *Combined maritime force*) pilotée par les Américains, d'autres enfin sont déployés de façon indépendante et restent sous commandement national. Au total, entre 20 et 30 bâtiments militaires et des avions de patrouille maritime sont déployés en permanence en océan Indien et contribuent directement ou indirectement à la sécurité maritime et à la lutte contre la piraterie.

### **La zone de piraterie s'est considérablement étendue. Quels sont les intérêts français et européens dans cette zone ?**

La piraterie sévit actuellement dans la majeure partie du nord-ouest de l'océan Indien. La zone s'étend de Madagascar au Sultanat d'Oman et des Maldives au Kenya, soit 2500 nautiques sur 1500, l'équivalent de la superficie de l'Europe !

Depuis 2008, la zone d'action s'est étendue en raison de l'évolution des tactiques et des moyens des pirates. Ils parviennent maintenant à intervenir loin en mer (jusqu'à 1500 nautiques des côtes), où ils opèrent à partir de bateaux-mères (les *mother ships*), généralement eux-mêmes piratés et sur lesquels sont près positionnés des barques d'attaques (les *skiffs*).

Cette zone d'action revêt une importance stratégique majeure pour la France et pour l'Europe puisque environ 25000 navires transitent annuellement dans le golfe d'Aden. Par ailleurs, la France est également concernée par les zones de pêche au large des Seychelles, dans le bassin somalien et dans lesquelles travaille une flottille de thoniers français.

## Comment évolue la situation sur zone et quelles sont les réflexions en cours pour améliorer le dispositif de lutte contre la piraterie ?

Tout d'abord, il faut constater que l'action des forces militaires, associée à la mise en œuvre par les bâtiments civils de mesures de défense passive, porte ses fruits. Si le nombre d'attaques est resté globalement stable ces derniers mois, le nombre d'attaques réussies et donc de bâtiments piratés a sensiblement diminué. Le taux de réussite des attaques est ainsi passé de 25% à 11% entre 2008 et 2011.

Par ailleurs, pour améliorer la protection des navires du PAM et de l'AMISOM (African Union Mission In Somalia), des équipes de protection embarquées à bord des navires complètent, voire se substituent à l'escorte par les moyens militaires. Ces équipes sont composées de militaires et mises en place sur les bâtiments civils ralliant les ports somaliens. Après une période de formation aux problématiques maritimes, les militaires africains de l'AMISOM commencent à développer leur capacité à assurer eux-mêmes cette tâche sur les bâtiments sur lesquels ils sont embarqués. Ce dispositif doit permettre aux frégates de mener d'autres missions comme la recherche des *mother ships* qui servent de bâtiment support pour les actions de piraterie en haute mer.

## À titre personnel et en tant que commandant de la force maritime, comment abordez-vous cette mission ?



Avec impatience: se voir ainsi confier une force multinationale de cette importance représente en effet un challenge important et extrêmement motivant. Or, je sais que je peux m'appuyer sans réserve sur un état-major multinational<sup>(1)</sup> motivé et conscient des enjeux et compter sur des équipages compétents et parfaitement entraînés, quelle que soit leur nationalité. J'aborde donc cette mission avec confiance.

De plus, l'Union européenne vient d'autoriser l'extension de la zone d'opérations d'Atalante à la zone littorale et aux eaux intérieures somaliennes. Cette évolution était attendue pour compléter la « boîte à outils » de la force.

Cette décision montre encore une fois la capacité d'Atalante, de l'UE, à s'adapter en permanence à l'évolution de la menace et du contexte régional.

Cette décision politique enfin doit être déclinée aujourd'hui en plan d'opérations militaires. Il ne s'agit pas de débarquer demain en Somalie mais bien de pouvoir mettre en œuvre un mode d'action supplémentaire. Un MA qui nous permettra d'agir sur la menace avant qu'elle quitte son camp de base.

Nous devons encore réfléchir aux différentes



façons dont on pourra le mettre en œuvre, à quels moments aussi, avec quels moyens, suivant ceux dont on dispose déjà au sein de l'opération *Atalante*.

(1) L'État-major compte 29 personnes dont 10 officiers et officiers mariniers alliés.

Propos recueillis par LV Colomban Errard

Sources : © Marine nationale

## Atalante : le Nivôse rejoint la force européenne de lutte contre la piraterie

Mise à jour : 20/04/2012 09:04

La frégate de surveillance (FS) *Nivôse* a quitté la base navale de Port-des-Galets (Ile de La Réunion) pour rejoindre l'opération *Atalante* le 16 avril 2012.



Le dispositif français engagé dans l'opération *Atalante* compte désormais les deux frégates *Aconit* et *Nivôse* [\[lien vers la brève sur la dernière action de l'Aconit\]](#), le bâtiment de commandement et de ravitaillement *Marne* qui embarque l'état-major de la force, un avion de patrouille maritime *Atlantique 2* (ATL 2) basé à Djibouti [\[lien vers la brève déploiement d'un ATL 2\]](#), ainsi que les bâtiments de la mission *Jeanne d'Arc* (*Dixmude* et *Georges Leygues*)

qui apportent leur soutien à l'opération depuis le 23 mars 2012 [\[lien vers la brève\]](#).

Par ailleurs, la *Marne* a débuté le 15 avril dans le nord-est de l'océan Indien l'escorte du MV *Sunrise V*, affrété par le Programme alimentaire mondial (PAM). Elle sera relevée dans cette tâche par la frégate *Aconit* à l'ouvert du Golfe d'Aden, où elle patrouille depuis plusieurs jours.

L'opération *Atalante* a donc pour mission de :

- fournir une protection aux navires affrétés par le PAM;
- protéger les navires marchands;
- recourir aux moyens nécessaires, y compris à l'usage de la force, pour dissuader, prévenir et intervenir afin de mettre fin aux actes de piraterie ou aux vols à main armée qui pourraient être commis dans les zones où ceux-ci s'exercent.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## FAZSOI : formation au profit de l'unité de garde-côte comorienne

Mise à jour : 18/04/2012 20:29

Du 5 au 9 avril 2012, la vedette de surveillance côtière de la gendarmerie maritime *Odet* a fait escale au port de Moroni aux Comores. S'inscrivant dans le cadre de l'accord de partenariat en

matière de défense et de sécurité, l'équipa a conduit une formation au profit de stagiaires comoriens appartenant à l'unité de garde-côtes, à la gendarmerie, à la police et aux autorités portuaires.



Les stagiaires étaient des militaires ou fonctionnaires issus de l'unité de garde-côtes, de la gendarmerie, de la police et des autorités portuaires.

Cette mission a fait suite à une demande exprimée par les autorités comoriennes lors de la visite au début du mois de février 2012 du général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, Directeur de la coopération de sécurité et de défense, et du général Jean-François Hogard, commandant les Forces armées de la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI). Le président comorien avait alors exprimé sa volonté de renforcer la sécurité intérieure, terrestre et maritime des Comores.

Les instructeurs français ont conduit des actions de formation dans les domaines suivants : la navigation, la réglementation, le secours maritime et la lutte contre les activités illégales en mer.

Le 7 avril, un exercice commun au large de la Grande Comore a été l'occasion pour les stagiaires de mettre en application l'instruction reçue. Le scénario reprenait le contexte d'une intervention contre un navire en pêche illégale dans les eaux territoriales.

Cet exercice a montré la capacité de l'unité de garde-côtes à se projeter et intervenir dans ses eaux côtières à partir du port de Moroni.

D'autres actions de coopération bilatérales de formation et d'expertise sont déjà prévues en 2012.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

## La France et le Sénégal signent un accord de défense « rénové » (MàJ)

Zone de Défense, 18 avril 2012 – 17:07

A l'occasion d'un discours prononcé en Afrique du Sud, en février 2008, le président Sarkozy avait annoncé que les 8 accords de défense liant la France à ses anciennes colonies africaines allaient être revus afin de les débarrasser de leurs clauses secrètes, lesquelles servirent de cadre, par le passé, à des interventions militaires françaises visant à aider un dirigeant africain à se maintenir au pouvoir ou à le déposer en fonction des intérêts de Paris.

Désormais, pour la France, il s'agit de développer des pôles régionaux de coopération militaire, via l'Union africaine. D'où la réduction des effectifs des forces françaises en Afrique. Ainsi, 7 accords ont été renégociés au cours de ces trois dernières années. Tous ont été – ou seront – intégralement publiés.

Après le Togo et le Cameroun en 2009, le Gabon, la Centrafrique, les Comores l'année suivante, puis, récemment, Djibouti et la Côte d'Ivoire, c'est au tour du Sénégal de conclure un nouvel accord de défense avec la France.

Ce texte, attendu depuis longtemps, a été signé ce 18 avril par Nicolas Sarkozy et le nouveau président sénégalais, Macky Sall, à l'occasion de sa première visite en France depuis son élection. En outre, ce dernier ne sera pas venu pour rien puisqu'il a également obtenu un prêt de 130 millions d'euros dans le cadre d'un accord budgétaire.

« Dans le contexte dont j'ai hérité du Sénégal, c'est un gros ballon d'oxygène que vous me donnez, que vous donnez au peuple sénégalais », a déclaré le président Sall, qui a par ailleurs estimé que le nouvel accord de défense « permettra de définir les nouvelles relations militaires entre la France et le Sénégal dans un contexte de démocratisation, de transparence ».

Par ailleurs, le président Sall a évoqué la question du terrorisme dans la région. C'est « une réalité qui touche tous les pays de l'Afrique de l'Ouest » a-t-il affirmé. « Aujourd'hui, le Sénégal est devenu un pays de la ligne de front, d'où la nécessité – et je dis devant le président Sarkozy – de nous renforcer, de renforcer notre coopération en matière d'échanges d'informations sur ces questions de sécurité qui menacent la stabilité » a-t-il ajouté. Et cela d'autant plus que le territoire sénégalais partage une frontière avec le nord du Mali, où des groupes jihadistes se sont établis à la faveur de l'avancée de la rébellion touareg.

Cela étant, la France n'a pas attendu l'établissement d'un nouvel accord pour revoir à la baisse ses effectifs militaires au Sénégal, l'ancien président du pays, Abdoulaye Wade, ayant souhaité récupérer au plus vite les emprises occupées par les forces françaises, et notamment le camp « Bel Air », lequel a été restitué aux autorités sénégalaises en juin 2010.

Pour Paris, il s'agit de conserver au Sénégal un contingent de 300 hommes (sur 1.200 initialement), ainsi que des facilités pour la Marine nationale et l'armée de l'Air. Un an plus tard, les Forces françaises du Cap-Vert (FFCV) sont devenues les « Eléments français du Sénégal » (EFS), dont la mission est d'animer un « Pôle opérationnel de coopération » (POC) au profit des armées des Etats membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

## Sénégal : saut d'entraînement des troupes aéroportées sénégalaises avec les EFS

Mise à jour : 15/04/2012 12:10

Le 3 avril 2012, les troupes aéroportées des Forces armées sénégalaises (FAS) ont réalisé un saut d'entraînement avec les parachutistes des Eléments français au Sénégal (EFS) au-dessus du lac Retba, plus connu sous le nom de « lac rose », à 40 km au nord de Dakar.



Aux sols, accompagnés d'un conseiller des EFS, les marqueurs sénégalais ont assuré la mise en place du marquage opérationnel et la mesure constante du vent. En cas d'accident, une équipe médicale des FAS était également présente sur la zone de saut.

Dans les airs, à bord de l'avion de transport tactique *C160 Transall* du groupement de transport opérationnel (GTO) des EFS, l'équipe de largueurs du 1<sup>er</sup> Régiment du train parachutiste (RTP), accompagnée de largueurs sénégalais, a coordonné la sortie des parachutistes par les portes latérales.

Lors des trois premiers passages, à 300 mètres d'altitude, une quarantaine de parachutistes des deux nations s'est élancée pour un saut à ouverture automatique. Le *Transall* a ensuite gagné une altitude de 3500 mètres afin de permettre l'entraînement de la douzaine de chuteurs opérationnels français et sénégalais présents (2 chuteurs français et 10 chuteurs sénégalais).

Chaque année, une dizaine de sauts d'entraînement et de brevet est planifiée dans la cadre de la coopération. Ils contribuent à la montée en puissance des troupes aéroportées des FAS amenées à être engagées au sein de la force africaine en attente (FAA).

Sources : EMA , Droits : Ministre de la Défense et des anciens combattants

## L'ETOM 58 toujours prêt!

Mise à jour : 18/04/2012 15:16

Du 13 au 20 avril 2012, l'escadron de transport outre-mer (ETOM) 58 «Antilles» de Martinique assure l'alerte SAMU au profit de la Martinique et de la Guadeloupe à la place de la section aérienne de gendarmerie (SAG).



Cette responsabilité est la prolongation de l'alerte que l'ETOM 58 a assurée un peu plus tôt du 2 au 7 avril 2012. En raison de l'indisponibilité de l'Écureuil de la SAG et également des deux hélicoptères de la sécurité civile, ce sont les Fennec et Puma de l'armée de l'air qui ont à nouveau repris le flambeau dans la conduite de missions de secours à la personne. Les avions de transport Casa ont également été mis à contribution.

Depuis le début de l'année, l'ETOM 58 a ainsi réalisé treize évacuations sanitaires (Évasan), dont sept au cours du mois d'avril.

En parallèle de ces interventions, le Puma de l'unité a assuré les déplacements du chef d'état-major de l'armée de terre, accueilli par les forces armées aux Antilles.

Droits : © Armée de l'air

## L'Adroit en visite en Afrique du Sud en septembre prochain

Ligne de Défense, 16.04.2012



L'Adroit, l'OPV que DCNS loue à la Marine nationale, se rendra en Afrique du Sud en septembre prochain. L'annonce a été faite, au Cap, lors de l'Indian Ocean Naval Symposium (auquel devait assister le CEM

de la Marine nationale mais qui a été remplacé par l'Inspecteur de la marine).

Selon James Fisher, le CEO de [Nautic Africa](#) ([anciennement KND](#)), la société sud-africaine avec laquelle DCNS est en partenariat, les *Gowind* sont les navires les plus modernes qui sont actuellement proposés aux Sud-Africains qui ont lancé [le projet Biro](#) pour s'équiper en patrouilleurs hauturiers et en patrouilleurs côtiers (Nautic Africa a créé une *joint venture* avec Austal pour ce dernier type de navires).

L'amiral Teuteberg, directeur de la stratégie au sein de la SA Navy, a également précisé à mes confères de [DefenceWeb](#), que le gouvernement sud-africain a décidé que les navires du projet Biro devront être construits en Afrique du Sud.

## Joint Warrior : une union franco-britannique renforcée

Mise à jour : 18/04/2012 10:23 - Auteur : Asp Alexandra Lesur-Tambuté

**Organisé du 16 au 27 avril 2012 en Écosse, l'exercice *Joint Warrior* accueille six Alphajet de l'escadron d'entraînement du 2/2 «Côte d'Or» de la base aérienne 102 de Dijon et un Transall C160 de l'escadron de transport 1/64 «Béarn» de la base aérienne 105 d'Évreux.**

Le 2 novembre 2010, la France et la Grande-Bretagne ont signé des accords de coopération sans précédent en matière de défense et de sécurité. *«Depuis, les liens entre l'armée de l'air française et la Royal Air Force (RAF) se sont singulièrement resserrés, affirme le lieutenant-colonel Simon Bellamy de la RAF et actuellement officier de liaison au sein du commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes. Et d'ajouter : «Je pense particulièrement aux opérations aériennes menées au-dessus de la Libye».*



Le prochain événement mettant à l'honneur cette collaboration est l'exercice britannique interarmées et interalliés *Joint Warrior*. Organisé à partir de la base aérienne de Leuchars, en Écosse, ce Livex (exercice en conditions réelles) est considéré comme l'un des exercices les plus importants d'Europe en termes d'appui tactique. De plus, il a pour objectif *« d'intégrer pleinement l'armée de l'air française au sein des opérations interarmées de la RAF »*, souligne le commandant.

À cette fin, six Alphajet de l'escadron d'entraînement 2/2 «Côte d'Or» de la base aérienne 102 de Dijon se déploieront sur la base aérienne écossaise. *«Nous serons logés au 6<sup>e</sup> Squadron qui nous prête une partie de ses locaux»,* explique le commandant Ludovic Meffre, commandant l'escadron d'entraînement 2/2 «Côte d'Or». Au près des Hawk du 100<sup>e</sup> Squadron, les Alphajet auront pour principale mission de générer des menaces (Red Air) au profit des forces « frontline » opérationnelles. Par ailleurs, ils réaliseront des missions d'appui aérien rapproché (CAS - *Close Air Support*) et simuleront des attaques de bateaux en coordination avec la RAF et la *Royal Navy*. *«En parallèle à l'exercice Joint Warrior, nous effectuerons également des missions Red Air spécifiques au profit des Typhoon du 6<sup>e</sup> Squadron»,* ajoute le commandant. Pour l'escadron d'entraînement français, les objectifs sont multiples. Il s'agit, entre autres *« d'intégrer les jeunes pilotes dans les missions Red Air, de progresser dans la professionnalisation du pilote dit « Aggressor », de former les pilotes qui*

*cumulent la qualification de Forward Air Controller (FAC – contrôleur air avancé) ou encore de pratiquer la langue anglaise, universelle dans le domaine de l'aéronautique », détaille le commandant Meffre.*

De son côté, l'escadron de transport 1/64 «Béarn» sera stationné sur le terrain de Prestwick et participera à *Joint Warrior* du 16 au 21 avril. Le Transall C160 français sera déployé en binôme avec un Hercules C130 britannique. Au programme : largage de personnel et matériel, poser d'assaut ou encore entraînement au vol basse altitude de jour et de nuit.



Pour compléter l'environnement tactique réaliste et dense de cet exercice, d'autres moyens aériens seront mis en œuvre tels un E-3D (avion radar britannique), un ravitailleur VC10 de la RAF, un DA20 dédié à la guerre électronique ou encore des hélicoptères américains et britanniques.

Devant prendre le commandement de la composante aérienne de la force de réaction rapide de l'Otan (NRF13) en janvier 2013, la RAF s'appuiera tout au long de l'année sur l'expertise française, en particulier dans la préparation des forces, notamment lors des prochains exercices bilatéraux *Noble Ardent 12* et *Steadfast Junction 12*, étapes indispensables à la certification des forces aériennes britanniques.

### Entraînement des jumeaux

Du 10 au 13 avril 2012, soit la semaine précédant l'exercice *Joint Warrior*, les six Alphajet de l'escadron 2/2 «Côte d'Or» se déploient à Leeming, à l'est de la Grande-Bretagne, afin de rejoindre les Hawk du 100<sup>th</sup> *squadron de la Royal Air Force*. Au sein de leurs armées respectives, ces deux escadrons *Aggressor* assurent l'entraînement des forces aériennes opérationnelles en réalisant des missions *Red Air* (en simulant le rôle d'«agresseur»).

«Le 100<sup>th</sup> *squadron* est notre jumeau», explique le commandant Ludovic Meffre, commandant l'escadron d'entraînement 2/2 «Côte d'Or». Cette gémellité est le fruit du hasard puisque «*c'est dans un contexte de rationalisation et sans la moindre concertation que la Royal Air Force et l'armée de l'air ont trouvé le même moyen d'entraîner leurs forces*», précise le commandant Meffre.

Les Alphajet français et les Hawk partagent régulièrement leurs expériences et s'entraînent conjointement au cours de divers exercices. Un projet de jumelage entre ces deux escadrons «*Aggressor*» devrait d'ailleurs très prochainement voir le jour.

Droits : © Armée de l'air

## Les armées de l'air hispanique et française s'entraînent ensemble

Mise à jour : 17/04/2012 16:40

L'escadron de chasse 2/5 «Île-de-France» participe, du 13 au 27 avril 2012, à l'exercice multinational de Défense aérienne (DACT), qui se déroule sur la base aérienne de Gando, sur l'île Grande Canarie, en Espagne.



Le 2/5 déploie cinq Mirage 2000C RDI et un détachement d'une soixantaine d'aviateurs pour cet exercice, dont l'objectif est d'entraîner les équipages au combat aérien entre avions de différents types, tout d'abord lors de missions simples, puis au sein de dispositifs complexes (jusqu'à 40 appareils engagés).

La présence du détachement français vise à démontrer la capacité de l'armée de l'air à déployer, sur une plateforme aux normes otaniennes, un dispositif de chasse autonome et

à conduire des opérations interalliés à un rythme soutenu.

C'est la première fois que l'armée de l'air française s'implique dans cet exercice, organisé par son homologue hispanique, et qui existe depuis quelques années. Les voisins européens seront les deux seuls pays à participer à DACT.

Droits : © Armée de l'air

## Manœuvres Militaires Sans frontières pour l'exercice de la fonction de Tri

Les équipages de la RAF Leeming unissent leurs forces avec leurs homologues français de fournir des forces de l'ennemi pour plu axé sur le point de vue tactique exercice une Europe une véritable « entente cordiale ».

Exercice JOINT WARRIOR (JW) est un exercice multinational et large, tri-service UK mené au printemps et l'automne de chaque année. La première JW 2012 (JW 121) aura lieu entre 16 – 26 avril 2012 et vise à fournir une formation coordonnée pour tous les trois armées Services britanniques, avec visite des forces des nations alliées.



Joint Warrior fera appel à des compétences d'une pléthore de terrain, actifs, air et mer et les efforts combinés de la base RAF Leeming 100 ESC et 2/2 Côte d'or Escadron de Dijon ajoutera un unique 'air rouge' ou le défi de l'adversaire à celles de l'exercice.

Cette semaine, ESC 100 et 2/2 E ESC ont travaillé ensemble pour préparer le Joint Warrior, s'appuyant sur des relations qui se sont formées lorsqu'ESC 100 a déployé à Dijon l'an dernier pour exercice Epias. Alors qu'en France, il devint rapidement évident que des deux unités rôles très similaires et attitudes de sorties permettrait l'intégration complète de leurs différentes capacités.

Officier commandant 100 Escadron, commandant de l'Escadre Christian Gleave, dit: « lorsque nous avons mélangés entre eux, les types de deux avions, ce qui a été produit était quelque chose qui était plus grand que la somme de ses parties - très bien une capacité symbiotique.

« L'armée de l'Air est presque exactement la même que la RAF dans son approche de la puissance aérienne et ESC E 2/2 a un rôle presque identique à nous-mêmes. Nous sera complètement intégrés comme force un agresseur pendant toute la durée du Joint Warrior, bien que les ESC 100 dirigera la plupart des sorties de protocole.



« Nos avions sont très similaires en termes de performances, bien que le fait que les jets Alpha ont deux moteurs et une aile plus grande signifie qu'il sera en mesure de présenter un adversaire que ceux sur l'exercice – comme le typhon – peuvent être pas à. »

Hawk T1A aéronefs, 100 ESC sert la Royal Air Force « Escadron d'agresseur » et un adversaire très agile de forces de combat-air de RAF. Plus récemment, alors que la ligne de front de RAF a été fortement engagé outre-mer, ESC 100 a fourni formation opérationnelle et la monnaie pour les Forces terrestres et maritimes

avant leur déploiement en Afghanistan et en Libye.

Major Ludo Meffre, officier commandant du 2/2E Escadron est aussi sentiment très positif sur les avantages du Joint Warrior pour toutes les parties concernées. Il a dit: « 100 ESC et nous pourrions être considérés jumeaux parce que nos missions sont exactement les mêmes. Nos deux forces ont venu avec exactement la même solution aux équipages de la formation de la ligne de front. J'aime travailler avec la RAF, parce qu'ils sont très professionnels et ont des normes élevées. C'est un plaisir de travailler avec eux, et tout le monde apprend beaucoup. »

Cette semaine 100 ESC et ESC 2/2 vont construire sur les leçons de l'année dernière afin qu'ils peuvent obtenir les meilleurs effets possibles de leurs jets respectifs de Hawk et Alpha dans le rôle de « air rouge » – ou ennemi aux fins de l'exercice. Et parce que leurs appareils sont relativement similaires en capacité les deux nationalités seront ouverts des formations entièrement mixtes lors de guerrier mixte.



**Éditeur :** Lynne Dunne

**Photographies :** Français Alpha Jets le détachement à RAF Leeming.

100 D'Escadron à la Royal Air Force Leeming pour la couverture de la préparation du guerrier conjointe avec l'armée de l'Air.

## La deuxième compagnie de l'EPPA à l'eau !

Mise à jour : 18/04/2012 10:13

L'exercice "Fort Malbousquet", intégré au programme des formations institutionnelle et militaire des élèves infirmiers de 2<sup>e</sup> année de l'école du personnel paramédical des armées (EPPA), fait partie de la préparation physique et mentale du combattant (PPMC) dont l'objectif est de développer et d'entretenir un esprit d'entraide, de solidarité et de cohésion.



Arsenal de Toulon, 8 h 30 - Un moniteur présente l'exercice et rappelle les règles à respecter : les deux sections d'élèves de l'EPPA doivent franchir, en moins de trois heures, des parcours, l'un terrestre et l'autre nautique parsemés d'obstacles, générant des situations de recherche et de prise en charge de blessés, tout en transportant des charges lourdes et des matériels divers.

L'épreuve débute par un échauffement sous les commandements tonitruants des moniteurs.

Puis les élèves pénètrent dans l'eau pour les premiers exercices, effectués sous la menace d'un plastron constitué de fusiliers marins. A la sortie du bassin, le groupe trouve charges et matériels. Après un franchissement d'obstacle, débute le parcours terrestre dans les douves du Fort Malbousquet. Progression sur terrain accidenté, prise en charge de blessés, transport de blessés sur civière dans l'obscurité d'un tunnel d'une cinquantaine de mètres de long et sécurisation de zone dans l'attente d'un groupe d'intervention de sauvetage des blessés se succèdent.

Puis, le parcours nautique commence. La totalité du groupe doit franchir le bras de mer entre les deux berges de la darse. Par binôme, il s'agit de sauter du quai, de nager jusqu'à un filet flottant à la surface et de passer dessous, de rejoindre des caissons flottants, de sortir de l'eau, de sauter à nouveau dans l'eau et de remorquer son binôme.

Après trois heures intenses, la fin de l'exercice est annoncée par les moniteurs. Les élèves infirmiers se sont dépassés dans l'effort, la cohésion est renforcée et certains élèves se sont révélés comme chef de groupe dans cette mise en situation délicate et potentiellement stressante

## Visite du directeur central au CMA de Nîmes-Orange-Laudun



Mise à jour : 19/04/2012 11:49

Le médecin général des armées Gérard Nédellec, directeur central du service de santé des armées, s'est rendu au Centre médical des armées (CMA) de Nîmes-Orange-Laudun, le jeudi 12 avril 2012.

Le CMA de Nîmes-Orange-Laudun est particulièrement marqué par son caractère interarmées. Il soutient les états-majors de la base de défense et

de la 6<sup>e</sup> brigade légère blindée, trois régiments de la légion étrangère, un régiment du matériel accueillant un centre de formation, le 503<sup>e</sup> régiment du train basé à Nîmes-Garons, la base aérienne d'Orange, une antenne médicale dans une enceinte de gendarmerie à Montpellier, sans oublier les antennes vétérinaire et de médecine de prévention de Nîmes.

Le directeur central a présidé une prise d'arme rassemblant la quasi-totalité des personnels du CMA et de ses antennes. Il a remis la croix de la valeur militaire à un infirmier cité pour son action lors de sa projection sur le théâtre afghan, puis il a remis symboliquement l'insigne du CMA à son commandant, au médecin chef adjoint et à l'infirmier major.



Après des entretiens avec le commandant de la base de défense et les représentants des forces et de la région de gendarmerie Languedoc-Roussillon, le directeur central a rencontré chaque catégorie des personnels militaires et civils, d'active et de réserve, lors de tables rondes.

## Visite du directeur de l'ARS à la DRSSA de Lyon

Mise à jour : 16/04/2012 13:08



Le mardi 3 avril 2012, le directeur régional du service de santé des armées (DRSSA) de Lyon, le MGI Sarthou-Moutengou, a accueilli une délégation de l'Agence régionale de santé (ARS), composée de son directeur, du directeur adjoint, de la directrice de la santé publique et du conseiller médical.

A l'issue d'une présentation de la DRSSA et des Centres médicaux des armées (CMA) par le directeur les diverses possibilités de collaboration entre l'ARS et la DRSSA de Lyon, en situation de crise ou non, ont été abordées dans le cadre, notamment, de la parution du décret du 30 janvier 2012 relatif à la contribution du SSA à la politique de santé publique.

La médaille de la DRSSA de Lyon a été remise à M. Jacquinet, directeur de l'ARS de Lyon.

## Tchad : visite du directeur central du service de santé des armées

Mise à jour : 16/04/2012 11:46

**Du 27 au 29 mars 2012, le médecin général des armées (MGA) Gérard Nédellec, directeur central du service de santé des armées (DCSSA) a visité le dispositif santé de la Force Épervier.**

Après une première journée consacrée à la découverte des postes médicaux du camp Croci à Abéché et du détachement français à Faya, le directeur central du service de santé des armées a été accueilli par le commandant de la Force (COMANFOR) Épervier, à Zouar au nord-ouest du Tchad. Sur cette base opérationnelle avancée, des soins sont actuellement dispensés, par un

dispositif armé par des renforts de métropole, à une population isolée. Dans cette région, les structures médicales habituelles les plus proches se trouvent à une journée de trajet en véhicule et une semaine à pieds.



De retour à N'Djamena, le MGA Gérard Nédellec a visité le centre médico-chirurgical (CMC) de la base Kosseï. Le CMC comprend notamment un service médical interarmées et une antenne chirurgicale de pointe, dotée de lits de réanimation et d'un scanner.

Le DCSSA a ensuite animé des tables rondes avec le personnel santé, avant d'assister à la présentation d'un avion de transport Casa CN235 équipé en configuration d'évacuation sanitaire MASCAL.

Le directeur central a enfin été reçu par son homologue tchadien qui lui a présenté l'Hôpital militaire d'instruction (HMI) de N'Djamena, où est insérée une équipe médico-chirurgicale française.

## Test d'efficacité des cabines blindées du futur camion de l'avant

Mise à jour : 17/04/2012 11:31

Le programme du camion de l'avant, successeur du camion-citerne projetable CBH 385 6 x 6 18 m3, est bien engagé. Sa réalisation a été confiée fin 2010 au groupement d'industriels Scania-Maisonneuve-Essonne Sécurité sous maîtrise d'ouvrage assurée par la direction générale de l'armement (DGA).



**En raison de leur vulnérabilité, le SEA s'est engagé dès 2006 à équiper les futurs véhicules pétroliers opérationnels de dispositifs de protection dès leur acquisition. Conformément à cet engagement, le camion de l'avant disposera d'une cabine blindée contre les projectiles, les mines et les IED (improvised explosive devices).**

En cinq tirs normalisés, l'établissement de la DGA situé à Bourges a procédé impitoyablement sur un véhicule témoin aux essais de qualification de la cabine protégée. Le 19 mars 2012, des représentants du SEA ont assisté à l'un des tirs les plus dimensionnants d'une charge de 30 kg située à 5 mètres de la portière côté conducteur.





D'autres simulations ont permis d'évaluer la protection complémentaire du SLAT ARMOR contre les roquettes à charge creuse type RPG7, la résistance du plancher aux tirs de mines anti-char... Le comportement de l'équipage a été observé depuis l'intérieur de la cabine par une série de caméras à l'aide de mannequins instrumentalisés.

Le camion de l'avant s'est comporté de manière satisfaisante à toutes les agressions prévues. Il a obtenu la qualification pour l'ensemble des critères à l'exception du plancher qui devra être renforcé. Un tir de vérification sera réalisé en juin.

Particulièrement endommagé, le véhicule témoin est déclaré inapte à l'emploi. Bien évidemment, cette restriction avait été intégrée dans les clauses du marché, la vérification de l'efficacité du système et la sauvegarde des équipages du SEA étant à ce prix

En revanche, les mannequins ayant parlé, les équipages du SEA devront prendre l'habitude de disposer dans la partie arrière de la cabine tout ce qui ne peut y être fixé solidement, boîte de ration, téléphone portable, bouteille d'eau ...

## Le futur Aster-30 pourra intercepter des missiles de 1500 km de portée



La prochaine version du missile Aster 30 dite B1-NT (Block 1 - Nouvelles technologies) aura la capacité d'intercepter des missiles balistiques d'une portée de 1500 kilomètres, contre 900 pour les engins actuellement en service dans l'armée de l'air et la marine. Les missiles d'environ 1500 km de portée sont, par exemple, les Ghauri pakistanais, No Dong nord-coréens, Shahab 3 iranien et DF 21 chinois.

Plus un missile est de longue portée, plus il est difficile à intercepter car sa vitesse est plus élevée lors de la phase de rentrée - au cours de laquelle l'interception a lieu. Ainsi un missile de 300 km de portée a une vitesse de 2,5 km/seconde (9 000 km/h) alors qu'un missile de 6000 km a une vitesse de 6 km/seconde (21 000 km/h).

Par sa polyvalence, le missile Aster 30 de MBDA n'a pas d'équivalent au monde. C'est à la fois un engin antiaérien et antimissile - capable tout à la fois d'intercepter des missiles balistiques et des missiles de croisière supersoniques, comme il vient de le démontrer lors de deux essais.

## Matignon impose le successeur du PR4G à Bercy: c'est Thales le grand gagnant

Ligne de Défense, 16.04.2012

François Fillon a tranché et donné un carton rouge à Bercy qui faisait de l'obstruction sur le dossier! Thales va donc remplacer les 33 000 **PR4G** en service dans les armées françaises par des postes radio mieux sécurisés et capable d'échanger avec ceux des forces alliées. Les livraisons en pré-séries sont attendues vers 2016.

Le groupe d'électronique est prêt à mettre 250 millions de sa poche pour le développement mais ce contrat doit rapporter à l'équipementier de 150 à 200 millions d'euros par an sur une période de 22 ans. La DGA estime le renouvellement et la maintenance sur 30 ans de tout le parc français à au moins 3 milliards d'euros en tout.

En outre, l'importance de ce marché dépasse les frontières hexagonales. Thales pourrait aussi assurer le remplacement des 150 000 **PR4G** vendus dans 43 pays.

## Le ministère de la Défense précise les modalités du programme CONTACT

Zone Militaire, 17 avril 2012 – 13:38



Le ministère de la Défense a confirmé la décision prise par le Premier ministre, François Fillon, de notifier à Thales Communications la première tranche du contrat visant à remplacer les postes de radio **PR4G** des forces françaises alors que Bercy s'y était opposé.

Ainsi, la décision porte sur le lancement de la première phase du programme **CONTACT** (Communications numérisées tactiques et de théâtre), qualifié de « stratégique », pour un montant exact de 263 millions d'euros afin de financer les travaux de développement,

lesquels sont basés sur la technologie « radio logicielle ». Au total, ce projet devrait coûter entre 3 et 4 milliards d'euros, étalés sur une vingtaine d'années.

Sans entrer dans les détails techniques, les postes de radio **CONTACT** permettront des transmissions simultanées et hautement sécurisés. **Le programme CONTACT** est un programme stratégique destiné à équiper, à partir de 2018, les forces armées en postes de radio tactiques de nouvelle génération, s'appuyant sur une technologie innovante de « radio logicielle ». Ainsi, ils constitueront un élément essentiel du programme **SCORPION** (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation), prioritaire pour l'armée de Terre car il suppose le renouvellement et la modernisation des équipements et des véhicules au niveau des groupements tactiques interarmes (GTIA). Les postes radio **CONTACT** permettront une **transmission simultanée et hautement sécurisée de voix et de données**. Ils constitueront un élément essentiel de la sécurité et de la capacité d'action tactique des fantassins et des véhicules blindés déployés en opération.

Aussi, **CONTACT** est un projet dit de cohérence, à l'heure où l'on parle de numérisation du champ de bataille (NEB) et que le système **FELIN** (Fantassin à équipements et liaison intégré) entre progressivement en dotation au sein des unités. Ces nouveaux postes radio « constitueront un élément essentiel de la sécurité et de la capacité d'action tactique des fantassins et des véhicules blindés déployés en opération » explique le ministère de la Défense. Par la suite, ils équiperont les avions de combat et de transport ainsi que les navires de la Marine nationale, afin de « donner aux forces françaises engagées en situation de combat les outils de communications interarmées nécessaires en plein exercice de leurs missions ».

Les postes radio CONTACT seront « principalement » fabriqués à Cholet. « Derrière Thales Communications, toute une filière industrielle est sollicitée pour fournir composants, cartes électroniques et logiciels mais aussi des fonctions à très haute valeur ajoutée dans le domaine des transmissions, des réseaux et de la sécurité » fait valoir l'Hôtel de Brienne.

« Je me félicite de cette décision qui s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de programmes ambitieux, définis par la loi de programmation militaire, visant à moderniser les équipements des armées. Le lancement du programme CONTACT est nécessaire, en toute hypothèse, et ne peut souffrir de retard liés aux aléas conjoncturels. Il en va de même pour tous les programmes d'équipement majeurs de nos forces » a déclaré Gérard Longuet, le ministre de la Défense.

## Le successeur du PR4G "principalement" construit à Cholet

Ligne de Défense, 17.04.2012



Le ministère de la Défense a confirmé ce matin le lancement du programme Contact portant sur la modernisation des radios tactiques de l'armée française. "Sa première tranche, d'un montant de 263 millions d'euros, est consacrée aux travaux de développement. Elle sera notifiée à Thales Communication dans les prochains jours", écrit le ministre de la Défense, Gérard Longuet, [dans un communiqué](#).

Selon le ministre, le programme contact sera principalement développé en région parisienne et les postes radio seront principalement fabriqués à Cholet. Créé en 1936, le site de Cholet emploie 900 personnes dont 400 ingénieurs; le site, que [Nicolas Sarkozy avait visité en janvier 2010](#) et où [Marc Lafineur s'était rendu en décembre dernier](#), occupe 50 000 m<sup>2</sup> de bâtiments sur une surface de 12 hectares.

## « Les commandes, ce n'est pas seulement pour maintenir la BITD »

Written by JGP on avril 14, 2012 – 6:21 -

*Le 14 février dernier, à l'occasion de la conférence « [Défense-Aéronautique : quelle adaptation des stratégies des industriels](#) », le général de corps aérien [Jean-Robert Morizot](#) (en remplacement du CEMA Édouard Guillaud) est intervenu sur le thème « *quelles attentes des armées face aux industriels de la défense ?* ».*



De façon intéressante, son intervention, devant un public composé de représentants d'Airbus, Dassault, Thales, Safran et autres, n'a pas été tant orientée sur le type d'équipements nécessaires aux besoins opérationnels des armées qu'à la posture que ces dernières attendent de leurs fournisseurs, en cette période de tension budgétaire, mais également sur le plus long terme. Un discours sans langue de bois, de la part d'un intervenant visiblement soucieux de faire passer certains messages en public. Dommage que le délégué général à l'armement, Laurent Collet-Billon, ait dû quitter la conférence un peu plus tôt.

Entamant son discours par les questions fondamentales du « pourquoi, comment et contre qui doit-on utiliser un armement ? », le général Morizot a voulu souligner que

les commandes, c'est pas seulement pour maintenir la BITD

Il est ensuite revenu sur la durée des programmes, qui selon lui s'inscrivent dans un temps trop long par rapport aux trajectoires budgétaires, aux durées des législatures et par voie de conséquence aux projections opérationnelles. En lien avec la dimension temporelle, vient naturellement le « coût astronomique des programmes ». Qui pour autant, ne sont rien par rapport aux coûts de possession, qui sont « à la limite du raisonnable », d'autant plus que l'on a « utilisé tous les bouts de ficelle ». Il traduisait ainsi, selon ses propres mots, une réelle préoccupation du CEMA, pour lequel le « futur n'est pas rassurant ».

Tous ceux qui ont quelques vagues connaissances du cycle de vie d'un équipement militaire savent bien que le MCO (maintien en condition opérationnelle) est in fine le poste le plus dispendieux. Mais comme l'explique Jean-Robert Morizot,

la durée de vie des matériels ne doit pas être matière à une rente de situation pour les industriels

Or il est vrai que, dans de très nombreux secteurs d'activité, les fournisseurs font leur marge sur les moyens et longs termes, en profitant de la relative captivité de leurs clients, auxquels ils ont pourtant consenti de lourdes remises lors de l'acquisition initiale.

Autre reproche, la complexité des armements :

Les industriels poussent au développement de systèmes très sophistiqués, que l'on a énormément de mal à faire fonctionner correctement lorsqu'on les reçoit

Remarque intéressante, car d'après les industriels que je côtoie et qui sont de l'autre côté de la barrière, les militaires et la DGA sont réputés pour « aimer se faire plaisir » en matière de spécifications et pour se laisser aller au toujours plus technologique.

Autre aspect qui se dégage implicitement de la citation ci-dessus, les progrès à réaliser dans la maîtrise de la conduite des programmes et dans les pratiques d'ingénierie systèmes, sur l'ensemble du cycle de développement (de la gestion des exigences jusqu'à la qualification opérationnelle). Un point également soulevé par le DGA lors de sa propre intervention en introduction de la conférence : il est nécessaire de se hisser au niveau de l'état de l'art en termes

de méthodes de travail, afin de franchir le « mur de la complexité » dans la conception des systèmes de systèmes. D'autant que comme l'ont révélé les RETEX de l'Opération Harmattan, notre boucle OODA est lacunaire et la connexion entre nos différents équipements (capteurs – C2) est imparfaite.

Les matériels doivent être utilisés par les soldats dans des situations souvent éprouvantes, on voit bien donc le danger de l'excès de complexité et de la « surspécification ». Mais les armées sont-elles prêtes pour autant, afin de raccourcir les délais et les coûts, à recourir à plus d'achat sur étagère ?

Il n'y a aucune réticence à l'achat sur étagère mais il convient d'en évaluer les conséquences.

Conséquences qui s'envisagent notamment à l'aune des besoins d'évolution des matériels, au vu de leur durée de vie et leurs nécessaires adaptations de finalités au cours de celle-ci. Mais également des besoins croissants d'interopérabilité, vue comme indispensable avec l'OTAN par le général Morizot, et plus particulièrement avec les Anglais et les Américains (ce qui n'est pas, il faut le relever, la même chose, car les Américains ont la fâcheuse habitude de n'être interopérables qu'avec eux-mêmes). On notera au passage que le recours au « off-the-shelf » et l'appui sur des standards partagés contribue à cette interopérabilité. Ceci indépendamment de toute logique de souveraineté économique et technologique, comme l'a montré le débat sur les drones MALE à l'automne 2011.

En résumé, le discours de Jean-Robert Morizot a eu pour mérite de mettre en lumière, de façon très explicite, les inquiétudes et les attentes du principal client de nos fleurons industriels de la défense, qui certes sont de plus en plus tentés par le civil et l'international, mais qui ne doivent pas oublier qu'ils sont un des maillons essentiels

JGP, Mon Blog Défense

## La Russie troisième acheteur d'armes au monde



© RIA Novosti. Artyom Zhitenyov, 15:05 18/04/2012, **MOSCOU, 18 avril**

La Russie se situe au troisième rang mondial en termes de dépenses militaires en 2011, selon un rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI).

D'après les experts de l'Institut, la Russie a dépassé le Royaume-Uni et la France avec des achats pour 71,9 milliards de dollars américains, soit une hausse de 9,3 % par rapport au niveau enregistré en 2010. Les Etats-Unis et la Chine restent en tête du classement, avec 711 et 143 mds USD respectivement.

Les analystes estiment également que Moscou pourrait augmenter davantage ses dépenses militaires, de 53% d'ici à 2014.

La Chine a elle aussi augmenté ses achats d'armes de 6,7 % sur la période en question. Selon les experts, la hausse des dépenses militaires de Pékin est liée à plusieurs conflits territoriaux impliquant la Chine, dont le litige frontalier avec l'Inde ainsi que les différends concernant l'archipel de Senkaku/Diaoyutai, disputé par le Japon, et les frontières maritimes en mer de Chine méridionale.

Les Etats-Unis ont pour leur part réduit leurs dépenses militaires de 1,2%, renonçant à plusieurs programmes de réarmement jugés trop onéreux. En outre, le retrait des troupes américaines d'Irak et la diminution de la présence militaire en Afghanistan ont permis au Pentagone d'économiser plusieurs milliards de dollars.

Dans le même temps, la Grèce, l'Espagne et l'Italie, qui peinent à combler leurs déficits budgétaires, ont réduit leurs dépenses militaires de façon drastique, indique le rapport.

## Tensions entre les Emirats arabes unis et l'Iran

Zone Militaire, 14 avril 2012 – 17:09

Rattachée aux Emirats arabes unis quand ces derniers étaient sous la tutelle britannique, [l'île d'Abu Moussa](#) est contrôlée depuis 1971 par l'Iran, c'est à dire après la décision du Royaume-Uni de quitter la région.

Depuis, Abu Dhabi et Téhéran se disputent la souveraineté de ce territoire de 12 km<sup>2</sup> situé à l'entrée du détroit d'Ormuz en raison de son importance stratégique et des réserves de pétrole qu'il est supposé receler.

Le 11 avril, à la veille d'une rencontre entre l'Iran et le groupe 5+1 (membres permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) au sujet du programme nucléaire iranien, le président Mahmoud Ahmadinejad s'est rendu sur cette île dans le cadre d'une tournée dans la province d'Hormuzgan, afin d'y réaffirmer son caractère « perse », attesté selon lui par des « documents historiques ».

Seulement, cette initiative n'a pas été du goût d'Abu Dhabi. « Cette visite est une flagrante violation de la souveraineté des Emirats arabes unis et un rejet de tous les efforts déployés en vue d'un règlement pacifique de l'occupation iranienne de trois îles émiraties (ndlr, Abu Moussa, et les îles de la petite et de la grande Tombe) » a ainsi réagi le ministre émirati des Affaires étrangères, le cheikh Abdallah Ben Zayed al-Nahyane.

« Cette visite ne change rien au statut juridique des (trois) îles, qui font partie intégrante du territoire émirati », a-t-il poursuivi. « L'initiative de M. Ahmadinejad témoigne des fausses allégations de l'Iran qui se dit soucieux d'établir des relations de bon voisinage et d'amitié avec les Emirats » a encore accusé le ministre.

Et, en guise de protestation, les Emirats ont rappelé leur ambassadeur en poste à Téhéran, à des fins de « consultation ». Et cela n'a pas semblé perturber le régime iranien. « La visite du

président Mahmoud Ahmadinejad sur l'île d'Abou Moussa (...) constitue une affaire strictement interne » a fait valoir le vice-ministre des Affaires étrangères, en charge des pays arabes et de l'Afrique, tout en insistant sur le fait que ces îles contestées « ont toujours appartenu à l'Iran et continueront à lui appartenir ».

Cela étant, cette visite du président Ahmadinejad a été qualifiée de « provocation » par Abdel Latif al-Zayani, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui rassemble les pétromonarchies sunnites de la région (Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar), lesquelles voient une main iranienne dans les mouvements d'humeur des minorités chiites faisant partie de leurs populations.

« Cette visite est une violation flagrante de la souveraineté des Emirats et ne change rien à la réalité historique et à la légalité de l'appartenance des trois îles aux Emirats arabes unis » a ainsi déclaré Abdel Latif al-Zayani. « Il s'agit d'un acte de provocation irresponsable qui contrarie la politique de bon voisinage du CCG à l'égard de l'Iran ainsi que ses efforts pour une solution pacifique du différend soit par la négociation soit par l'arbitrage international » a-t-il poursuivi.

Avec l'intention prêtée à Israël de planifier une opération militaire contre les sites nucléaires iraniens, les agitations chiites à Bahreïn et en Arabie Saoudite, les ingérences de Téhéran en Irak, cette rivalité entre les Emirats arabes unis et l'Iran, dont, par ailleurs, l'influence s'étend en Syrie et au Liban, constitue un autre foyer de tension dans une région stratégique qui n'en manque pas.

## L'Iran met au point un système de défense antiaérienne similaire au S-300 russe

"La production du système alternatif de défense antiaérienne au [S-300 russe](#) est en cours, et plusieurs parties du travail ont déjà été réalisées et ont donné de bons résultats", a indiqué mardi le ministre iranien de la Défense Ahmad Vahidi, à l'occasion des parades militaires pour la journée de l'armée iranienne. Au mois de décembre un haut-gradé iranien avait annoncé que la conception du système dénommé Bavar (Espoir) 373, était achevée et qu'il serait même plus performant que le système russe. Moscou avait dû annuler la vente de ce système à l'Iran à cause des sanctions imposées par l'Onu à Téhéran.

## Iran: un réseau d'espionnage israélien démantelé

18:33 10/04/2012, **MOSOCU, 10 avril - RIA Novosti**

Les services spéciaux iraniens ont arrêté sur le territoire du pays plusieurs membres d'un réseau d'espionnage au profit d'Israël, a annoncé mardi l'agence Irna se référant au ministère des Renseignement et de la Sécurité nationale du pays.

Les agents projetaient de perpétrer des "attentats terroristes" en Iran, indique l'agence, sans pour autant préciser ni le nombre d'espions présumés, ni les conditions de leur arrestation.

Les pays occidentaux et Israël [soupçonnent la République islamique de vouloir se doter de l'arme nucléaire](#) sous couvert d'un programme civil. Téhéran rejette ces accusations, affirmant que ses recherches nucléaires ont pour seul objectif de satisfaire les besoins du pays en électricité.

La République islamique fait l'objet des sanctions instaurées par quatre résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu. Certains pays et organisations ont en outre adopté des résolutions exigeant que l'Iran garantisse la transparence et le caractère pacifique de son programme nucléaire.

Début novembre, des médias israéliens et occidentaux ont rapporté que Tel Aviv pourrait porter une frappe contre les sites nucléaires iraniens.

## L'Inde a testé avec succès un missile d'une portée de 5.000 km

Zone Militaire, 19 avril 2012 – 15:23



Retardé pour cause de mauvaises conditions météorologiques, le tir d'essai du missile balistique indien à capacité nucléaire Agni V a finalement été réalisé avec succès, ce 19 avril, depuis une base située sur l'île de Wheeler, dans le golfe du Bengale, au large de l'Etat de l'Orissa.

La trajectoire de ce missile a été suivie par trois navires de la marine indienne ainsi que par des radars. Il a atteint le point de chute prévu, à 5.000 km de son point de lancement.

Bien que classé dans la catégorie des missiles balistiques à portée intermédiaire (IRBM, Intermediate Range Ballistic Missile) étant donné qu'il est en mesure de parcourir 5.000 km, l'Agni V permet à l'Inde de pouvoir éventuellement frapper des cibles situées en Europe orientale, en Afrique de l'Est, en Australie et, sans doute plus important quand l'on sait les différends qui opposent les deux pays, en Chine.

Avec ce missile, l'Inde est au seuil d'entrer dans le club des puissances dotées d'engins intercontinentaux (ICBM, intercontinental ballistic missile), lesquels affichent une portée supérieure à 6.400 km.

Il aura fallu trois ans d'efforts aux ingénieurs indiens pour développer l'Agni V. D'une masse de 50 tonnes, cet engin affiche une longueur de 17 mètres pour 2 mètres de diamètre. Il est en mesure d'emporter une charge utile de 1,1 tonnes. Conçu à 80% en Inde, son électronique embarquée est toutefois importée.

Pour V.K Saraswar, le directeur de la DRDO (Defence Research and Development Organisation, l'agence indienne de recherche en matière militaire), ce lancement est « un événement historique qui honore (l'Inde) dans le domaine de la technologie des missiles ».

Jusqu'à présent, l'Inde a développé des missiles balistiques pouvant parcourir des distances de 2.500 km (Agni I et II) dans le cadre de sa rivalité avec le Pakistan, avec lequel elle est en conflit au sujet de la région du Cachemire. La conception d'engins ayant une portée plus longue répond à trois objectifs.

Le premier est de donner aux militaires indiens davantage de marge de manoeuvre pour déployer leurs missiles étant donné qu'il pourront frapper de plus loin des objectifs potentiels situés au Pakistan. Le second vise à dissuader la Chine, qui dispose d'ICBM de type Dong Feng 31.

Enfin, le troisième but poursuivi a trait à la puissance militaire et au prestige de l'Inde, qui cherche à développer ce que l'on appelle une « triade » nucléaire, avec la mise au point du SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins) Arihant et la création d'escadrons d'avions SU-30 dédiés à la force de frappe. Cependant, dans le même temps, l'armée indienne présente des carences, notamment au niveau de ses forces terrestres, qui ne sont pas correctement équipées.

Quant aux autorités chinoises, leurs réactions à l'annonce de cet essai réussi de l'Agni V ont été contrastées. Ainsi, le ministère chinois des Affaires étrangères s'est voulu mesuré en déclarant que la Chine et l'Inde devaient « travailler dur pour maintenir une coopération stratégique amicale ». « Nous ne sommes pas concurrents mais partenaires » a-t-il insisté.

La tonalité est singulièrement différente pour le Global Times, une publication qui appartient au Quotidien du Peuple, émanation du Parti communiste chinois. « L'Inde ne doit pas surestimer sa force » a affirmé un éditeur.

« Dans un proche avenir, l'Inde n'a aucune chance de dépasser la Chine dans la course aux armements » a-t-il également ajouté, en soulignant que « l'Occident préfère ne pas prêter attention au mépris de New Delhi pour les traités concernant le nucléaire et les missiles », en faisant référence à la non réaction des Etats-Unis et des pays européens à l'annonce du tir indien.

## La fusée nord-coréenne a fait pschit

13 avril 2012 – 13:09



Depuis trois semaines, il a [été beaucoup question de la fusée](#) que le Corée du Nord comptait lancer pour mettre en orbite un satellite d'observation, alors même que les sanctions internationales (résolutions 1718 et 1874 du Conseil de sécurité des Nations unies) lui interdisent d'avoir des activités dans ce domaine, la technologie employée pour une telle opération étant la même que celle des missiles balistiques.

Et l'on s'est beaucoup inquiété, à juste titre d'ailleurs, en Asie, notamment en Corée du Sud et au Japon, où la défense antimissile, reposant sur des destroyers Aegis et des batteries antimissiles Patriot Advanced Capability (PAC-3) ont été déployés, par crainte de voir la fusée nord-coréenne prendre une autre trajectoire que celle annoncée. Même la Chine, pourtant fidèle alliée du régime de Pyongyang a montré des signes d'agacement tout en appelant à la retenue. Quant aux Etats-Unis, ils ont fait savoir qu'ils suivraient cette affaire de très près.

Mais toutes les protestations et autres mises en garde n'ont pas fait varier d'un pouce les dirigeants nord-coréens, pour qui la mise sur orbite du satellite Kwangmyongsong-3 devait être l'apogée des célébrations du centenaire de la naissance de Kim Il-Sung, le fondateur du régime communiste.

Seulement, jamais la Corée du Nord n'a réussi à lancer un satellite, ces deux précédentes tentatives, réalisées en 1998 et en 2009, ayant échoué. Et comme le dit le dicton, « jamais deux sans trois »...

Et ce dernier s'est une nouvelle fois vérifié. En effet, si la fusée nord-coréenne a bien décollé ce 12 avril, à 22H38 GMT, depuis la base de Tongchang-ri, elle ne sera pas allée bien loin car elle a explosé à plusieurs dizaines de kilomètres au sud du site de son lancement, à 70,5 km d'altitude.

La marine sud-coréenne a envoyé plusieurs navires dans la zone où s'est abîmée la fusée afin d'en récupérer les débris. D'autres bâtiments, américains, russes et chinois, naviguent également dans le secteur.

Selon le Commandement de la défense aérienne nord-américain (NORAD), qui n'a pas manqué le spectacle, la fusée en question aurait été en fait une missile longue portée de type Taepodong-2. Ce qui a fait dire à un haut-responsable de l'armée sud-coréenne que ce tir dissimulait en réalité un essai d'un engin balistique.

Quoi qu'il en soit, ce lancement nord-coréen a été considéré par le Japon, les Etats-Unis et la Corée du Sud comme étant une nouvelle provocation. De son côté, la Russie a indiqué s'opposer à toute nouvelle sanction internationale visant Pyongyang. Et la Chine a une nouvelle fois appelé à la retenue. Et une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies doit se tenir en urgence, ce 12 avril, afin de « décider des prochaines étapes » à envisager pour la Corée du Nord.

Il reste maintenant à voir la réaction du régime de Pyongyang face à ce fiasco, qui lui a valu, tout de même, la suspension d'un accord passé avec les Etats-Unis qui prévoyait l'arrêt de ses activités nucléaires et balistiques en échange de 240.000 tonnes d'aide alimentaire.

En 2009, dans une situation quasi similaire, la Corée du Nord avait procédé à son deuxième essai nucléaire. Et un troisième est redouté [depuis maintenant plusieurs mois](#) par Séoul. Et il se pourrait qu'il ait lieu dans les prochaines semaines, afin de permettre aux dirigeants nord-coréens d'effacer l'échec cuisant de leur fusée.

En attendant, et selon le ministre sud-coréen de la Défense, Kim Kwan-jin, « les forces armées de Corée du Nord ont été placées en vigilance accrue ». Mais l'on ignore si cette mise en alerte a été faite avant ou après le lancement de la fusée.

## L'US Army va serrer la vis sur l'apparence de ses soldats

Zone Militaire, 18 avril 2012 – 10:05

Se donner des airs de rock star ou rester dans l'armée, il faudra choisir. En effet, l'US Army envisage de durcir le code vestimentaire de ses soldats afin de mettre un terme à ce qu'elle considère comme des dérives en modifiant 17 points de règlements.



**Photo :** Le Sergent Tom 'Gunny' Highway (Clint Eastwood), arrache la boucle d'oreille d'une recrue dans le « Maître de guerre »

Ainsi, les soldats masculins devront avoir les favoris courts (en France, « les pattes doivent être droites, de faible épaisseur; elles n'ont pas s'étendre en dessous d'une ligne tracée à mi-hauteur de l'oreille ») et se raser « de près et hors service, même pendant le congé ».

A cela s'ajoute l'interdiction de porter des piercings, y compris en dehors du service. Pour les hommes, les boucles d'oreille dont certains se parent pour des soirées privées ne seront pas admises. Cette mesure ne s'appliquera cependant pas aux femmes qui devront toutefois éviter les faux cils et autres faux ongles, ainsi que le vernis à ongle. Chose surprenante dans la mesure où l'on pouvait penser que cela ne s'appliquait pas à eux, les personnels masculins sont aussi concernés par l'interdiction d'utiliser des produits cosmétiques et de maquillage.

En outre, les uniformes ne devront plus passer par le pressing mais lavés et repassés par les soldats eux-mêmes. Ces derniers ne seront plus autorisés à manger, boire, fumer et parler avec leur téléphone portable en marchant.

Quant aux tatouages, ceux qui recouvrent tout un bras (tatouages de manche) seront interdits. Ils ne devront pas être visibles au-dessus de la ligne de cou et s'étendre au-delà de la ligne du poignet. Et, est-il besoin de le préciser, les décorations dentaires, de même que les dents en or, seront proscrites.

Ces mesures restent à confirmer par le général Odierno, le chef d'état-major, et le secrétaire à l'US Army, John McHugh. Cela devrait être fait dans les prochaines semaines s'il n'y a pas de complications juridiques.

Ces modifications du règlement ont été proposées par [le Sergeant Major of the US Army](#) (SMA) Raymond Chandler, lequel occupe le rang le plus élevé de la hiérarchie des sous-officiers appartenant à cette branche de l'armée américaine, où il ne peut y avoir qu'un seul « Big Dog » (surnom donné au SMA). Ce dernier occupe des fonctions administratives au Pentagone, auprès du chef d'état-major de l'US Army.

Face aux critiques suscitées par ces mesures, le SMA a indiqué qu'il s'agit de montrer une armée homogène et professionnelle et qu'elles ne sont pas un moyen de montrer la porte de sortie à certains soldats ayant été trop loin dans leur « expression corporelle » alors que l'US Army va réduire ses effectifs.

« Vous avez choisi de rejoindre l'armée, l'armée n'a pas choisi de vous rejoindre » a ainsi affirmé le SMA Chandler. Et les modifications du règlement correspondent à ce que ce sous-officier a vu au cours de ses déplacements. « Certains soldats se sont laissés pousser les favoris (...) jusqu'à en rendre Elvis (Presley) jaloux » a-t-il lancé, [selon l'Army Times](#).

« L'apparition de tatouages porte atteinte à l'uniforme » a-t-il expliqué devant des soldats à Fort Jackson. « En uniforme, nous devrions avoir tous le même aspect général. Maintenant, si vous avez un tatouage qui attire l'attention sur vous-même, vous devez vous poser la question : êtes-vous une personne qui s'engage pour l'armée. Parce que l'armée dit que vous êtes une partie de la même organisation. Nous avons le même aspect général. Et nous ne voulons pas vous démarquer du reste de l'armée. si vous voulez vous singulariser, c'est en accomplissant de

grandes choses, pas en vous faisant tatouer des choses qui attirent l'attention sur vous. Vous êtes une partie de quelque chose de plus grand » a ajouté le SMA Chandler.

## 13 923 aéronefs en parc au sein des forces armées américaines

Ligne de Défense, 15.04.2012



3 374 chasseurs, 926 hélicoptères d'attaque, 4 279 avions de transport, 144 avions de sauvetage (S&R), 551 avions de ravitaillement en vol, 162 bombardiers à long rayon d'action, 606 avions de lutte ASM, 2 382 avions pour la formation, 1 023 appareils ISR et C4 (drones et autres voilures), 476 appareils dédiés aux forces spéciales. Le total? 13 923 appareils en parc pour l'année fiscale 2012.

Sur ce total, 1 722 ne sont pas en ligne (dont 1 477 étant en stock, le reste étant prêté). Ces chiffres sont tirés de l'*Annual Aviation Inventory and Funding Plan du Pentagone*, un document de mars dernier qui évalue aussi ce que sera le parc aérien US de 2013 à 2022 (cliquer sur le tableau ci-dessous pour l'agrandir):

Aviation Inventory  
FY 2013-2022

Inventory	FY13	FY14	FY15	FY16	FY17	FY18	FY19	FY20	FY21	FY22
<b>Fighter / Attack</b>	3567	3600	3615	3614	3602	3512	3465	3448	3441	3416
<b>Attack Helicopter</b>	882	860	882	886	906	881	906	918	957	966
<b>Airlift / Cargo / Utility</b>	4459	4556	4590	4581	4528	4533	4552	4605	4598	4589
<b>Combat Search and Rescue</b>	152	151	158	162	158	158	149	149	149	149
<b>Air Refueling</b>	528	524	522	521	531	538	531	529	533	536
<b>Long Range Strike</b>	159	158	157	156	156	156	156	156	155	154
<b>Anti-Surface/Submarine Warfare</b>	603	632	633	637	644	677	683	673	658	654
<b>Trainers</b>	2377	2320	2254	2210	2190	2179	2158	2123	2116	2081
<b>ISR / Scout / C4</b>	1169	1236	1276	1333	1330	1371	1399	1406	1460	1418
<b>Special Operations Forces</b>	444	459	473	471	470	470	466	465	460	452
<b>Total</b>	<b>14340</b>	<b>14496</b>	<b>14560</b>	<b>14571</b>	<b>14515</b>	<b>14475</b>	<b>14465</b>	<b>14472</b>	<b>14527</b>	<b>14415</b>

Ces chiffres témoignent bien sûr du gigantisme du parc US mais ils démontrent aussi que le parc va croître en dépit des coupes budgétaires annoncées. Domaine où les hausses seront notables: l'ISR/C4, les hélicoptères d'attaque, les appareils de lutte ASM.

## Les Pays-Bas envisagent de commander moins d'avions F-35 que prévu

Zone Militaire, 16 avril 2012 – 15:48

Pour l'année 2011, les coûts du programme F-35 Lightning II, actuellement réalisé par Lockheed-Martin, ont augmenté de 4,3%. Au total, la facture pour le Pentagone, qui envisage de faire de cet appareil l'épine dorsale de ses forces aériennes, devrait atteindre les 395,711 milliards de dollars, soit 163% de plus qu'initialement prévu.

Autre donnée à prendre en considération, et non des moindres : [le coût d'utilisation du F-35](#), avion censé être, à la base, économique. Il faudra en effet dépenser 31.923 dollars pour une heure de vol, alors que la note est de « seulement » 22.749 dollars pour un F-16.

Aussi, les pays qui comptent s'en doter (et qui souvent participent à ce programme), commencent à se poser des questions. C'est notamment le cas au Canada, où un récent rapport du vérificateur général a tiré à boulet rouge sur les conditions dans lesquelles Ottawa prévoit d'acquérir 65 F-35 pour remplacer les CF-18 Hornet de l'Aviation royale canadienne.

Et le ministre néerlandais de la Défense, Hans Hillen, a également exprimé ses doutes en déclarant, le 15 avril, que les Pays-Bas achèteront moins de F-35 que prévu en raison de la hausse des coûts et, est-ce une relation de cause à effet, des besoins moindres des forces aériennes bataves. Pour autant, il n'a pas précisé le nombre d'avions qui devraient finalement être commandés.

L'armée néerlandaise est en train de subir une sévère cure d'austérité au nom de la lutte contre les déficits et de la réduction des dépenses publiques. Cela se traduit par la perte de capacités et la dissolution de plusieurs unités, dont un escadron de 19 F-16 AM/BM Block 30. Au final, il ne devrait rester plus que 68 avions de ce type en service au sein Koninklijke Luchtmacht, qui a déjà du mal à maintenir l'ensemble de sa flotte en état de vol.

Initialement, les Pays-Bas envisageaient d'acquérir 85 F-35. Ce projet avait provoqué des tensions politiques en mai 2010, des députés néerlandais ayant voté l'arrêt de la participation de leur pays au développement de cet appareil ainsi qu'une réévaluation du programme, qui avait déjà coûté, à l'époque, 800 millions d'euros à La Haye avant un nouveau changement de gouvernement.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas autant question pour les Pays-Bas d'abandonner le F-35. En janvier dernier, le ministre Hillen avait proposé à la Norvège et au Danemark, deux autres pays ayant prévu d'équiper leurs forces aériennes avec cet avion, de gérer en commun ce programme afin de faire face aux restrictions budgétaires.

« Nous pouvons espérer atteindre des niveaux de coopération plus élevés en matière d'acquisition et de maintenance, et peut-être même lors des opérations » avait-il déclaré, devant l'Atlantic Council, au cours d'un déplacement aux Etats-Unis. « Cela peut signifier que nous partageons l'un des symboles de nos forces armées avec d'autres pays: l'avion de chasse » avait-il ajouté, tout en admettant que dans le domaine de la défense, les questions de souveraineté étaient encore un obstacle.

# Visite officielle du ministre de la défense du Maroc au SHD à Vincennes



## Visite officielle du ministre de la défense du Maroc au SHD à Vincennes

Accueil du ministre par le chef du SHD (© D. VIOLA, tous droits réservés)

Le jeudi 15 mars 2012, le ministre de la défense du Maroc, M. Abdellatif Loudiyi, accompagné d'une délégation a été accueilli par le contrôleur général des armées, Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration, et le

général Olivier Paulus, chef du SHD, pour une présentation des fonds et collections du ministère illustrant les grandes heures des relations franco-marocaines.

Durant cette visite, la délégation marocaine constituée du Ministre de la défense, du directeur de la fondation Hassan II, de hauts fonctionnaires marocains et officiers a découvert des archives et des documents précieux de près de cinq siècles d'histoire entre les deux pays.

Parmi ceux-ci figuraient, en particulier, trois grands albums de 1917 rassemblant des photographies rares, de nombreuses cartes (carte des États et royaume de Fez et du Maroc du XVII<sup>e</sup> siècle, plan magnifique de Tanger datant de 1844...), des ouvrages parmi lesquels *Le Maroc moderne* de Jules Eckman, un mémoire militaire sur l'empire du Maroc du capitaine Burel, de l'arme du génie proposé à la lecture de Napoléon en 1810. Enfin, une très belle vitrine proposait de découvrir *Les goums dans la campagne d'Alsace à l'automne 1944*, par la présentation de plusieurs documents regroupant une fiche signalétique et des services, un livret individuel, un acte d'engagement provisoire et de nombreux dessins vivants réalisés à main levée à partir de situations prises sur le vif, particulièrement précis quant aux proportions, attitudes et étude des visages.

Au terme de ce retour dans l'histoire des relations entre la France et le Maroc très apprécié par la délégation en visite, un déjeuner proposé dans l'antichambre de la reine permit à tous de partager commentaires et impressions sur les fonds et collections découverts quelques instants plus tôt en salle des cartes

## . L'amiral Forissier se lance en politique

*Sous l'étiquette UMP, l'ancien chef d'état-major de la Marine sera candidat comme suppléant aux élections législatives dans le Morbihan.*

Pierre-François Forissier, ancien chef d'état-major de la Marine, sera candidat aux législatives de juin comme suppléant de Brigitte Mélin (UMP), dans la cinquième circonscription du Morbihan, nous apprennent [Ouest-France](#) et le [Télégramme de Brest](#).

Cette circonscription correspond à l'agglomération de Lorient. Ils affronteront le député sortant (PS), Gwenal Rouillard, suppléant de Françoise Olivier-Coupeau, récemment décédée.

L'amiral, qui a quitté ses fonctions en septembre dernier, a expliqué qu'il souhaitait "servir les gens



*plutôt qu'un système" et "rester libre en ayant une belle ambition pour les familles qui constituent notre belle France".*

Un officier de marine en activité sera, lui, candidat en Charente, comme [nous le rapportions sur ce blog](#).

En 2007, l'amiral Laurent Mérier, depuis peu à la retraite (2ème section), s'était déjà présenté sous l'étiquette MoDem dans la troisième circonscription du Finistère.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 13 Avril 2012 à 18:44

## Course en hommage au caporal-chef Chamarier

Mise à jour : 16/04/2012 12:45

Le 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins (7<sup>e</sup>BCA) a couru en l'honneur du caporal-chef Chamarier, le jour de son anniversaire, vendredi 6 avril.



Plus de 300 chasseurs alpins du 7<sup>e</sup> BCA ont pris le départ, vendredi 6 avril, du « Trophée caporal-chef Chamarier ». Cette course a été organisée à la mémoire de leur camarade le caporal-chef Clément Chamarier, mort au combat le 19 février dans la province de Kapisa en Afghanistan. Le jour où il aurait eu ses 21 ans, ses frères d'armes ont pris le départ d'un trail de 6 km, du champ militaire de l'Arbonne à la Biolle.

Le colonel Didier, chef de corps du 7<sup>e</sup> BCA, a ensuite présidé une cérémonie des couleurs sur

la place d'armes du quartier « Chef de bataillon Bulle ». Il a mis à l'honneur des cadres et chasseurs du bataillon de fer et d'acier pour leur fait d'armes durant la projection hivernale du bataillon en Afghanistan en 2011 (Battle Group Allobroges).

Droits : Armée de Terre 2012

## L'artilleur d'Afrique Florent Manaudou assure dans les bassins

Mise à jour : 19/04/2012 10:30

Le 1<sup>er</sup> classe Florent Manaudou, du 68<sup>e</sup> régiment d'artillerie d'Afrique (68<sup>e</sup> RAA), s'est qualifié pour les Jeux Olympiques de Londres et est devenu double champion de France militaire de natation.

Florent Manaudou n'a rien à envier à sa sœur Laure. En grande forme depuis quelques semaines, il a enchaîné **les performances remarquables** et a prouvé qu'il méritait sa place au plus haut niveau mondial.



Le 1<sup>er</sup> classe du 68<sup>e</sup> RAA s'est d'abord illustré lors des championnats de France grand bassin à Dunkerque du 19 au 25 mars 2012. Il prend la 2<sup>e</sup> place du 50m nage libre en 21''97 et assure donc **sa qualification aux Jeux Olympiques de Londres** sur cette épreuve très relevée. Il réalise avec ce chrono impressionnant la 5<sup>e</sup> meilleure performance mondiale de l'année sur la distance.

Après ces exploits à Dunkerque, direction Brest, les 4 et 5 avril 2012, pour les championnats de France militaire cette fois. Florent Manaudou

continue sur sa lancée. **Il remporte deux épreuves** : le 50m papillon en individuel et le relais 4\*100m nage libre avec son équipe.

De bon augure à trois mois de l'échéance olympique londonienne (27 juillet au 12 août 2012).

Droits : Armée de Terre 2012

## Découverte de la Marine nationale sur la presqu'île de Quiberon

Mise à jour : 20/04/2012 11:12



Du 27 mars au 4 avril 2012, pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, [l'école des fusiliers marins](#) de Lorient a organisé conjointement avec le Service de Recrutement de la Marine, le deuxième stage «Permis Sport Emploi». L'objectif de ce stage, comme celui qui s'est déroulé du 14 au 22 mars, est d'accompagner une centaine de jeunes adultes de la région parisienne vers la vie active. Une action qui s'inscrit dans l'engagement des forces armées pour l'égalité des chances et la lutte contre l'exclusion.

Au programme des stagiaires, visites de base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué ou Landivisiau, initiation à l'instruction militaire, formations civiques et citoyennes et apprentissage de la vie en collectivité. Mais aussi discipline, cohésion et solidarité ont été les leitmotiv des stagiaires qui ont du savoir faire preuve d'adaptabilité face aux règles fixées par les instructeurs.

*Initié par la FACE\* et GDF Suez, le projet Permis Sport Emploi consiste à amener à l'emploi durable 75 à 100 jeunes issus de zones sensibles de la région parisienne. Sélectionnés sur des critères de volontariat et de motivation, les stagiaires suivent un programme de formation de 6 mois.*



*Au terme de cette période comprenant formation de base, semaine de sport collectif, stage au ministère de la Défense et découverte du monde de l'entreprise, les jeunes sont préparés à titre gracieux aux épreuves du permis de conduire.*

\* *FACE : Fondation Agir Contre l'Exclusion*

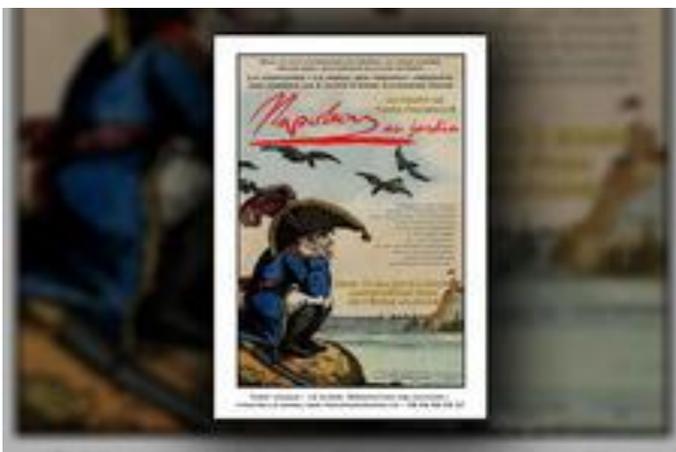


Sources : © Marine nationale

## Napoléon au jardin, pièce de théâtre au profit de Terre-Fraternité

Mise à jour : 20/04/2012 10:30

La compagnie Le Moral des Troupes, fondée par Anne-Catherine David, présentera la pièce « Napoléon au jardin » le jeudi 10 mars 2012 à l'école militaire de Paris. Elle se produira ensuite dans plusieurs villes de France.



« Comment faire quand on est un empereur exilé sur l'île d'Elbe pour échapper à des généraux oisifs, à une sœur déjantée, à une mère corse, et... aux Anglais ? Et de cet épisode légendaire de la vie de Napoléon, qu'en retiendront les manuels d'Histoire ? »

C'est à toutes ces questions que vont répondre les comédiens de la compagnie Le Moral des Troupes dans la pièce de théâtre « Napoléon au jardin ».

Cette compagnie a été fondée à Draguignan par Anne-Catherine David. Épouse d'un officier de l'armée de Terre, elle écrit depuis plusieurs années avec talent des comédies théâtrales représentées dans le milieu civil et militaire au profit d'œuvres de bienfaisance.

Cette année, la pièce sera jouée au profit de l'association Terre-Fraternité qui soutient la cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT).

Le jeudi 10 mars, à l'invitation du général de corps d'armée Bruno Dary, aura lieu une représentation à l'école militaire, dans l'amphithéâtre Foch.

La troupe se produira ensuite dans plusieurs villes de France. À Lyon d'abord, à l'invitation du général de corps d'armée Helly, gouverneur militaire de Lyon, puis à Villefranche-sur-Saône. Le 2 juin, elle sera accueillie par le 21<sup>e</sup> régiment de l'infanterie de marine (21<sup>e</sup>RIMa) à Fréjus. Le 12 juin, elle sera invitée au théâtre municipal de Draguignan par le maire de la ville, M. Piselli.

>>> Napoléon au jardin, pièce d'Anne-Catherine David :

- Le 10 mai 2012 à l'école militaire de Paris à 20h30
- Le 11 mai 2012 à Lyon
- En mai 2012 (date à définir) à Villefranche-sur-Saône
- Le 2 juin 2012 à Fréjus
- Le 12 juin 2012 à Draguignan

**Réservation obligatoire** : [theatre-le-moral-des-troupes@orange.fr](mailto:theatre-le-moral-des-troupes@orange.fr) ou au 06 64 66 09 37.

Droits : Armée de Terre 2012

## Un colloque sur « la force africaine en attente », le jeudi 26 et le vendredi 27 avril

Ligne de Défense, 17.04.2012



C'est un colloque qui tombe à pic, alors que l'on parle encore d'un éventuel déploiement au Mali d'un contingent de la CEDEAO.

Depuis la décision de l'Union africaine (en 2003) de mettre sur pied une force de maintien de la paix à l'échelle du continent d'ici à 2015, les progrès sont lents. La constitution des cinq forces en attente pose de nombreuses questions qui tiennent à un large éventail des défis sécuritaires et, sur un plan plus général, à un modèle d'intégration régionale à deux niveaux (Union Africaine, Communautés économiques régionales) qui caractérisent le continent.

Les efforts des régions africaines soient inégaux et les résultats modestes. Or, pour la Communauté internationale, la résolution d'un conflit en Afrique ne peut se faire aujourd'hui sans une médiation politique régionale ou continentale, voire l'engagement d'une force militaire africaine *ad hoc*.

**Une conférence organisée, les 27 et 27 avril**, par l'IRSEM en partenariat avec l'Observatoire de l'Afrique, le soutien du Ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE) et la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) se propose de réfléchir à trois questions principales:

1. Le modèle théorique de la FAA prévoyant cinq composantes régionales, est-il réaliste en vue des obstacles politiques et opérationnels au sein des différentes communautés et mécanismes régionaux ?
2. La FAA est-elle un outil adapté pour répondre aux enjeux sécuritaires africains ?
3. Quelles leçons peuvent être tirées des opérations de maintien de la paix mandatées par des organisations africaines, plus précisément : •Quand les Etats africains auront-ils les capacités d'assumer pleinement les responsabilités des opérations de maintien de la paix ? •Comment certains partenaires pourront-ils se positionner afin de soutenir la mise en œuvre de la FAA ?

Colloque les Jeudi 26 et vendredi 27 avril 2012, amphithéâtre des Vallières, jeudi de 8h-18h, vendredi de 8h15-13h15. Entrée: 1 place Joffre, Paris (VII), Metro 8 - École militaire.

[Programme et inscriptions \(infoinscription.forceafricaine@gmail.com\)](mailto:infoinscription.forceafricaine@gmail.com).

## Appel à témoins et à photographies concernant le 2e RPIMa

[contact@prividef.fr](mailto:contact@prividef.fr)



[www.prividef.fr](http://www.prividef.fr)

**APPEL À TÉMOINS ET À PHOTOGRAPHIES CONCERNANT LE 2<sup>E</sup> RPIMa**



*Dans le cadre d'un ouvrage à paraître prochainement sur le 2<sup>e</sup> RPIMa et ses ancêtres (2<sup>e</sup> BCCP et 2<sup>e</sup> RPC), écrit en collaboration avec le régiment, nous recherchons toutes photographies d'anciens pour illustrer le récit. Nous sommes également preneurs de témoignages écrits sur toutes les périodes (Indochine, Maroc, Algérie, Suez, Bizerte, Madagascar et Réunion).*

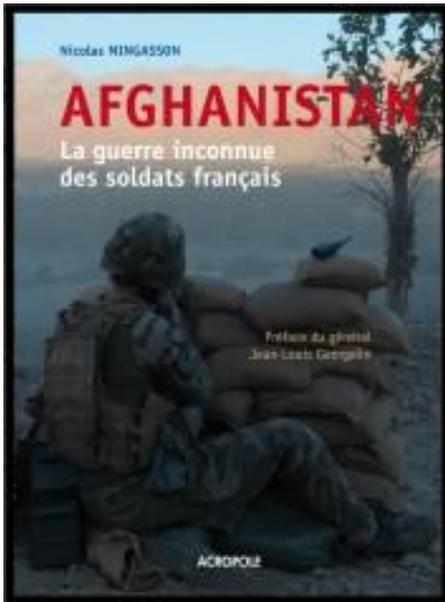
**Si vous pensez pouvoir nous aider, contactez nous sur : [contact@prividef.fr](mailto:contact@prividef.fr)**

## Un nouvel ouvrage sur la guerre française d'Afghanistan

Ligne de Défense, 13.04.2012

Le nom de Nicolas Mingasson n'est pas totalement inconnu de tous ceux qui s'intéressent à l'Afghanistan et à l'actualité éditoriale que ce conflit génère. Ce photographe indépendant est le

co-auteur, avec le sergent Tran Van Can (du 21e RIMa), du livre *Journal d'un soldat en Afghanistan* (Plon 2011).



Nicolas Mingasson vient de publier aux éditions Acropole un ouvrage intitulé *Afghanistan. La guerre inconnue des soldats français* (192 pages, 250 photos, 21€).

Le livre vaut beaucoup mieux que le titre que je ne trouve gère judicieux. L'auteur, qui a fait trois séjours avec les marsouins du 21e, livre un excellent témoignage (même s'il a été publié après relecture par l'EMA et donc "javelisé" de tout ce qui pourrait altérer la sécurité des troupes et l'image lisse que veut donner le MinDef) qui fait le pendant au *Journal d'un soldat en Afghanistan*.

Pourtant, le ton reste, à mon sens, libre et direct. Le récit s'articule autour de trois temps: l'avant-déploiement, le pendant et l'après-mission et il retrace, avec une bonne dose d'authenticité, l'itinéraire franco-afghan d'un groupe de combat du 21e RIMa dont l'expérience ne semble pas différente de celle de tous les soldats qui sont passés par les FOB de Kapisa.

On appréciera, aussi, les photos qui donnent une bonne idée de la "zone verte" et de ses pièges. Imaginons une zone de bocage normand condensée et transportée, avec ses hameaux, talus, fossés et arbres, dans le fond de la vallée de Tagab. Et repeuplée d'Afghans trop souvent indéchiffrables.

## Spécial dédicace à Bayonne



*Le général Rosier, inspirateur et co-auteur de cet ouvrage commémoratif, dont l'ambition est aussi de faire vivre la mémoire de ceux qui sont morts en opérations. Le régiment a perdu deux des siens dans le Golfe : le sergent Yves Schmitt et le caporal-chef Eric Cordier, tués à Al-Salman (photo : [veteransjobscenter.com](http://veteransjobscenter.com))*

Le général Rosier, ancien chef de corps du **1er RPIMa** (1) est venu à Bayonne samedi pour une séance de dédicaces du livre qu'il a consacré, avec son ancien chef BOI, à l'action des unités de commandos parachutistes dans le Golfe.

Ce livre, que j'avais largement présenté dans RAIDS de septembre 2011, rassemble un fonds photographique inédit, et des souvenirs assez précis de ceux qui ont participé à ces opérations, qu'ils soient issus ou pas du 1er RPIMa (2). Les plus jeunes sont encore en poste dans tous les coins de l'armée française, au Sénégal, au sein du COS, ou à... l'EMA.

(1) et premier patron du groupement spécial autonome (**GSA**), qui précéda la brigade des forces spéciales terre (**BFST**). Le général Rosier est un pur produit des forces spéciales, il avait commencé comme lieutenant à la **CPIMa**.

(2) le groupement commando de l'époque réunit en effet les CRAPS de toutes les unités de la **11e BP**.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [4/15/2012 08:51:00 PM](#)

## DES GUERRES ET DES HOMMES : IDEES REÇUES SUR 25 SIECLES DE CONFLITS

Mise à jour : 18/04/2012 12:07

Dans le livre « Des guerres et des hommes », Marc de Fritsch et Olivier Hubac ont voulu dépasser le cadre strict de la stratégie militaire pour étudier la guerre sous ses aspects économique, politique, juridique et psychologique.



Aujourd'hui le terme guerre s'efface doucement de notre vocabulaire. Le ministère de la Défense a remplacé celui de la Guerre et on emploie plus communément les termes de conflit et de crise. Pourtant la guerre, elle, continue à être régie par des principes partagés par **toutes les cultures et à toutes les époques**.

Pour les auteurs de « **Des guerres et des hommes** », Marc de Fritsch et Olivier Hubac, s'interroger sur la guerre revient à poser la

question du mal et de la violence. Cela amène également à relever l'ambivalence qu'elle cultive, entre **fascination et révolte**.

Dans ce livre, la guerre est dépeinte comme une activité sociale qui ne doit pas se limiter à l'unique stratégie militaire. C'est pourquoi elle est abordée sous d'autres aspects : **économique, politique, juridique et psychologique**.

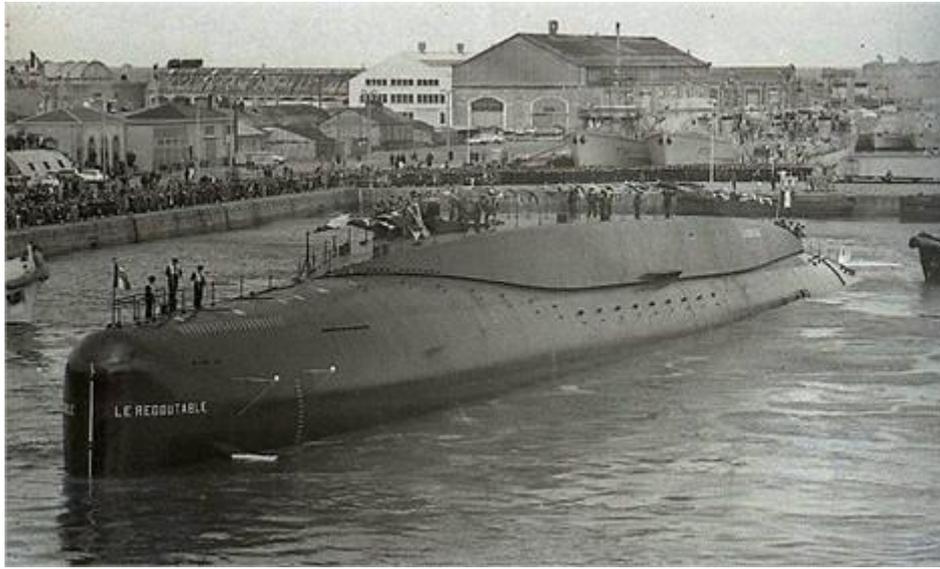
Mais la question centrale de cet ouvrage concerne **l'éthique** : comment l'homme en vient-il à organiser collectivement la mort de ses semblables ?

>>> Des guerres et des hommes  
Marc de Fritsch et Olivier Hubac, avril 2012  
Editions Le Cavalier Bleu

Droits : Armée de Terre 2012

## L'Encyclopédie des sous-marins, pour comprendre l'aventure des SNLE français

Ligne de Défense, 19.04.2012

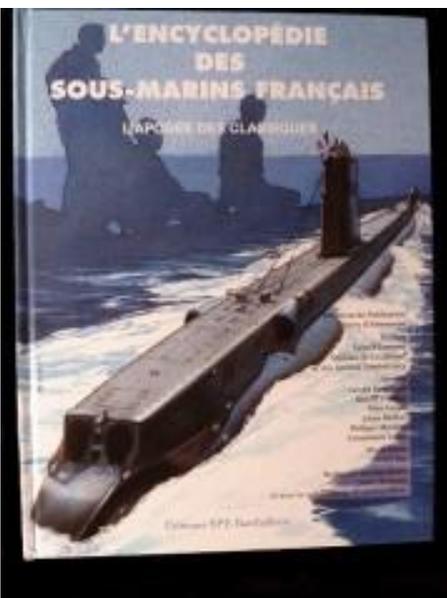


[Lu dans l'édition brestoise](#) de *Ouest-France*, une interview réalisée par mon confrère Sébastien Panou à l'occasion de la sortie de *L'apogée des classiques* (tome III de *l'Encyclopédie des sous-marins français*).

Extrait de l'interview de Thierry d'Arbonneau, directeur de la publication de *l'Encyclopédie des sous-marins français* dont [le tome III vient de sortir](#) (70€).

### **Comment le nucléaire s'est-il imposé ?**

Le nucléaire apportait cette possibilité de rester sous l'eau très longtemps, par exemple trois mois, sans jamais remonter. L'exemple américain du Nautilus, à propulsion nucléaire dès 1955,

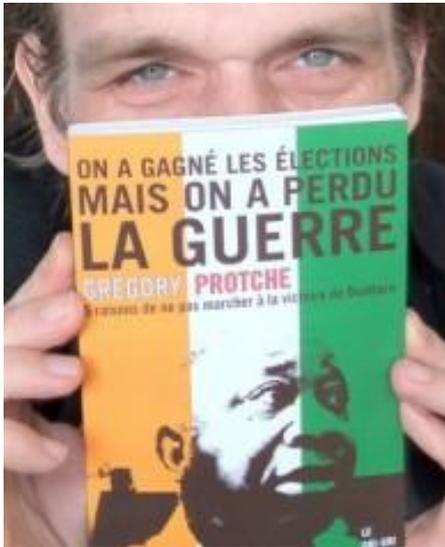


a montré que c'était faisable. Ensuite, il a fallu tout inventer. On est parti d'une marine en miettes après guerre et 30 ans plus tard, en 1972, le Redoutable partait en patrouille. Il était énorme, près de 10 000 tonnes, alors qu'on n'avait construit jusque-là que des sous-marins de l'ordre de 1 000 tonnes. Il avait une propulsion nucléaire, pouvait tirer en plongée des missiles de 18 tonnes et des têtes nucléaires avec une portée de 3 000 km. Sur le plan technologique, ce fut un chemin considérable, parcouru en un temps record. Les Américains pensaient qu'on n'y arriverait pas. Le sous-marin était important, mais le plus coûteux était l'arme et son intégration (NDLR : le programme a coûté 90 milliards de francs les quinze premières années, équivalant à 90 milliards d'euros d'aujourd'hui, en tenant compte de l'inflation. Dont 12 % pour le sous-marin).

## **Côte d'Ivoire, un an après: un livre militant pour défendre Laurent Gbagbo**

Ligne de Défense, 14.04.2012

Un an après la chute du régime Gbagbo, Grégory Protche, le rédacteur en chef du *Gri-Gri International*, a publié, en début d'année, un petit livre où il explique pourquoi, comment, il fallait "faire sacrer Ouattara, coûte que coûte!".



*On a gagné les élections mais on perdu la guerre. 5 raisons de ne pas marcher à la victoire de Ouattara* n'est pas un livre reposant, parce qu'il est militant, partisan, incisif et certainement pas toujours de bonne foi... "Ni objectif ni subjectif", rectifie l'auteur qui assure qu'il veut avant tout "défendre l'Etat-Nation et sa souveraineté". Quitte, pourtant, à ne pourfendre que le camp du dernier gagnant en date (et tous ceux qui n'ont pas été contre lui) et à passer sous silence les dérapages de la clique gbagbesque.

On peut ne pas être d'accord avec sa lecture des événements mais je reconnais à Grégory Protche le courage de reposer des questions qu'on a tendance à oublier sur la "crise ivoirienne" et l'action de la France au cours des dix dernières années. Prenons Bouaké, 2004, par exemple (pages 40 à 50) et le raid aérien qui a coûté la vie à neuf Français et un Américain. Ou la mort de l'universitaire français Philippe Rémond, tué à Yamassoukro en mars 2011 et passé aux oubliettes de l'Histoire. Ou encore le rôle précis de militaires français auprès des FRCI lors de la marche vers Abidjan puis lors des actions contre les derniers carrés loyalistes (cliquer [ici](#) pour voir la rétrospective sur le site du MinDef)... Des questions qui attendent toujours des réponses.

Gregory Protche a "sa part de vérité" et aussi sa part d'errement/erreur. Mais les deux heures de lecture qu'il réclame ne sont pas vaines.

## Les Cigognes en Suisse

16 avril 2012 – 14:21



Les plus anciens se souviennent sans doute de la série « Les nouveaux chevaliers du ciel », avec Christian Vadim et Thierry Redler dans les rôles de Tanguy et Laverdure, diffusée par TF1 en 1988. Cette fiction n'était pas sans qualité au regard du film Top Gun, sorti deux ans plus tôt, même si certains ne manquèrent pas d'y voir une campagne promotionnelle de l'armée de l'Air. En tout cas, c'était l'occasion pour cette dernière de présenter au grand public ses avions ainsi qu'une partie de ses missions.

Quoi qu'il en soit, l'un des épisodes, intitulé « Vista Diaboli », avait été quelque peu déconcertant dans la mesure où il n'était pas question de l'armée de l'Air mais des forces aériennes suisses. Selon le scénario, Tanguy et Laverdure, alors affectés à l'Escadron de Chasse 1/2 Cigognes, furent envoyés en Suisse

dans le cadre d'un échange de pilotes et troquèrent ainsi le Mirage 2000 pour le F-5 Tiger, appareil appelé à être remplacé, si l'on en reste là, par le Gripen au détriment du Rafale de Dassault Aviation.

Aussi, après le choix annoncé par Berne en novembre dernier en faveur de l'avion suédois, l'édition 2012 de l'exercice Epervier est là pour rappeler les liens qui unissent la France et la Suisse dans le domaine militaire, au-delà des questions industrielles ou de secret bancaire.

Ainsi, depuis le 16 avril et pendant près de 2 semaines, un détachement de 5 Mirage 2000-5 de l'Escadron de Chasse 1/2 « Cigognes » de la base aérienne de Luxeuil a pris ses quartiers à Payerne, en Suisse, afin de prendre part à ces manœuvres aériennes qui visent à entraîner les pilotes des deux pays au combat aérien longue portée BVR (Beyond Visual Range) et rapproché (Dog Fight).

Outre les 5 Mirage 2000-5 de l'EC 1/2 « Cigognes », l'armée de l'Air a également engagé un C-160 Transall pour des missions de ravitaillement. De leur côté, les forces aériennes suisses ont mobilisé des F/A-18 Hornet de l'escadre d'aviation n°11 (FL Geschw 11).

« Sur le plan juridique, cette campagne est fondée sur un accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif aux activités communes d'instruction et d'entraînement des armées françaises et de l'armée suisse » ont expliqué les autorités helvétiques.

Par ailleurs, un pilote suisse est [actuellement intégré au sein de l'EC 1/2 Cigognes](#), de même qu'un de ses homologues français vole sur F/A 18 à Payerne.

Avec une trentaine d'activités, comme par exemple l'utilisation d'une zone commune d'entraînement transfrontalier (CBA-25) ou encore les échanges de pilotes et la formation, la coopération entre l'armée de l'Air et les forces aériennes suisses est excellente.

Ces relations ne s'arrêtent pas aux opérations aériennes. La coopération « Terre » permet des échanges entre militaires français et suisses sur le combat en montagne, le déminage ou encore les techniques de tir.